



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Commune de

LUDRES

**Plan de Prévention
des Risques Technologiques
SEVEAL**

NOTE DE PRESENTATION

PRESCRIPTION : arrêté préfectoral du 18 novembre 2008

Table des matières

I. Contexte territorial.....	4
A. Présentation du site industriel et de la nature des risques.....	4
B. Conditions actuelles de la prévention des risques chez SEVEAL.....	11
C. Contexte géographique communal ou intercommunal.....	13
D. État actuel de la gestion du risque technologique sur le territoire.....	14
II. La justification du PPRT et son dimensionnement.....	16
A. Raisons de la prescription du PPRT.....	16
B. Délimitation du périmètre d'étude.....	16
III. Les études techniques.....	17
A. Mode de qualification de l'aléa.....	17
B. Description des enjeux.....	20
IV. Superposition des aléas et des enjeux – Investigations complémentaires.....	22
V. Les modes de participation du PPRT.....	23
A. Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT.....	26
B. Les modalités de la concertation.....	26
VI. Phase de stratégie du PPRT.....	27
A. Les orientations du guide méthodologique.....	27
B. Orientations proposées.....	28
VII. Bilan des consultations	29
A. Bilan de la concertation.....	29
B. Avis des personnes et organismes associés.....	34
C. Enquête publique.....	35
VIII. Élaboration du PPRT de SEVEAL à Ludres.....	36
A. Plan de zonage.....	36
B. Règlement.....	37

ANNEXES

Annexe 1 : Circulaire n° DPPR/SEI2/MM-05-0316 du 7 octobre 2005

Annexe 2 : Arrêté préfectoral du 16 novembre 2007

Annexe 3 : Décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005

Annexe 4a : Arrêté préfectoral n°PPRT 2008-001 du 18 novembre 2008

Annexe 4b : Arrêté préfectoral du 11 mai 2010

Annexe 5 : Arrêté ministériel du 29 septembre 2005

Annexe 6 : Circulaire BRTICP/2007-482/LMA du 26 février 2008

Annexe 7a : Compte-rendu de la réunion d'association du 16 décembre 2008

Annexe 7b : Compte-rendu de la réunion d'association du 19 mai 2009

Annexe 7c : Compte-rendu de la réunion du comité local d'information et de concertation du 17 décembre 2009

Annexe 7d : Avis de la société SEVEAL concernant le projet de PPRT

Annexe 7e : Avis de la ville de Ludres concernant le projet de PPRT

Annexe 7f : Avis de la Communauté Urbaine du Grand Nancy concernant le projet de PPRT

Annexe 7g : Rapport du commissaire enquêteur sur l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 mai au 30 juin 2010

Introduction

Cette note de présentation a pour objectif d'expliquer et de justifier la démarche d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la société SEVEAL située sur la commune de LUDRES et le contenu de ce plan. Elle accompagne le règlement et le plan de zonage réglementaire qui sont joints à ce document.

Le PPRT est un outil réglementaire qui participe à la prévention des risques technologiques et dont l'objectif principal est d'agir sur l'urbanisation existante et nouvelle afin de protéger, si possible, les personnes des risques technologiques résiduels (après réduction du risque à la source) et de limiter la population exposée.

Le PPRT n'a pas vocation à assurer la tenue des bâtiments face aux aléas technologiques mais uniquement à protéger les personnes qui s'y trouvent.

I. Contexte territorial

A. Présentation du site industriel et de la nature des risques

i. Présentation de l'établissement

La Société SEVEAL exploite un dépôt de produits agropharmaceutiques sur le territoire de la commune de LUDRES.

La société SEVEAL s'est substituée à la société MULTI APPROS en 2006, et a été autorisée par arrêté préfectoral du 7 août 2007 à poursuivre l'exploitation de l'ensemble des installations classées de l'établissement de LUDRES.

L'activité de l'installation est le stockage de produits pour l'agriculture et de produits de la gamme « jardin » « espaces verts » : produits agropharmaceutiques, graines semences, petits matériels de jardin ; ces produits pouvant être classés toxiques, inflammables ou comburants.

L'entrepôt est constitué de cinq cellules représentant une surface totale de stockage de 5250 m². Deux soutes, l'une dédiée aux produits comburants, l'autre aux gaz inflammables liquéfiés (aérosols), sont intégrées à la cellule centrale (C4). Chaque cellule de stockage est dédiée à un type particulier de produit et de risque. Les cellules ne communiquent pas entre elles. Elles sont dotées, outre de murs coupe feu de degré 2 heures, d'un dispositif d'extinction automatique permettant le remplissage de la cellule en moins de 5 minutes.

Le stockage est fait sur palettes disposées sur des racks métalliques d'un maximum de 5 niveaux. Les produits sont reçus conditionnés, prêts à être stockés. Il n'y a pas d'ouverture d'emballage, ni de reconditionnement de quelconque produit.

La mise en entrepôt et le suivi des stocks de produits sont assurés par gestion informatique. L'état des stocks peut être contrôlé à tout moment, notamment ce qui concerne l'affectation des différents produits dans les cellules dédiées.

ii. Situation géographique

L'installation est implantée en zone industrielle, au Parc d'Activités du Bois la Dame, au 193 rue Paul Sabatier, à LUDRES.

Le site se trouve à la limite sud-est de la zone industrielle sur un terrain d'une superficie d'environ 5 hectares. Il est bordé au nord-ouest par le canal de jonction entre le canal de l'Est et le canal de la Marne au Rhin. A l'est, se trouve un embranchement ferroviaire desservant la zone industrielle, relié à la ligne de chemin de fer de Toul à Lunéville. Au sud, le voisinage est constitué de forêts et de champs.

Le site est situé à environ 2,6 kilomètres du centre de la commune de LUDRES, et à 1 kilomètre des premières habitations. L'environnement proche du site ne comprend que quelques établissements industriels (les sociétés SAINT-HUBERT à 200m, MORY TEAM à 100m, ULPL à 220m, TRANSPORTS HAQUIN à 220m, TRANSPORTS VARNIER à 190m et ONYX-EST à 160m)

iii. Situation administrative de la société SEVEAL à LUDRES

La société SEVEAL exploite à LUDRES un entrepôt de produits agropharmaceutiques soumis à autorisation avec servitudes (AS) au titre de la législation sur les installations classées. Cette installation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°1998-101 du 28 janvier 1999 complété par les arrêtés préfectoraux n°1999-437 du 11 janvier 2000, n°2002-283 du 31 janvier 2003, n°2002-328 du 10 février 2003, 23 mai 2006, 7 août 2007 et 1er juillet 2009.

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Activité	Capacité	Classement
1111	Stockage de substances et préparations très toxiques 1. solides 2. liquides	14 tonnes 7 t 7 t	A
1155	Dépôt de produits agropharmaceutiques, la quantité de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 tonnes dont des produits toxiques	3000 tonnes 199 tonnes	AS A
1172	Stockage de substances et préparations dangereuses pour l'environnement – A – très toxiques pour les organismes aquatiques	3000 tonnes	AS
Nota : la somme des quantités de produits stockés sous les rubriques 1155 et 1172 ne pourra en aucun cas excéder 3000 t			
1173	Stockage de substances et préparations dangereuses pour l'environnement – B – toxiques pour les organismes aquatiques	1999 tonnes	AS
1200	Stockage de substances et préparations comburantes	50 tonnes	A
1331	Stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium	240 tonnes	NC
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	10 tonnes	DC

1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	2000 m ³	A
1450	Stockage de solides facilement inflammables	50 tonnes	A
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes, dans des entrepôts couverts	52000 m ³	A
1530	Dépôt de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	240 m ³	NC
2910	Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel	0,5 MW	NC
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	200 kW	D

AS : autorisation avec servitudes – **A** : autorisation – **D** : déclaration – **NC** : non classé

Conformément à l'article L 515-15 du code de l'environnement, le site SEVEAL à LUDRES, qui est classée AS (SEVESO « seuil haut »), doit faire l'objet d'un PPRT.

iv. Détermination des risques générés par les installations de la société SEVEAL à Ludres : l'étude des dangers et ses compléments

L'étude de dangers, réalisée par l'exploitant, sous sa responsabilité, constitue le point de départ de la maîtrise des risques sur le site. Établie selon une méthodologie bien définie, elle doit permettre :

- de dresser un état des lieux des **phénomènes dangereux*** et **accidents majeurs*** susceptibles de survenir sur le site puis d'établir un programme d'amélioration de la sécurité.
- de justifier que, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible est atteint, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Cette évaluation du niveau de maîtrise des risques présenté par l'établissement se fait au moyen de **l'analyse du risque***, en évaluant les **mesures de sécurité*** mises en place par l'exploitant, ainsi que l'importance des dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle décrit les **scénarios d'accidents*** qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario d'accidents ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur le site doivent être caractérisés en **probabilité, cinétique, intensité, gravité***.

L'étude de danger porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions ou modifications prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité, les marches dégradées prévisibles, de manière d'autant plus approfondie que les risques ou les dangers sont importants. Elle conduit l'exploitant des installations à identifier et hiérarchiser les points critiques en termes de sécurité, en référence aux bonnes pratiques ainsi qu'au retour d'expérience de toute nature.

Obligation est faite aux exploitants de réactualiser cette étude à chaque modification notable des installations, ou, à minima, tous les 5 ans en tenant compte du retour

* Définitions en annexe 1 : Circulaire n° DPPR/SEI2/MM-05-0316 du 7 octobre 2005 relative aux installations classées

d'expérience et des avancées techniques, afin d'avoir une approche dynamique de la gestion du risque.

La dernière étude de dangers du site de SEVEAL à Ludres rendue le 28 novembre 2003 ne répondait pas aux exigences de la loi du 30 juillet 2003 sur les risques technologiques et de ses textes d'application (arrêtés du 29 septembre 2005 notamment). Par conséquent, Monsieur le Préfet de Moselle a prescrit la remise de compléments à cette étude par arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2006.

L'action de l'inspection des installations classées a amené l'exploitant à fournir différents compléments à l'étude de dangers initiale détaillés dans le tableau ci-après.

Demande ou prescription de l'administration	Contenu de la demande	Date de réponse de l'exploitant	Contenu de la réponse de l'exploitant
Arrêté préfectoral n°2002/283 du 31 janvier 2003	Actualisation de l'étude de dangers	28 novembre 2003	Fourniture d'une étude de dangers complète
Courrier DIRE du 6 mai 2004	Compléments concernant l'évaluation des flux thermiques en cas d'incendie	15 juin 2004	Justification des flux thermiques pris en compte
Arrêté préfectoral n°2003/278 du 17 mars 2005	Demande de réalisation d'une tierce expertise	octobre 2005	Fourniture de la tierce expertise confirmant globalement l'étude de dangers de l'exploitant et proposant quelques mesures complémentaires visant à améliorer la sécurité
Arrêté préfectoral du 1 ^{er} mars 2006	Demande de fourniture d'une nouvelle étude de dangers afin de prendre en compte l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005	19 septembre 2006	Fourniture d'une nouvelle étude de dangers complète
Courrier DIRE du 6 mars 2007		2 avril 2007	Fourniture des compléments demandés

Courrier préfectoral du 15 avril 2008	Demande de compléments concernant une demande d'autorisation d'étendre les capacités de stockage	24 juin 2008	Fourniture des compléments demandés
---------------------------------------	--	--------------	-------------------------------------

Tous les phénomènes dangereux représentatifs des risques susceptibles de survenir chez SEVEAL à LUDRES ont été caractérisés en probabilité, cinétique, intensité et gravité conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la **probabilité d'occurrence***, de la **cinétique***, de l'**intensité*** et de la **gravité*** des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

L'instruction de l'étude de danger et de ses compléments a été close par l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2007 (Annexe 2).

v. Effets liés aux potentiels de dangers présents dans les installations de SEVEAL à LUDRES

Sur le site exploité par la Société SEVEAL à LUDRES, les accidents majeurs susceptibles d'être générés par le stockage de produits phytosanitaires produiraient essentiellement des effets thermiques et toxiques.

Les effets thermiques peuvent provoquer des brûlures de l'épiderme pouvant occasionner des blessures irréversibles voire la mort, la ruine de structures, des départs de feu, ... Les effets toxiques sont dus aux gaz de combustion générés pendant l'incendie ; ils provoquent des effets sur la santé humaine pouvant entraîner des blessures irréversibles voire la mort ; ils n'ont aucun effet sur les structures.

Les seuils thermiques et toxiques réglementaires sont les suivants :

* Définitions en annexe 1 : Circulaire n° DPPR/SEI2/MM-05-0316 du 7 octobre 2005 relative aux installations classées

Effets sur les personnes*, seuils de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005	Flux thermique (kW/m ²)	Effets toxiques
Zone des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine (ZEI)	3 à 5	Effets toxiques pouvant provoquer des blessures irréversibles, qui ne pourraient être totalement guéries
Zone des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine (ZEL) soit possibilité de décès pour 1% des personnes exposées	5 à 8	Effets létaux pouvant affecter 1 % de la population
Zone des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers très graves pour la vie humaine (ZELs) soit possibilité de décès pour 5% des personnes exposées	> 8	Effets létaux pouvant affecter 5 % de la population

Il est à noter que les concentrations de gaz toxiques correspondant aux effets irréversibles, létaux ou létaux significatifs varient cependant selon les gaz et la durée d'exposition.

L'ensemble des phénomènes dangereux retenus dans le cadre de l'élaboration de ce PPRT seront détaillés par la suite dans cette note de présentation.

vi. Démarche de maîtrise des risques

Préalablement à la mise en place de ces PPRT, le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT) a souhaité pour chaque installation soumise à autorisation avec servitudes (AS) que l'exploitant mène une démarche de réduction des risques à la source appelée MMR (Mesures de Maîtrise des Risques*). Les textes relatifs à cette démarche sont l'arrêté du 10 mai 2000 modifié et la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié.

La démarche MMR, qui a fait l'objet du rapport de l'inspection des installations classées du 13 septembre 2007, a pour objectif de réduire les risques à la source à un niveau aussi bas que possible et à un coût économiquement acceptable avant d'engager le PPRT.

Cette démarche a conclu que la situation actuelle du site de stockage de produits phytosanitaires de la société SEVEAL situé à LUDRES est acceptable au regard de la circulaire « MMR » du 29 septembre 2005.

* Définitions en annexe 1 : Circulaire n° DPPR/SEI2/MM-05-0316 du 7 octobre 2005 relative aux installations classées

vii. Synthèse des phénomènes dangereux de l'étude des dangers

Les principaux risques présentés par l'établissement sont liés au stockage de produits phytosanitaires.

La liste des phénomènes dangereux issus de l'étude des dangers et de ses différents compléments est listée dans le tableau suivant :

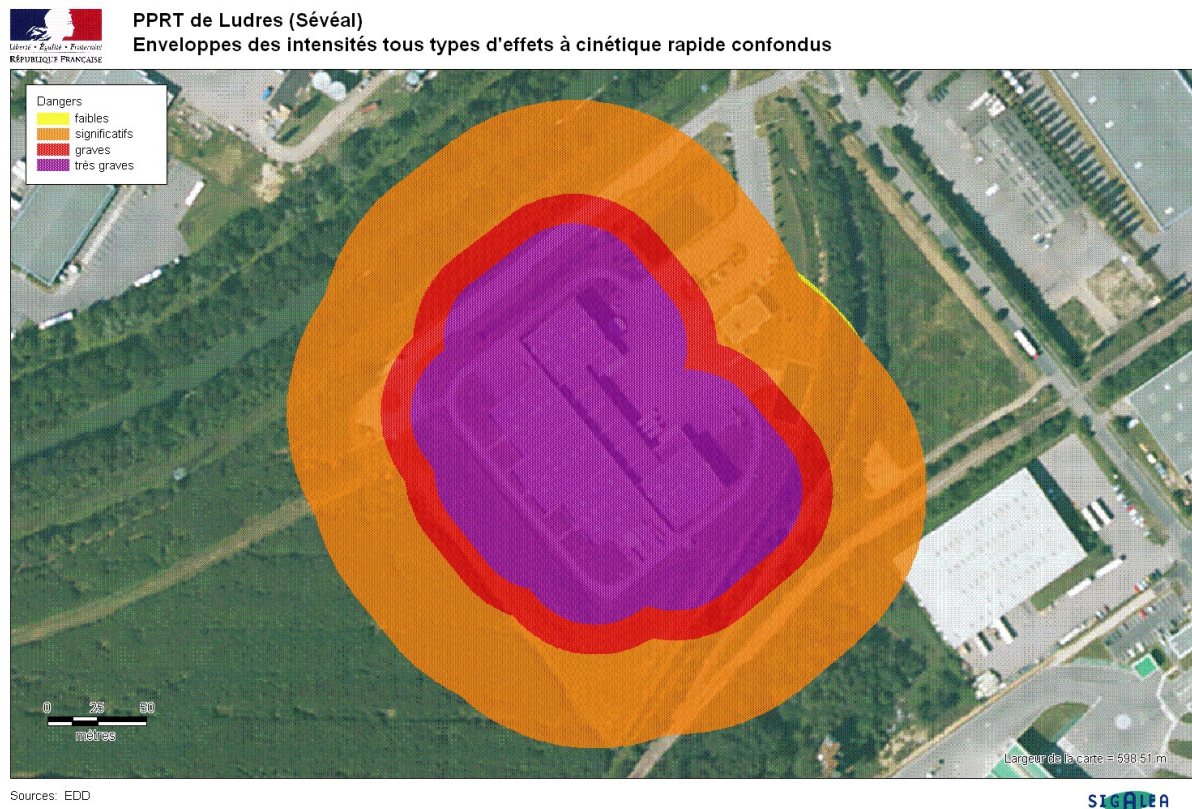
Numéro	Phénomène dangereux	Type d'effet	Distances d'effets en m			
			ZELS	ZEL	ZEI	Bris de vitre
1	Incendie de la cellule C1	Thermique	37	52	71	
2	Incendie de la cellule C1	Toxique	0	0	100	
3	Incendie de la cellule C2	Thermique	37	52	71	
4	Incendie de la cellule C2	Toxique	0	0	100	
5	Incendie de la cellule C3	Toxique	0	0	100	
6	Incendie de la cellule C4	Toxique	0	0	100	
7	Incendie de la cellule C5	Thermique	23	32	44	
8	Incendie de la cellule C5	Toxique	0	0	100	
9	Incendie de la cellule C6	Toxique	0	0	100	
10	Incendie de la cellule C7	Toxique	0	0	100	
11	Incendie d'un camion quai	Toxique	0	0	100	
12	Incendie de 8 camions au quai	Toxique	0	0	100	
13	Explosion de la chaufferie	Surpression		10	50	100
14	Incendie généralisé de l'entrepôt	Thermique	38	53	72	
15	Incendie généralisé de l'entrepôt	Toxique	0	0	100	

Nota :

- ZELS : zone des effets létaux significatifs (ou zone des dangers très graves pour la vie humaine – 200 mbars, 8 kW/m² ou effets toxiques létaux sur 5 % de la population)
- ZEL : zone des effets létaux (ou zone des dangers graves pour la vie humaine – 140 mbars, 5 kW/m² ou effets toxiques létaux sur 1 % de la population)

- ZEI : zone des effets irréversibles (ou zone des dangers significatifs pour la vie humaine – 50 mbars, 3 kW/m² ou effets toxiques provoquant des blessures irréversibles)

Aucun phénomène dangereux décrit dans l'étude de dangers n'a été écarté pour l'élaboration du périmètre d'étude du PPRT de la société SEVAL à LUDRES (cf. paragraphe II-B).



B. Conditions actuelles de la prévention des risques chez SEVEAL

Le risque technologique est constitué de trois composantes :

- l'intensité des phénomènes dangereux,
- la probabilité d'occurrence de ces phénomènes dangereux,
- la vulnérabilité des enjeux pouvant être impactés par ces phénomènes dangereux.

Gérer le risque technologique, c'est donc agir sur l'un de ces trois éléments avec, d'un point de vue global, plusieurs niveaux d'intervention complémentaires :

- **la maîtrise du risque à la source** permettant d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.
- **les plans d'urgence** ayant pour objectif, quand le phénomène se déclenche, y compris en cas de très faible probabilité, de prévenir et de protéger les populations et de gérer les moyens d'intervention et les secours.
- **l'information des citoyens** leur permettant de prendre certaines décisions comportementales pour mieux réagir en cas de crise.
- **la maîtrise de l'urbanisation**, consistant à limiter les enjeux exposés au danger.

i. Maîtrise des risques à la source

L'exploitant doit démontrer la maîtrise des risques sur son site et le maintien de ce niveau de maîtrise via une **étude de dangers** et en assurer dans le temps l'effectivité à travers un Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

La priorité est en effet accordée à la maîtrise et à la réduction du risque à la source ; **la sécurité s'exerçant d'abord au sein des entreprises.**

Des prescriptions complémentaires de maîtrise des risques sont ainsi régulièrement imposées aux exploitants afin de réduire les risques à un niveau aussi bas que possible compte-tenu des dernières connaissances et des meilleures technologies disponibles.

Concernant la société SEVEAL, ce sujet est traité au paragraphe « I-A-vi Démarche de maîtrise des risques » du présent document.

ii. Plans d'urgence

L'exploitant et les pouvoirs publics conçoivent des plans d'urgence pour permettre de limiter les conséquences d'un accident majeur (Plan d'Opération Interne du ressort de l'exploitant : **POI** ; Plan Particulier d'Intervention du ressort des pouvoirs publics : **PPI**).

La société SEVEAL dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) à jour, opérationnel et régulièrement testé. Il a été mis à jour en mai 2009.

Ce dernier doit permettre de gérer les situations liées à certains phénomènes dangereux avant que leurs effets ne s'amplifient et sortent des limites de l'établissement.

Pour les situations présentant un risque pour les personnes situées à l'extérieur de l'emprise foncière de l'établissement, un Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été élaboré par la préfecture en mai 2008 et mis à jour en juillet 2009.

iii. Information et concertation du public

Le développement d'une culture du risque est indispensable pour que chacun puisse jouer un rôle effectif dans la prévention des risques. Différents outils de concertation sont mis en place autour des sites présentant des risques majeurs. **Les Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC), nouvellement créés par la Loi « Risques » du 30 juillet 2003**, constituent des lieux de débat et d'échange privilégiés sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics mais également riverains et salariés).

Le site de SEVEAL dispose d'un CLIC créé par arrêté préfectoral du 18 mai 2005, renouvelé par arrêtés préfectoraux des 8 août 2007 et 16 janvier 2009.

Parallèlement, préfets et maires ont l'obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques via le **Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM)** et le **Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)**. La commune de LUDRES dispose d'un DICRIM.

La commune de Ludres dispose également d'un Document Communal Synthétique (DCS) datant du 22 décembre 1998.

L'exploitant doit également avertir les populations riveraines par la publication d'une **plaquette d'information** sur les risques présentés par son site et la conduite à tenir en

cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI. Dans le cas de la société SEVEAL, la dernière distribution de plaquette a eu lieu courant 2008.

Enfin, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit l'obligation **d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers par les vendeurs et bailleurs** sur les risques auxquels un bien est exposé en cas d'accident majeur. Ceci s'est traduit dans le cadre de ce PPRT par un arrêté préfectoral relatif à l'état des risques technologiques majeurs de biens immobiliers situés sur la commune de LUDRES dans le périmètre d'étude du PPRT en date du 17 février 2006.

iv. Maîtrise de l'urbanisation

Instituée depuis de nombreuses années, elle permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux. Différents outils permettent de remplir cet objectif : **Plan Local d'Urbanisme (PLU)**, **Projet d'Intérêt Général (PIG)**, **Servitudes d'Utilité Publique (SUP)** (cf. paragraphe I-D.), mais uniquement par l'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risque.

C'est pourquoi, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les **Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)**. Ne s'appliquant qu'aux installations soumises à autorisation avec servitudes (AS), ces PPRT ont pour but non seulement de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements AS, SEVESO seuil haut existants, mais également résorber les situations difficiles héritées du passé en entraînant si besoin des mesures foncières sur le bâti existant sous forme d'expropriation ou de délaissement

Enfin le PPRT a pour objectif de protéger les personnes et non les biens.

C. Contexte géographique communal ou intercommunal

Le périmètre d'étude du PPRT, défini par la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers de l'exploitant et listés au paragraphe I.A.6, s'étend sur la commune de Ludres dans une zone industrielle.

Le périmètre d'étude couvre une superficie de 7,5 hectares,

Le risque potentiel qu'engendre cette activité concerne une toute petite partie du secteur du Dynapôle de Ludres-Fléville (310 entreprises et 8000 emplois).

La population de la commune était, selon le recensement de l'année 2006, de 6817 habitants.

La commune de Ludres se trouve dans le Sud du département de la Meurthe-et-Moselle. Elle fait partie de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN) et se situe plus précisément à l'extrémité sud de l'agglomération. Son territoire couvre une superficie de 8,2 km² soit 6% du territoire communautaire.

Au nord et à l'est, cette commune de seconde couronne est limitrophe de deux communes de la CUGN (Houdemont et Fléville). A l'ouest et au sud, elle borde le territoire de la Communauté de Communes de Moselle et Madon (Chavigny, Messein et Richardménil) ainsi que celui du Saintois et du Vermois (Lupcourt et Ville-en-Vermois).

L'urbanisation dans le périmètre d'étude présente les caractéristiques suivantes:

- La commune de Ludres est dotée d'un Plan local d'Urbanisme (PLU), révisé le 6 juillet 2007 qui a été reporté sur la carte des enjeux (paragraphe III.B).
- Les entreprises SEVEAL et Transports MORY TEAM se situent en zone UX (secteur de la commune à vocation principale d'activités),
- Des terrains situés à l'ouest de SEVEAL sont situés en zone 1AUX (zone urbanisable pour des activités économiques). Ces terrains font partie d'un ensemble de parcelles, d'environ 11 hectares (entre SEVEAL et l'autoroute A330) qui constituent l'extension future de la zone industrielle.

D. État actuel de la gestion du risque technologique sur le territoire

Les zones comprises dans le périmètre d'étude du PPRT (zone UX et 1AUX du PLU de Ludres) ont fait l'objet de porters à connaissance successifs qui ont permis de prendre en compte le risque lié à SEVEAL dans le PLU de la commune de Ludres :

i. Rapport du 26 janvier 2000 de l'Inspecteur des Installations classées à la commune de Ludres :

Les installations de SEVEAL (ex SANE) ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1999. L'analyse critique (d'un tiers expert) de l'étude de dangers a abouti à la définition de deux zones de servitudes de droit privé Z1 et Z2 auxquelles a été asservi un règlement relatif à l'urbanisme (ces zones, ayant respectivement des rayons de 50 m et 100 m).

ii. Modification du POS du 29 septembre 2005 :

Cette modification du POS de Ludres a permis d'intégrer les deux périmètres Z1 et Z2.

iii. Révision du PLU approuvée par délibération du 6 juillet 2007 :

Les incidences du risque technologique lié à SEVEAL sont prises en compte dans le PLU par la définition de deux zones (zone dite de protection rapprochée soit Z1 et zone dite de protection éloignée soit Z2) avec les règles d'urbanisme correspondant à l'annexe 13 du porter à connaissance du 19 octobre 2006.

Ci-dessous une copie de cette annexe 13,

(13)

19

PAC du 13.10.2006 (révision PLU de Ludres)
ANNEXE 13

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DES ZONES Z1 et Z2 AUX ENTREPRISES CONCERNÉES

	Réglementation applicable à la Zone Z1 (50 m)	Réglementation applicable à la zone Z2 (100 m)
Entreprises ou installations auxquelles s'applique la réglementation	<ul style="list-style-type: none"> - Voie ferrée (sur 20 mètres). Cet embranchement dessert la Zone Industrielle. Il est exclusivement réservé au transport de marchandises. - Voie privée appartenant à SOGAMEF longeant le terrain SANE pour la desserte de la zone située au Sud Ouest de la SANE. 	<ul style="list-style-type: none"> - Voie ferrée : Parcelle AL 43 appartenant à l'Association Syndicale des Embranchés Ferroviaires de la Z.I. Cet embranchement dessert la Zone Industrielle. Il est exclusivement réservé au transport de marchandises. - Parcelle AL 143 appartenant à SOGAMEF. - Parcelle AL 123, contenant le poste de détente gaz n° 6163 appartenant à GAZ DE FRANCE. - Parcelle AL 115 appartenant à SOGAMEF. - Reste de la parcelle AL 44 appartenant à SOGAMEF. - Voie d'accès au reste de la Z.I., appartenant à SOGAMEF. - Canal de jonction, appartenant à Voies Navigables de France. - Parcelle AL 72 appartenant au Ministère de l'Équipement et des Transports.
Sont interdits	<ul style="list-style-type: none"> - La création de locaux occupés ou habités. - La construction ou extension d'autoroutes ou de routes à grande circulation (supérieure à 2 000 véhicules/jour). - La construction ou extension de voies ferrées pour le transport de voyageurs. - Les aires de sport. - Les aires de camping, caravannage et stationnement de caravanes. 	<ul style="list-style-type: none"> - La construction ou extension d'E.R.P. de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégories. - La construction d'immeubles de grande hauteur. - Les aires de camping, caravannage et stationnement de caravanes.
Sont autorisables	<ul style="list-style-type: none"> - La construction ou extension des bâtiments industriels pour l'activité existante. - La construction ou extension de bâtiment à usage d'habitation lorsqu'ils sont reconnus nécessaires pour l'activité industrielle existante (gardiennage, surveillance...). - La construction ou extension de bâtiments à usage de service lorsqu'elles sont reconnues nécessaires pour l'exercice des activités industrielles existantes (restaurant d'entreprise, salle de réunions d'entreprises...). - Les ouvrages techniques d'intérêt public, à condition qu'ils ne soient pas destinés à recevoir du public ou à être utilisés par celui-ci, et qu'ils ne soient pas susceptibles d'affecter la sécurité des installations en place. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions ou extensions d'habitation ou de bureau, de type R+1 au plus. - La construction ou l'extension de locaux industriels relevant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. - La construction ou extension de bâtiments à usage d'habitation lorsqu'ils sont reconnus nécessaires pour l'activité industrielle existante (gardiennage, surveillance...). - La construction ou extension de bâtiments à usage de service lorsqu'elles sont reconnues nécessaires pour l'exercice des activités industrielles existantes (restaurant d'entreprise, salle de réunions d'entreprises...). - Les ouvrages techniques d'intérêt public, à condition qu'ils ne soient pas destinés à recevoir du public ou à être utilisés par celui-ci, et qu'ils ne soient pas susceptibles d'affecter la sécurité des installations en place. - Les aires de sport sans structure destinées à l'accueil du public.

PA Sane - 19.11.98

II. La justification du PPRT et son dimensionnement

A. Raisons de la prescription du PPRT

Conformément à l'article L. 515-15 du code de l'environnement, l'État doit élaborer et mettre en œuvre un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour chaque établissement soumis à autorisation avec servitudes, susceptible d'engendrer des phénomènes dangereux ayant des effets à l'extérieur des limites du site. Au vu des éléments exposés précédemment (cf. paragraphe I-A-2), les installations de la société SEVEAL sises sur la commune de LUDRES sont soumises à autorisation avec servitude au titre de la nomenclature des installations classées. En cas d'accident majeur sur le site de SEVEAL, des personnes pourraient être blessées voire mortellement touchées. Par exemple, les effets toxiques des fumées pourraient blesser des êtres humains dans le périmètre proche de l'entrepôt. Un PPRT doit donc être élaboré autour de l'établissement de la société SEVEAL à LUDRES.

Le PPRT, de par les mesures qu'il prescrit, tant sur l'existant que sur l'urbanisation à venir, doit permettre de garantir que les occupations et utilisations du sol pouvant être touchées par les effets des phénomènes dangereux sont compatibles avec les différents niveaux d'aléas.

Le PPRT, une fois approuvé, vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L.121-2 du code de l'urbanisme et est annexé aux Plans Locaux d'Urbanisme, conformément à l'article L.126-1 du même code. En l'absence d'un PLU, le PPRT s'applique seul, sous réserve d'avoir fait l'objet des mesures de publicité prévues au décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux Plans de Prévention des Risques Technologiques (annexe 3).

La réunion, le 1^{er} février 2008, du comité local d'information et de concertation (CLIC) autour du site SEVEAL a été l'occasion de présenter la procédure du PPRT et de désigner les représentants du CLIC parmi les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT.

Saisie par la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le conseil municipal de Ludres a émis un avis sur le projet d'arrêté préfectoral prescrivant l'élaboration du PPRT, à l'occasion de sa séance du 27 octobre 2008, avis transmis par courrier daté du 31 octobre 2008.

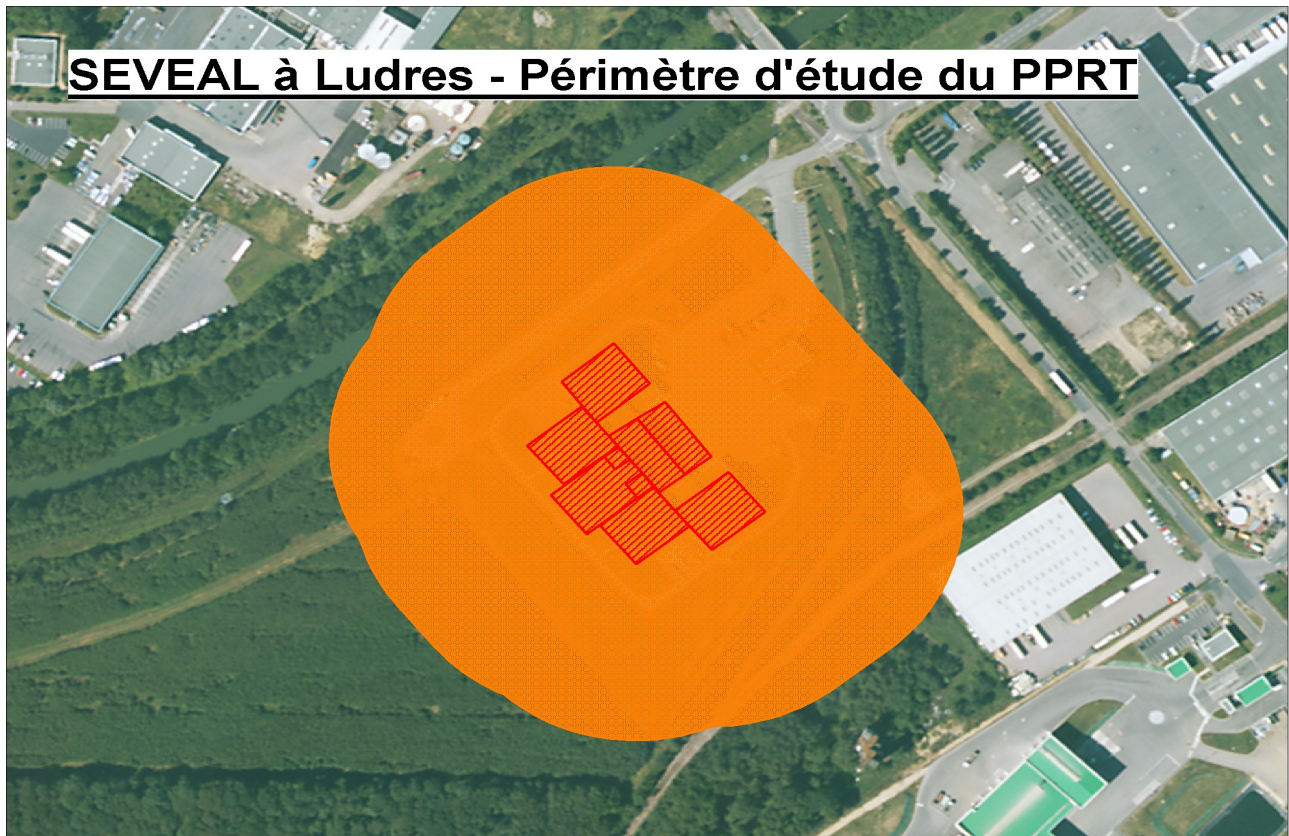
La procédure officielle d'élaboration du PPRT pour le site SEVEAL à LUDRES a alors été lancée par l'arrêté préfectoral de prescription du 18 novembre 2008 (annexe 4), sur proposition de l'inspection des installations classées dans son rapport du 12 février 2008. Le délai d'approbation a été prolongé de six mois, jusqu'au 18 novembre 2010, par arrêté préfectoral du 11 mai 2010.

B. Délimitation du périmètre d'étude

Le périmètre d'étude du PPRT a été défini par la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers de l'exploitant et listés au paragraphe I.A.6. Il est confondu avec le périmètre d'exposition aux risques, c'est-à-dire le périmètre réglementé par le PPRT. Aucun phénomène dangereux n'a été exclu.

Concernant le site SEVEAL à LUDRES, les phénomènes dangereux donnant les zones d'effets les plus importantes sont les effets toxiques générés en cas d'incendie généralisé de toutes les cellules de stockage. Le périmètre d'étude pris en compte pour la mise en place du PPRT autour du site de SEVEAL a été défini par la courbe enveloppe de ce phénomène.

Il est représenté ci-après.



III. Les études techniques

A. Mode de qualification de l'aléa

La détermination des aléas technologiques retenus pour la maîtrise de l'urbanisation, sur la base de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, résulte de l'analyse de ce document par l'inspection des installations classées (Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement).

L'identification d'un niveau d'aléa consiste à attribuer, en chaque point inclus dans le périmètre d'exposition aux risques, un des 7 niveaux d'aléas définis ci-après à partir du niveau d'intensité des effets de surpression attendus en ce point et du cumul des probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux qui impactent ce même point.

Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux sont évaluées conformément au titre II et l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (annexe 5). Ces probabilités sont échelonnées d'une classe A pour les phénomènes dits « courants » à E pour les phénomènes dits « possibles mais extrêmement peu probables ».

Les sept niveaux d'aléas sont ainsi définis : Très Fort plus (TF+), Très Fort (TF), Fort plus (F+), Fort (F), Moyen plus (M+), Moyen (M), Faible (Fai). Les classes de probabilités sont celles reprises dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (annexe 5).

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou surpression sur les personnes, en un point donné	Très Grave			Grave			Significatif			Indirect par bris de vitre (uniquement pour effet de surpression)	
Cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	<D
Niveau d'aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai				

i. Echelle des niveaux d'aléas

Ainsi, à titre d'illustration, l'attribution d'un niveau d'aléa Très Fort Plus (TF+) à un point donné du périmètre d'exposition aux risques, signifie que ce point est soumis potentiellement à un effet dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées très graves et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux conduisant à cet effet et à ce niveau d'intensité est strictement supérieur à D (événement très improbable).

Pour l'établissement SEVEAL, le travail réalisé à partir de l'étude de dangers et des divers compléments remis par l'exploitant (cf. paragraphe I-A-3) a permis à l'inspection des installations classées de valider la liste des phénomènes dangereux (voir tableau page suivante) à prendre en compte pour la réalisation de la cartographie des aléas.

Comme déjà indiqué, aucun phénomène dangereux de l'étude de dangers n'a été écarté pour l'élaboration de la carte des aléas de SEVEAL à LUDRES.

ii. Tableau des phénomènes dangereux ayant servi à tracer l'aléa

Numéro	Phénomène dangereux	Probabilité*	Type d'effet	Distances d'effets en m				Cinétique
				ZELS	ZEL	ZEI	Bris de vitre	
1	Incendie de la cellule C1	D	Thermique	37	52	71		Rapide
2	Incendie de la cellule C1	D	Toxique	0	0	100		Rapide
3	Incendie de la cellule C2	D	Thermique	37	52	71		Rapide

* Probabilité, intensité des effets et cinétique ont été évaluées comme explicité précédemment, selon l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Numéro	Phénomène dangereux	Probabilité	Type d'effet	Distances d'effets en m				Cinétique
				ZELS	ZEL	ZEI	Bris de vitre	
4	Incendie de la cellule C2	D	Toxique	0	0	100		Rapide
5	Incendie de la cellule C3	D	Toxique	0	0	100		Rapide
6	Incendie de la cellule C4	D	Toxique	0	0	100		Rapide
7	Incendie de la cellule C5	D	Thermique	23	32	44		Rapide
8	Incendie de la cellule C5	D	Toxique	0	0	100		Rapide
9	Incendie de la cellule C6	D	Toxique	0	0	100		Rapide
10	Incendie de la cellule C7	D	Toxique	0	0	100		Rapide
11	Incendie d'un camion quai	D	Toxique	0	0	100		Rapide
12	Incendie de 8 camions au quai	E	Toxique	0	0	100		Rapide
13	Explosion de la chaufferie	D	Surpression		10	50	100	Rapide
14	Incendie généralisé de l'entrepôt	E	Thermique	38	53	72		Rapide
15	Incendie généralisé de l'entrepôt	E	Toxique	0	0	100		Rapide

Nota :

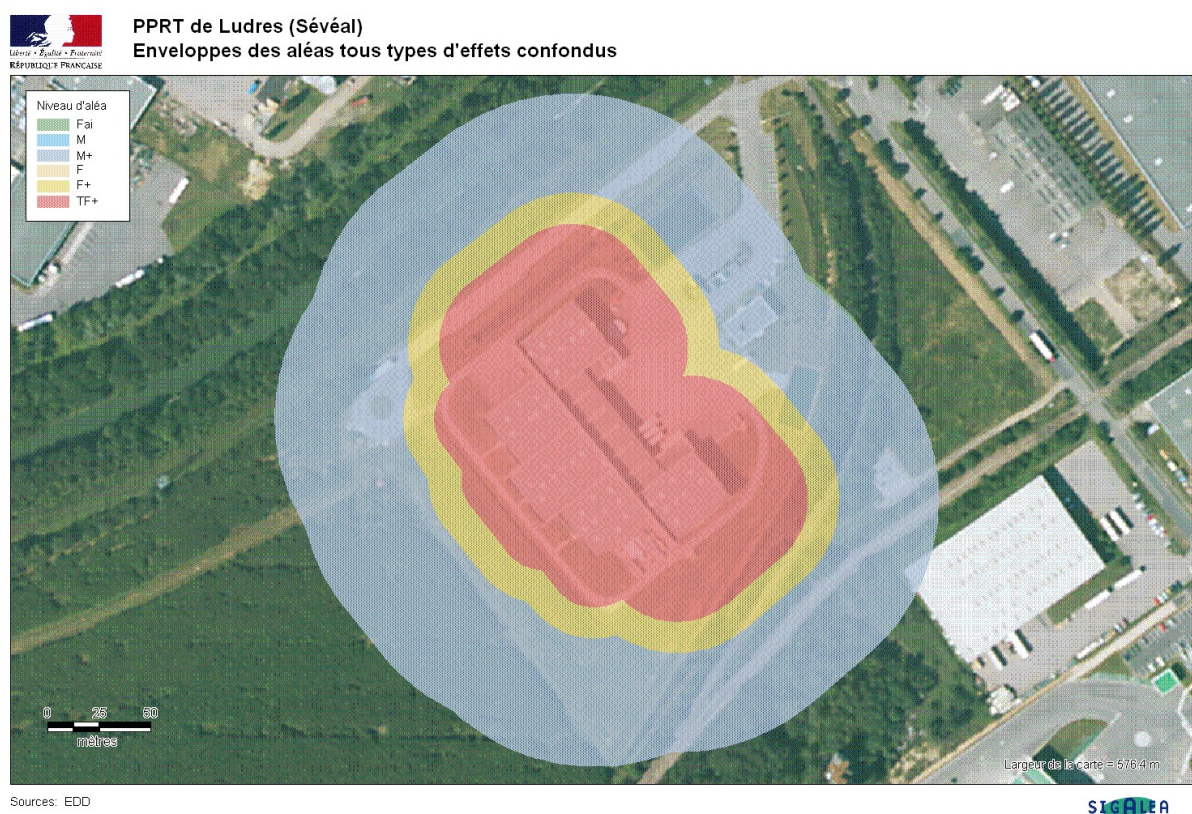
- ZELS : zone des effets létaux significatifs (ou zone des dangers très graves pour la vie humaine – 200 mbars, 8 kW/m² ou effets toxiques létaux sur 5 % de la population)
- ZEL : zone des effets létaux (ou zone des dangers graves pour la vie humaine – 140 mbars, 5 kW/m² ou effets toxiques létaux sur 1 % de la population)
- ZEI : zone des effets irréversibles (ou zone des dangers significatifs pour la vie humaine – 50 mbars, 3 kW/m² ou effets toxiques provoquant des blessures irréversibles)

iii. Cartographie de l'aléa

A partir de ces données, la cartographie des aléas mise en forme avec le logiciel SIGALEA développé par l'INERIS pour le compte du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire figure en page suivante. Cette cartographie fait apparaître le zonage construit par nature d'effet en fonction de l'intensité et de la probabilité des phénomènes dangereux pouvant impacter un point donné.

La cartographie des aléas exposée à la page suivante, représente les différents niveaux d'aléas en tout point du périmètre d'exposition au risque engendrés par tout type d'effet pouvant être créé par les phénomènes dangereux recensés dans le tableau figurant ci-dessus.

Il est à noter que les intensités et la probabilité affectées à chaque phénomène dangereux sont établies en fonction des connaissances actuelles. Par ailleurs, les incertitudes liées aux modélisations et à l'évaluation de la probabilité font que les limites des différentes zones d'aléas ne peuvent être strictement considérées comme des barrières étanches et ne sauraient avoir de valeur absolue.



B. Description des enjeux

Les enjeux se définissent comme les personnes, les biens ou différentes composantes de l'environnement susceptibles, du fait de l'exposition au danger, de subir en certaines circonstances des dommages.

L'identification et la qualification des enjeux soumis à l'aléa technologique constituent donc une étape indispensable afin d'assurer une cohérence entre les objectifs de la prévention des risques et les dispositions retenues dans le présent PPRT.

i. Principaux enjeux situés dans les zones d'aléas

- Établissements industriels

On recense à proximité de l'établissement SEVEAL une entreprise de transport MORY TEAM dont une toute petite partie de l'angle ouest de son bâtiment est située dans le périmètre d'étude.

- Infrastructure de transports
 - Routes

La rue Paul Sabatier, située dans la voirie communautaire de la CUGN est aujourd'hui une impasse qui est destinée à devenir l'accès unique de l'extension future de la zone industrielle (entre SEVEAL et l'autoroute A330).

Une piste cyclable est située sur le chemin de halage du « canal de jonction ».

- Voies ferrées

Une liaison ferroviaire traverse le périmètre d'études. Il s'agit de l'embranchement (provenant de la ligne de chemin de fer de Toul à Blainville-Damelevières) qui dessert la zone industrielle actuelle.

- Voie fluviale

Une voie fluviale dite « le canal de jonction » gérée par VNF longe au nord le périmètre d'études. Il s'agit de l'embranchement de Nancy, de Laneuveville-devant-Nancy (Versant Meurthe) à Richardménil (versant Moselle), liaison entre le canal de la Marne au Rhin Est et le canal des Vosges.

Le trafic annuel, de l'ordre de 390 bateaux est concentré principalement sur la période d'avril à octobre avec un pic d'activité pendant la période estivale.

- Ouvrages et équipements d'intérêt général.

Une ligne électrique à haute tension RTE (Ludres-Xeuilley : 2 x 63 Kv) ainsi qu'un gazoduc (Lupcourt-Messein, de diamètre 100 cm) traversent le périmètre d'étude.

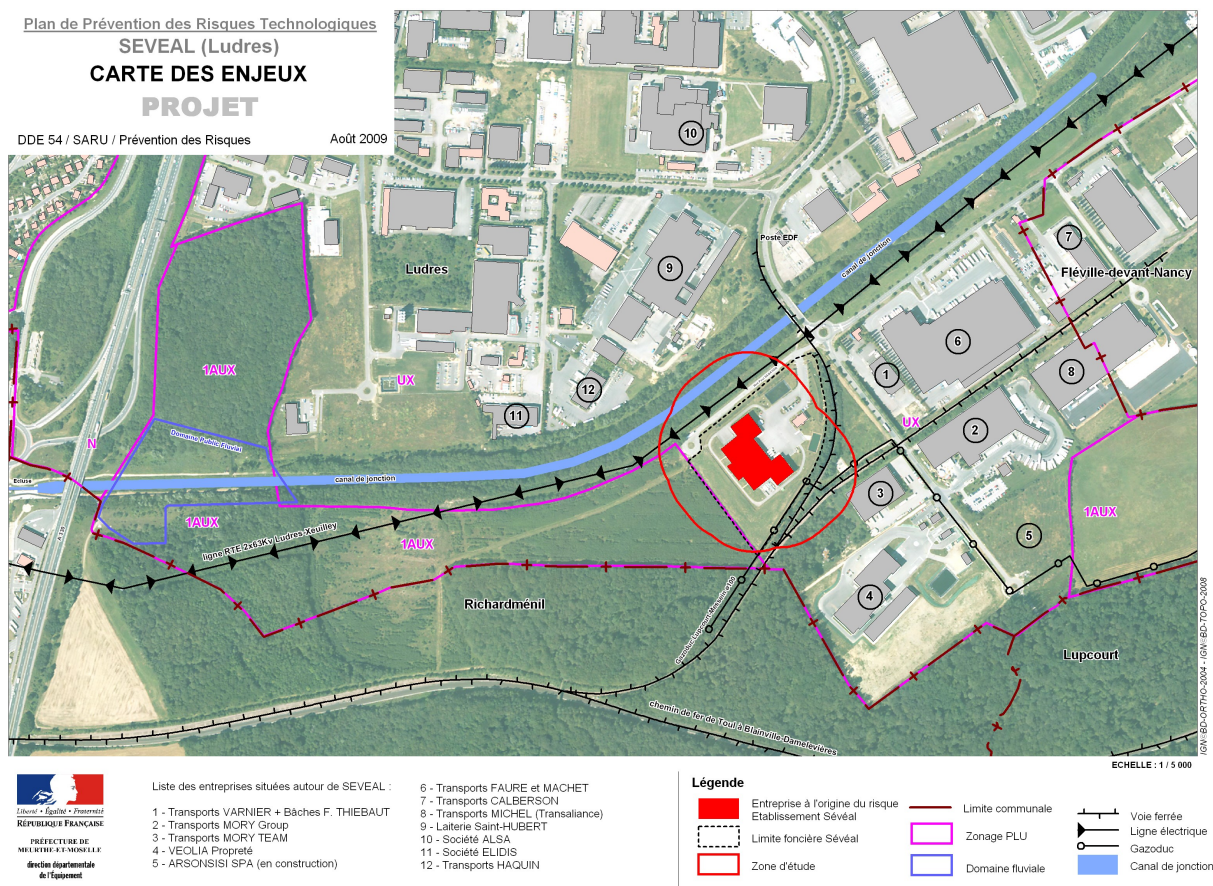
ii. Estimation globale de la population exposée

Compte tenu des enjeux situés dans le périmètre d'étude, en particulier de l'absence d'habitation, le nombre de personnes potentiellement exposées comprend environ une vingtaine de personnes dont les salariés travaillant sur le site à l'origine du risque soit 16 personnes de l'entreprise SEVEAL.

iii. Synthèse des enjeux

Au terme de cette étude, un enjeu majeur se dégage : la rue Paul Sabatier, située en partie dans une zone d'aléa TF+ (au niveau des effets thermiques : aléas très graves), actuellement une impasse qui est destinée à devenir l'accès unique de l'extension future de la zone industrielle.

Ci-dessous la cartographie des enjeux y compris le zonage du PLU opposable de Ludres du 6 juillet 2007.



IV. Superposition des aléas et des enjeux – Investigations complémentaires

La superposition des aléas et des enjeux permet d'une part d'obtenir une représentation documentée du risque technologique sur le territoire et d'autre part, constitue le fondement technique de la démarche de finalisation des études nécessaires à l'élaboration du PPRT.

Cette superposition permet :

- de définir un plan de zonage brut, résultant de la traduction directe du tableau de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation issus du guide méthodologique PPRT;
- d'identifier, si nécessaire, des investigations complémentaires dont l'objectif est d'apporter des éléments permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT, en gardant à l'esprit que le PPRT tend à protéger prioritairement les vies humaines.

Les investigations complémentaires doivent permettre de déterminer si des mesures peuvent réduire la vulnérabilité des personnes au travers d'un renforcement des bâtis.

Les investigations complémentaires ne se font donc que pour les enjeux existants (bâtis et usages). Il s'agit de :

- la réduction de la vulnérabilité ;

- qu'aucun bâtiment ne se situe dans les zones d'aléa TF+, F+, F
- le coin d'un bâtiment riverain, propriété de la société MORY TEAM se trouve en zone d'aléa M+, pour une surface de l'ordre de 80 m², en limite basse d'intensité sur cette zone
- la rue Paul Sabatier se trouve en zone d'aléa TF+ sur une distance de l'ordre de 90 m, en zone d'aléa F+ sur une distance de l'ordre de 130 m, en zone d'aléa M+ sur une distance de l'ordre de 200 m
- le canal de jonction entre le canal de l'Est et le canal de la Marne au Rhin se situe en zone d'aléa M+ sur une distance de l'ordre de 180 m

Plan de Prévention des Risques Technologiques
SEVEAL (Ludres)
CARTE ZONAGE BRUT

DDE 54 / SARU / Prévention des Risques Décembre 2008

Légende

- Entrepise à l'origine du risque Etablissement Seveal
- Limite foncière Seveal
- Limite communale
- Voie ferrée
- Ligne électrique
- Gazoduc
- Canal de jonction

Effet thermique
Source : DRIRE (11/2008)

- Fai
- M+
- F+
- TF+

Effet toxique
Source : DRIRE (11/2008)

- Aléa M+ effet toxique

ECHELLE : 1 / 2 000

Par conséquent, les investigations complémentaires ne sont pas nécessaires pour le PPRT de SEVEAL à LUDRES.

Les modalités d'élaboration du PPRT sont définies par le Code de l'Environnement (articles R. 515-39 à R. 515-50) ainsi que par un guide méthodologique élaboré par le

Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT).

Conformément à l'article R. 515-40 du Code de l'Environnement, l'élaboration du PPRT autour du site de SEVEAL a été prescrite par arrêté préfectoral, par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, le 18 novembre 2008. Le PPRT doit être approuvé dans les 18 mois suivant l'intervention de l'arrêté de prescription.

Cet arrêté, joint en annexe 4, détermine :

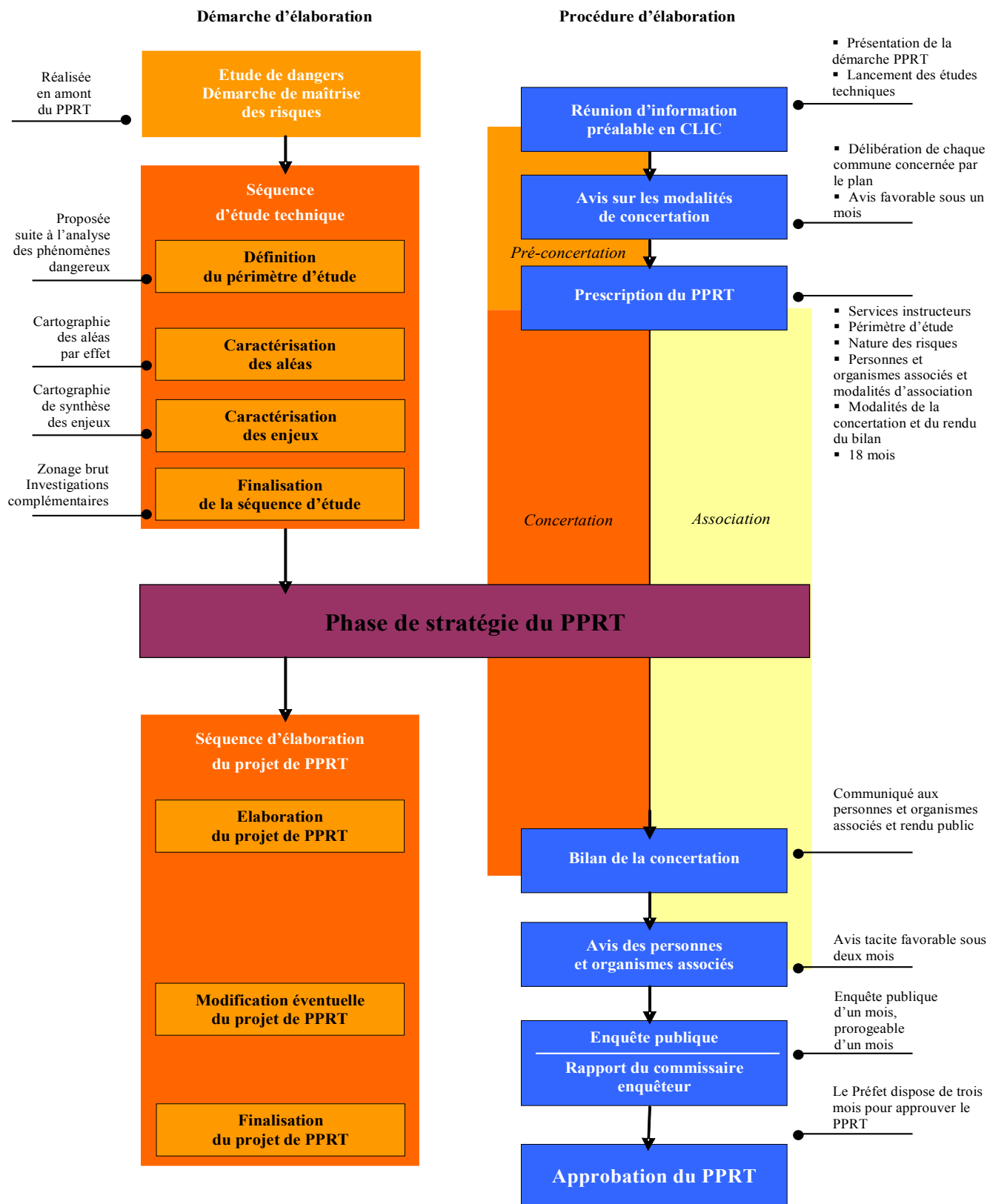
- le périmètre d'étude du plan,
- la nature des risques pris en compte,
- les services instructeurs,
- la liste des personnes et organismes associés,
- les modalités de concertation.

Durant toute la période d'élaboration du projet de plan, l'ensemble des personnes concernées (exploitant, collectivités locales, État, associations...) est informé et consulté via les modalités d'association et de concertation définies dans l'arrêté préfectoral de prescription et décrites au paragraphe V-B ci-après.

Un bilan de la concertation a été réalisé et envoyé aux personnes et organismes associés. Ces derniers sont consultés sur le projet de PPRT.

Le projet de plan, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les organismes associés, est ensuite soumis à enquête publique. A l'issue de cette enquête, le plan éventuellement modifié est approuvé par arrêté préfectoral.

Plan de prévention des risques technologiques autour du site SEVEAL à Ludres – Note de présentation



Coordination entre démarche d'élaboration et procédure d'élaboration du PPRT

En leur qualité de services déconcentrés de l'État, aux vues de leurs domaines de compétences respectifs, et conformément à la circulaire du 27 juillet 2005, la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) Lorraine,

devenue entretemps Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture (DDEA) de Meurthe-et-Moselle, devenue entretemps Direction Départementale des Territoires (DDT) ont été chargées de l'élaboration du PPRT sous l'autorité du Préfet.

A. Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT

La conduite des PPRT est menée avec les différents acteurs impliqués afin d'instaurer un climat de confiance nécessaire à l'appropriation des risques et des choix qui fondent le projet de PPRT. Il est ainsi plus aisé d'aboutir à une vision commune de la démarche de prévention.

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 18 novembre 2008 prescrivant l'élaboration du PPRT (annexe 4), les personnes et organismes associés pour la mise en place du PPRT autour du site SEVEAL sont :

- la société SEVEAL exploitant les installations à l'origine du risque,
- la commune de LUDRES,
- la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN),
- le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé autour de l'établissement, représenté par quatre membres appartenant au collège des riverains,

Deux réunions d'associations ont été programmées en vue de définir une stratégie pour élaborer le règlement du PPRT. Ces réunions qui ont eu lieu les 16 décembre 2008, et 19 mai 2009 ont permis à chacun des acteurs d'avoir une information complète au travers des éléments concernant les aléas et les enjeux décrits ci-après ainsi que des pratiques et usages locaux. Elles ont également permis à chacun d'exprimer ses souhaits sur le projet de règlement PPRT en gardant à l'esprit le cadre fixé par le guide national méthodologique PPRT.

Les comptes rendus de ces réunions d'association ont été mis au fur et à mesure sur le site internet de la DRIRE LORRAINE ; ils sont disponibles en annexe 6.

Le comité local d'information et de concertation (CLIC) a délibéré à l'occasion de la réunion du 17 décembre 2009.

Les autres personnes et organismes associés ont été consultés sur le projet de plan du 8 février au 8 avril 2010.

Les différents avis formulés sont détaillés au paragraphe VII du présent document.

B. Les modalités de la concertation

La concertation, permettant au plus grand nombre d'être informé et impliqué dans la démarche d'élaboration du PPRT, vient compléter l'association afin de développer une culture commune du risque par la mise en place du dialogue local.

Suite à la consultation du conseil municipal de la commune concernée par le périmètre d'étude, l'arrêté préfectoral en date du 18 novembre 2008 prescrivant l'élaboration du PPRT a défini les modalités de la concertation :

- la mise à disposition du public des divers documents d'élaboration (arrêté préfectoral de prescription, comptes-rendus des réunions d'association, projet de règlement) en mairie et sur Internet (site de la DRIRE Lorraine)
- la mise en place d'un registre dans la mairie de la commune incluse dans le périmètre d'étude permettant de recueillir des observations des habitants et personnes intéressées sur le projet de plan
- le bilan de la concertation sera adressé aux personnes et organismes associés.

Les résultats de la concertation sont exposés au paragraphe VII.

VI. Phase de stratégie du PPRT

A. Les orientations du guide méthodologique

Le guide national méthodologique édité par le MEEDDAT définit quelques principes généraux sur les thèmes suivants :

- la maîtrise de l'urbanisation future ;
- la définition de mesures physiques sur le bâti existant vulnérable ;
- la détermination des éventuels secteurs d'expropriation et de délaissement ;
- la réglementation des usages.

Les principes du guide national PPRT développés ci-dessous sont à conjuguer avec le contexte local : chaque PPRT donne lieu à la définition d'une stratégie permettant de définir les orientations propres à assurer la sécurité des personnes et de tenir compte des enjeux présents ou futurs recensés sur le périmètre d'étude.

i. Maîtrise de l'urbanisation

Un principe d'interdiction de construire prévaut dans les zones d'aléa TF+ à F: principe d'interdiction stricte en zones TF+/TF, principe d'interdiction avec quelques aménagements en fonction du contexte local (voies de communication, activités industrielles relevant de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement...).

Pour les zones d'aléa, M et M+, des possibilités de construction moyennant des mesures de renforcement sont possibles (ex : renforcement des bâtiments).

En zone d'aléa faible, le même principe prévaut avec des prescriptions allégées.

ii. Mesures physiques sur le bâti existant

Pour l'ensemble des zones d'aléa TF+ à M, des mesures de protection du bâti sont obligatoires.

En zone d'aléa faible, des mesures de protection des vitrages, de leurs châssis ainsi que des bâtiments structures métalliques, pour éviter les blessures de personnes par projections d'éléments, peuvent être prescrites ou recommandées.

iii. Détermination des éventuels secteurs d'expropriation et de délaissement

Les procédures d'expropriation sont obligatoires en zone TF+ pour le bâti résidentiel et modulables pour les bâtiments d'activité ou en fonction du contexte local en TF.

Le droit de délaissement est possible en zone d'aléa TF à F est régi par l'article L230-1 du code de l'urbanisme. Il peut être instauré par la commune ou un EPCI compétent en matière d'urbanisme dans le ou les secteurs délimités par le PPRT.

Il consiste à permettre à un propriétaire d'un terrain bâti ou non de mettre en demeure la mairie où se situe le bien de procéder à l'acquisition de ce bien. L'acquisition est alors obligatoire. Cette procédure est envisageable à la condition de l'existence d'un danger grave ou très grave pour la vie humaine.

iv. Usage

Des restrictions d'usage peuvent être définies par le PPRT. Ces restrictions peuvent concerner les infrastructures, le transport de matières dangereuses, les transports collectifs, les équipements accueillant du public.

B. Orientations proposées

Les caractéristiques du contexte local sont :

- aucun bâtiment ne se situe dans les zones d'aléa TF+, F+ et F,
- le coin d'un bâtiment riverain, propriété de la société MORY TEAM, et le canal de jonction se trouvent en zone d'aléa M+,
- la rue Paul Sabatier, située en partie en zone d'aléa TF+, actuellement une impasse, est destinée à devenir l'accès unique de l'extension future de la zone industrielle.

Dès la première réunion d'association du 16 décembre 2008, les éléments de stratégie du PPRT mis en évidence ont été :

- en l'absence d'habitation en zones TF+ à F, aucun secteur d'expropriation ou de délaissement ne sera défini.
- compte tenu des niveaux d'aléa, le projet de PPRT comportera deux zones basées sur un principe d'interdiction des constructions futures :
- zones d'aléa TF+ à F : seuls les bâtiments nécessaires à SEVEAL pourraient être autorisés
- zone M+ : les équipements d'infrastructures pourraient être autorisés sous la réserve expresse de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique ou financière de construire hors du périmètre d'étude
- la vulnérabilité de la rue Paul Sabatier liée à la présence d'usagers sur cette voie soumise aux effets thermiques et toxiques en cas d'incendie de SEVEAL pousse à réfléchir à la création d'un second accès à la zone à urbaniser à l'ouest de SEVEAL.
- Les contraintes liées au risque technologique sont déjà prises en compte dans le PLU de Ludres

Suite à cette première réunion d'association, des travaux préparatoires inter-services ont précisé les points suivants :

- en cas d'incendie affectant SEVEAL, la rue Paul Sabatier serait vraisemblablement coupée pour des raisons d'intervention du personnel du SDIS (stationnement des véhicules, passage des tuyaux ,,etc),
- compte tenu du blocage de la rue précitée, la création d'un accès supplémentaire à la zone (située hors des zones d'aléa et permettant la circulation des véhicules à

moteur) est la meilleure solution pour permettre l'évacuation, en toute sécurité, des occupants de la future zone industrielle située à l'ouest de SEVEAL (cette création d'un deuxième accès ne relevant pas de la procédure du PPRT de SEVEAL n'a pas été reprise dans le règlement du PPRT).

La deuxième réunion d'association du 19 mai 2009 a permis de préciser les points de stratégie suivants :

- l'aménagement futur de la zone industrielle et notamment les contraintes liées à l'accessibilité et l'évacuation de la zone ne sont pas du ressort de la procédure du PPRT,
- la limitation de l'urbanisme figurant dans le projet de PPRT (interdiction de construire dans les deux zones R et r1 et limitation de la circulation à 2000 véhicules par jour de la rue Paul Sabatier, qui sont déjà prévues dans le PLU de Ludres, et l'interdiction du stationnement sur cette rue et sur le canal de jonction) ne rencontre pas d'objection des personnes associées.

Aussi le projet de PPRT (présenté au chapitre VIII) basé sur ces orientations ne bouleverse pas les contraintes actuelles de l'urbanisme sur ce secteur de Ludres.

VII. Bilan des consultations

A. Bilan de la concertation

A l'issue des différentes réunions des personnes et organismes associés qui ont conduit à l'élaboration d'une note de présentation et d'un projet de règlement associé à un plan de zonage du PPRT, une phase de concertation a été menée.

La concertation comporte des temps d'écoute, de dialogue et d'échanges directs avec toute personne intéressée par l'élaboration du PPRT.

Conformément aux modalités de la concertation fixées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT, du 18 novembre 2008, les documents élaborés au cours des réunions des personnes et organismes associés (notamment cartographie et règlement) ont été mis à la disposition des riverains dans la mairie de LUDRES (du 8 octobre au 9 novembre 2009) et à la CUGN (du 30 octobre au 30 novembre 2009) accompagnés d'un registre leur permettant d'y reporter leurs remarques.

Ce dispositif était complété par la mise à disposition sur le site Internet de la DIRE LORRAINE des comptes rendus des différentes réunions de la phase d'association. L'ensemble des documents consultables en mairie sont également disponibles sur ce même site internet.

La commune de LUDRES a communiqué à Monsieur le Préfet le 13 novembre 2009 « les observations formulées par la commune de Ludres sur les documents mis à disposition dans le cadre de la phase de concertation ».

La société VEOLIA lui a également adressé un courrier d'observations le 3 novembre 2009 après avoir pris connaissance par le biais de la mairie de Ludres de cette concertation.

Par ailleurs, aucune remarque n'a été inscrite sur les registres mis à disposition en mairie de Ludres et à la CUGN au cours de cette phase de concertation.

Les seules observations formulées par la commune de Ludres et par la société VEOLIA ainsi que les réponses apportées par les services instructeurs du PPRT sont listées ci-après :

i. Commune de Ludres

- Il n'est pas mentionné de manière claire que le volume maximum de stockage sur l'ensemble du site est limité à 3 000 T.

Effectivement la limitation à 3000 tonnes concerne exclusivement les produits visés sous les rubriques n°1155 et 1172 de la nomenclature des installations classées, à savoir les produits phytosanitaires toxiques ou nocifs pour l'homme ainsi que les produits dangereux pour l'environnement, très toxiques pour les organismes aquatiques. A ces 3000 tonnes s'ajoutent 2000 tonnes de produits dangereux pour l'environnement, toxiques pour les organismes aquatiques. Cette distinction est due à l'historique du site, à son antériorité par rapport à des évolutions de la réglementation. La capacité globale de l'entrepôt est de l'ordre de 5350 tonnes de matières dangereuses, en ajoutant les produits plus marginaux (engrais, produits comburants ou facilement inflammables). Il convient également d'ajouter les quantités de matières non dangereuses, que l'exploitant peut stocker à volonté (engrais non classés, semences, ...).

- P 19 : la carte d'alea tous types confondus présente trois trames de couleurs différentes, alors qu'il en est présenté six dans la légende.

La carte des aléas comporte bien 6 zones, autant que décrites dans la légende. Cependant 3 de ces zones concernent des surfaces extrêmement réduites, qui n'apparaissent pas distinctement à cette échelle, bien que réellement présentes. Ceci est dû au fait que la carte et sa légende sont élaborées automatiquement à partir d'éléments rentrés dans un logiciel informatique, le système d'information géographique.

- P 26 ii : Mesures physiques sur le bâti existant : « des mesures de protection du bâti sont obligatoires », pour zones d'alea de TF+ à M : quid du bâtiment de MORY TEAM, partiellement inclus dans la zone M (effets toxiques).

Effectivement le coin ouest du bâtiment (sur quelques mètres carrés) de MORY TEAM est situé en zone M+ (effets toxiques).

Il est prévu d'associer cette société au dispositif d'alerte en cas d'accident de SEVEAL , afin d'organiser au mieux les moyens de protection du personnel de MORY TEAM.

En conséquence, compte tenu de la vulnérabilité très limitée de ce bâtiment existant, il n'est pas prévu d'imposer des prescriptions réglementaires sur celui-ci, notamment de construire un local de confinement.

- P27 : La rédaction de l'alinéa portant sur la circulation des véhicules est absconse et ambivalente. La mention de la création d'un deuxième accès, disposition qui relève des mesures de sécurité, n'était-elle pas censée être ignorée par le règlement ?

L'alinéa concerné (page 27 de la note de présentation) indique simplement une observation soulevée lors la première réunion d'association.

« Suite à cette première réunion d'association, des travaux préparatoires inter-services ont précisé les points suivants :

- en cas d'incendie affectant SEVEAL, la rue Paul Sabatier serait vraisemblablement coupée pour des raisons d'intervention du personnel du SDIS (stationnement des véhicules, passage des tuyaux ,,,etc),
- compte tenu du blocage de la rue précitée, la création d'un accès supplémentaire à la zone (située hors des zones d'aléa et permettant la circulation des véhicules à moteur) est la meilleure solution pour permettre l'évacuation, en toute sécurité, des occupants de la future zone industrielle située à l'ouest de SEVEAL. »

Effectivement la création d'un deuxième accès ne relève pas de la procédure du PPRT de SEVEAL.

Ainsi le règlement du PPRT ne reprend pas cette disposition mais impose uniquement de restreindre la circulation de la rue Paul Sabatier. Le gestionnaire n'aura l'obligation de prendre des dispositions technique ou de création d'une autre voie de substitution que si la circulation de la voie précitée dépasse 2000 véhicules/jour, ce qui est, à ce jour, très improbable compte tenu de la nature de l'urbanisation envisagée dans cette zone située à l'ouest de SEVEAL.

L'article concerné du règlement est le suivant :

« De plus, afin de limiter la vulnérabilité de la voie d'accès à la zone située à l'ouest des installations de SEVEAL, il y a lieu de restreindre la circulation de la rue Paul SABATIER par la mesure suivante :

- la circulation de la rue Paul SABATIER sera limitée à 2000 véhicules/jour ou à défaut le gestionnaire de la voie de circulation prendra toutes les dispositions techniques permettant de ne pas augmenter la vulnérabilité des tiers exposés sur cette voie ou créera une autre voie de substitution, située hors des zones d'aléa, permettant un accès à la zone située à l'ouest des installations de SEVEAL ».

En conclusion, nous proposons de lever toute ambiguïté sur cet alinéa de la note de présentation en ajoutant la précision suivante au paragraphe concerné :

- « compte tenu du blocage de la rue précitée, la création d'un accès supplémentaire à la zone (située hors des zones d'aléa et permettant la circulation des véhicules à moteur) est la meilleure solution pour permettre l'évacuation, en toute sécurité, des occupants de la future zone industrielle située à l'ouest de SEVEAL. » **(cette création d'un deuxième accès ne relevant pas de la procédure du PPRT de SEVEAL n'a pas été reprise dans le règlement du PPRT).**

ii. Société VEOLIA

En tout premier lieu, nous ne pouvons que déplorer le fait de ne pas avoir été associé aux différentes étapes préalables, et notamment aux réunions des personnes et organismes associés mentionnés dans l'arrêté préfectoral en date du 18 novembre 2008 portant prescription du PPRT, visé en objet. En effet, nous considérons que nous sommes directement concernés en tant que riverains immédiats du site de SEVEAL.

En préambule il convient de rappeler que l'article 4 de l'arrêté de prescription du PPRT du 18 novembre 2008 prévoit comme personnes et organismes associés (POA) notamment le CLIC, qui est représenté en particulier par :

- l'association Dynapôle entreprises de Ludres et Fléville
- la société MORY TEAM
- l'aménageur de la zone industrielle (SOGAMEF)

La société VEOLIA, entreprise du Dynapôle, est propriétaire, depuis le 10 novembre 2006 de la parcelle n°AL 115 située juste au sud du site de SEVEAL (ci-dessous un plan parcellaire du site).

Compte tenu que cette parcelle est actuellement un terrain nu et que le projet de construction d'un bâtiment sur celle-ci n'a jamais été abordé lors des différents phases d'association du PPRT il n'a pas été jugé nécessaire de proposer à la société VEOLIA d'intégrer le CLIC.

Néanmoins le législateur a prévu à la suite de cette phase d'association la phase de concertation, qui a permis de recueillir les observations de VEOLIA en tant que riverain du site de SEVEAL.

Dans le cadre du développement de nos activités et pour répondre complémentirement aux besoins des collectivités, nous avons à l'étude actuellement l'implantation d'une nouvelle installation sur cette parcelle AL 115, qui se traduirait par une emprise bâtie de l'ordre de 4360 m², dont vous trouverez ci-joint une esquisse de positionnement. Ce projet fera d'ailleurs l'objet prochainement d'une présentation puis des demandes d'autorisation réglementaires nécessaires.

Notre terrain cadastré AL 115 est compris pour partie et contraint par le périmètre de la zone R1 du PPRT.

La parcelle d'implantation du bâtiment projeté est située **partiellement** en zone **r1** du projet de règlement qui interdit actuellement la construction de ce type de bâtiment industriel.

Compte tenu que la zone **r1** correspond aux zones d'aléa M+ et que cette parcelle en particulier est soumise en partie aux seuls effets toxiques, une inflexion du projet de règlement pour permettre le développement des activités de la société existante VEOLIA est envisageable.

En conséquence une modification des prescriptions de la **zone r1** a été proposée, afin de pouvoir autoriser l'implantation d'un bâtiment industriel, et discutée dans le cadre d'une réunion du CLIC, le 17 décembre 2009. Les modifications portaient sur l'autorisation de bâtiments à usage industriel ou artisanal uniquement, et sous réserve d'assurer une protection suffisante du personnel.

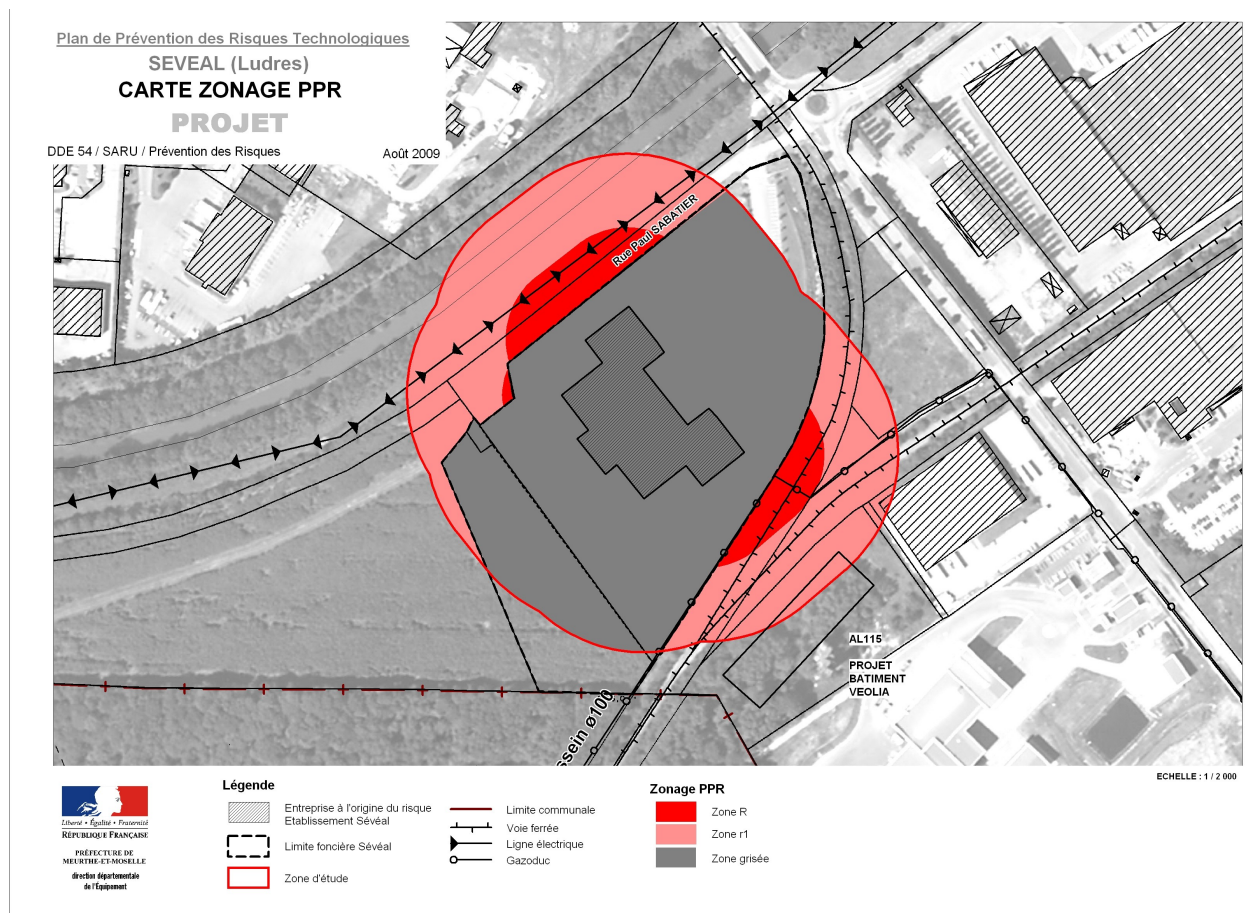
Cependant le CLIC a estimé que la rédaction initiale, basée sur un principe général d'interdiction, était préférable et a refusé cet ajustement.

En parallèle, et dans une optique d'optimisation et de rationalisation de nos activités, nous travaillons actuellement au regroupement de nos activités logistiques (75 personnes et 45 véhicules Poids Lourds, 50 véhicules légers) au plus près de nos exutoires présents sur cette même zone et donc au transfert de l'agence d'exploitation de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY.

A ce titre nous poursuivons nos discussions, initiées il y a deux ans, avec la Société SOGAMEF en vue d'une acquisition des terrains situés à l'arrière du site de SEVEAL et cadastrés AL 177 et AL 125 - lieu dit « Pré la Dame ». L'usage futur de ces terrains est directement conditionné par les éventuelles prescriptions concernant la rue Paul Sabatier.

Comme indiqué dans la réponse relative à la question du deuxième accès formulée par la commune de Ludres il convient de souligner les points suivants, qui ont été validés lors de la phase d'association du PPRT :

- les parcelles citées par VEOLIA (AL177 et AL125) pour une future acquisition sont situées, à l'exception d'une toute petite superficie (ci-dessous le plan de zonage avec les parcelles concernées) en dehors du zonage du PPRT,
- leur urbanisation ne relève pas de la procédure du PPRT de SEVEAL mais des autorisations au titre de l'urbanisme,
- compte tenu du blocage de la rue Paul Sabatier, la création d'un accès supplémentaire à la zone (située hors des zones d'aléa et permettant la circulation des véhicules à moteur) est la meilleure solution pour permettre l'évacuation, en toute sécurité, des occupants de la future zone industrielle située à l'ouest de SEVEAL. » **(cette création d'un deuxième accès ne relevant pas de la procédure du PPRT de SEVEAL n'a pas été reprise dans le règlement du PPRT),**
- la restriction de la circulation de la rue Paul SABATIER à 2000 véhicules/jour, reprise dans le règlement du PPRT, existe depuis 1998.



Projet de zonage du PPRT SEVEAL avec les parcelles concernées par VEOLIA

B. Avis des personnes et organismes associés

Le comité local d'information et de concertation (CLIC) s'est réuni le 17 décembre 2009 et a délibéré sur le projet de PPRT. Il s'est prononcé, par 4 collèges contre 1, pour le maintien du projet de règlement en l'état, interdisant notamment l'implantation de bâtiments industriels dans la zone r1 (principe général d'interdiction).

Les autres personnes et organismes associés, à savoir la société SEVEAL, la commune de Ludres et la CUGN, ont été invités à faire part de leur avis sous 2 mois, par courrier du 8 février 2010.

La société SEVEAL a émis un avis favorable par courrier du 3 mars 2010. Elle souhaite toutefois préciser l'activité de son entrepôt, au chapitre « Présentation de l'établissement ». Ces modifications, marginales, ont été intégrées.

Le conseil de Communauté Urbaine du Grand Nancy, à l'occasion de sa session du 26 mars 2010, a formulé un avis défavorable par 56 voix contre 23. Il demande « à Monsieur le Préfet de bien vouloir modifier le projet de règlement du plan de prévention des risques technologiques de façon à assouplir le principe d'interdiction de construction en zone d'aléa M+ (zone r1) et à permettre la construction de bâtiments industriels sous réserve du respect de prescriptions constructives à préciser ». Il précise également que son opposition est uniquement due à des prescriptions qu'il considère comme

« excessives » mais qu'il ne « remet pas en cause le bien fondé du PPRT et son objectif de maîtrise des risques ».

Le conseil municipal de Ludres, à l'occasion de sa session du 29 mars 2010, a formulé un avis défavorable par 18 voix contre 9. Il demande « à Monsieur le Préfet de bien vouloir modifier le projet de règlement du plan de prévention des risques technologiques en adoptant sa version alternative proposée par les services de la DDT et de la DRIRE : autorisation de nouvelles constructions en zone d'aléa M+ sous réserve de prescriptions à définir ».

L'avis défavorable du conseil de Communauté Urbaine du Grand Nancy et celui du conseil municipal de Ludres sont similaires et mettent en avant le même argument, qui a été largement débattu dans le cadre de la réunion du CLIC du 17 décembre 2009. Le CLIC a rejeté dans sa majorité cette demande d'assouplissement du règlement d'urbanisme après avoir entendu ces demandes, et les arguments avancés ont été qu'il était préférable de conserver une règle simple et forte garantissant le niveau de sécurité auquel ont droit les personnes.

On peut également relever, sur la forme, que l'avis de la Communauté Urbaine du Grand Nancy évoque, dans l'exposé des motifs, l'existence d'une « sphère de stockage d'ammoniac » qui n'existe pas, n'a jamais existé, et n'est nulle part évoquée dans la présente note.

Dans la mesure où aucun argument nouveau n'a été avancé et que cette considération a déjà été repoussée par le CLIC, la demande d'assouplissement du projet de règlement d'urbanisme formulée par le conseil de Communauté Urbaine du Grand Nancy et le conseil municipal de Ludres n'a pas été retenue.

C. Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 31 mai au 30 juin 2010 inclus.

Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable dans son rapport du 6 juillet 2010.

Il fait état de deux contributions favorables au projet de PPRT présenté en enquête publique et de deux contributions défavorables.

Les deux contributions défavorables émanent :

- de la ville de Ludres, le courrier du 28 juin 2010 signé d'un adjoint au maire de Ludres transmet la délibération du 29 mars 2010 formulée à l'occasion de la saisine des personnes et organismes associés, déjà analysée ci dessus
- de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, l'envoi du 15 juin 2010 signé de deux vice présidents de la communauté urbaine transmet la délibération du 26 mars 2010 formulée à l'occasion de la saisine des personnes et organismes associés, déjà analysée ci dessus

Ces deux correspondances demandent un assouplissement du projet de PPRT afin de permettre certaines constructions, même sous des « contraintes strictes », afin de « concilier les enjeux de prévention avec les enjeux urbains et industriels ». Il s'agit bien, dans les deux cas, de permettre l'implantation par la société VEOLIA d'un bâtiment de tri de déchets en partie dans le périmètre d'effets en cas d'accident au sein de

l'établissement SEVEAL. Ces deux correspondances rappellent toutefois, comme les précédents avis de ces deux collectivités territoriales, la nécessité de maîtriser les risques par le biais de ce PPRT.

Les deux contributions favorables émanent :

- du groupe municipal « Pour Ludres Ensemble », le courrier daté du 30 juin 2010 est signé de deux conseillers municipaux de la commune de Ludres,
- du groupe communautaire « La Gauche du Grand Nancy », composé de 27 conseillers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, la communication datée du 30 juin 2010 est signée de son président de groupe

Ces deux correspondances font part de leur priorité pour la protection de la santé des personnes amenées à travailler dans le périmètre d'effet en cas d'accident au sein de l'établissement SEVEAL, et refusent toute mesure d'assouplissement du PPRT.

Le commissaire enquêteur « regrette que la société VEOLIA, qui était informée de cette enquête publique, n'ait pas profité de cette occasion qui lui était offerte pour présenter son projet et ses revendications ».

En conclusion le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet de règlement en l'état.

VIII. Élaboration du PPRT de SEVEAL à Ludres

A. Plan de zonage

Les zones sont définies en fonction des mesures à prendre pour limiter les conséquences des effets en cas d'accident majeur. Elles donnent lieu à des prescriptions d'urbanisme, de nature constructive et de gestion de l'espace.

A l'intérieur du périmètre d'étude on distingue trois zones :

i. zone R correspondant aux zones d'aléa TF+, TF, F+, F :

cette zone d'une superficie très limitée comporte une portion de la rue Paul Sabatier et de la voie ferrée de desserte de la zone industrielle.

le principe retenu y est **l'interdiction** à l'exception des travaux suivants :

- les travaux, constructions et installations de nature à réduire les effets du risque technologique,
- les travaux, constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'installation à l'origine du risque sous réserve de ne pas augmenter le risque.

ii. zone r 1 correspondant aux zones d'aléa M+ :

Cette zone (d'une superficie très limitée) actuellement dépourvue de construction comporte uniquement des équipements d'infrastructures (route, canal et voie ferrée).

le principe retenu y est **l'interdiction** prévu en zone **R** avec l'exception supplémentaire suivante :

- les équipements d'infrastructures et les constructions et installations nécessaires à leur réalisation et à leur exploitation, sous la réserve expresse de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique ou financière de construire hors du périmètre.

iii. zone grisée :

La zone grisée ne fait pas partie des zones réglementaires du PPRT.

La zone grisée, correspondant à l'emprise foncière des installations de l'entreprise SEVEAL situées dans les zones d'aléa, est une zone d'interdiction de tout bâtiment ou activité ou usage non liés aux installations à l'origine du risque. Cette interdiction est destinée à enclencher une révision du PPRT si l'exploitant venait à se séparer de tout ou partie de son terrain situé en zone grisée.

B. Règlement

En application de l'article L 515-16 du code de l'environnement le PPRT, en fonction du type de risque, de sa gravité, de sa probabilité et de sa cinétique peut :

- prescrire les mesures de protection des populations relatives notamment à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages, installations ou voies de communication existant à la date d'approbation du PPRT qui doivent être prises par les propriétaires ,

Le règlement prévoit ces dispositions (relatives à la rue Paul Sabatier et au canal) à l'article : ARTICLE II.1 - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ZONES - MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

- réglementer la réalisation d'aménagements, d'ouvrages, de constructions nouvelles ou d'extensions de constructions existantes en les interdisant ou en les subordonnant au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation :

Le règlement prévoit ces dispositions aux articles :

ARTICLE II.2 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA ZONE « R »

ARTICLE II.3 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA ZONE « r1 »

- prévoir des mesures foncières et notamment droit de délaissement, expropriation en cas de danger très grave pour la vie humaine,

Le règlement ne prévoit aucune mesure de ce type compte tenu de l'absence de bâtiment d'habitation en zone TF+ à F

- définir des recommandations tendant à renforcer la protection des populations.

Le règlement ne prévoit aucune recommandation mais des prescriptions prévues à l'article II.1 précité

Pour chacune des quatre zones du PPRT le règlement définit pour les projets nouveaux et les biens existants les travaux interdits et ceux autorisés avec ou sans condition. Les prescriptions imposées dans le règlement fixent un objectif visant à assurer la sécurité des personnes soumises à un certain niveau d'aléas.

Le tableau joint ci-dessous récapitule les dispositions applicables pour chacune des zones en fonction de l'aléa :

Zone d'aléa	R	r1
Champ d'application	TF+, TF, F+, F	M+
PROJETS NOUVEAUX		
les travaux, constructions et installations de nature à réduire les effets du risque technologique	AUTORISE	AUTORISE
les travaux, constructions et installations nécessaires au fonctionnement de l'installation à l'origine du risque sous réserve de ne pas augmenter le risque	AUTORISE	AUTORISE
les équipements d'infrastructures et les constructions et installations nécessaires à leur réalisation et à leur exploitation, sous la réserve expresse de l'apport par le maître d'ouvrage de la justification de l'impossibilité technique ou financière de construire hors du périmètre	INTERDIT	AUTORISE
PROJETS EXISTANTS		
les travaux d'entretien, de réparation et de gestion courante ainsi que les aménagements des bâtiments, constructions, infrastructures et installations existants à la date d'approbation du présent document sous réserve qu'ils ne conduisent pas à une augmentation du risque, objet du présent règlement	AUTORISE	AUTORISE

Plan de prévention des risques technologiques autour du site SEVEAL à Ludres

Annexes à la note de présentation

Commune de

LUDRES

Plan de Prévention des Risques Technologiques SEVEAL

NOTE DE PRESENTATION ANNEXES

PRESCRIPTION : arrêté préfectoral du 18 novembre 2008

Annexe 1 : Circulaire n° DPPR/SEI2/MM-05-0316 du 7 octobre 2005 relative aux Installations classées - Diffusion de l'arrêté ministériel relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

Annexe 2 : Arrêté préfectoral du 16 novembre 2007 donnant acte à la société SEVEAL de son étude de dangers concernant ses installations sises sur la commune de LUDRES et prescrivant la surveillance de la performance des mesures de maîtrise des risques.

Annexe 3 : Décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques

Annexe 4a : Arrêté préfectoral n°PPRT 2008-001 du 18 novembre 2008 prescrivant l'élaboration d'un plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour du site de la société SEVEAL implanté sur la commune de LUDRES

Annexe 4b : Arrêté préfectoral du 11 mai 2010 prorogeant le délai d'approbation du plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour du site de la société SEVEAL implanté sur la commune de LUDRES jusqu'au 18 novembre 2010

Annexe 5 : Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

Annexe 6 : Circulaire BRTICP/2007-482/LMA du 26 février 2008 relative à la maîtrise de l'urbanisme autour des stockages de produits agropharmaceutiques soumis à autorisation

Annexe 7a : Compte-rendu de la réunion d'association du 16 décembre 2008

Annexe 7b : Compte-rendu de la réunion d'association du 19 mai 2009

Annexe 7c : Compte-rendu de la réunion du comité local d'information et de concertation du 17 décembre 2009

Annexe 7d : Avis de la société SEVEAL concernant le projet de PPRT

Annexe 7e : Avis de la ville de Ludres concernant le projet de PPRT

Annexe 7f : Avis de la Communauté Urbaine du Grand Nancy concernant le projet de PPRT

Annexe 7g : Rapport du commissaire enquêteur sur l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 mai au 30 juin 2010

Annexe 1

**Circulaire DPPR/SEI2/MM-05-0316
du 7 octobre 2005**

Annexe 2

Arrêté préfectoral
du 16 novembre 2007

Annexe 3

Décret n°2005-1130
du 7 septembre 2005

Annexe 4a

**Arrêté préfectoral n°PPRT 2008-001
du 18 novembre 2008**

Annexe 4b

Arrêté préfectoral du 11 mai 2010

Annexe 5

**Arrêté ministériel
du 29 septembre 2005**

Annexe 6

**Circulaire BRTICP/2007-482/LMA
du 26 février 2008**

Annexe 7a

Compte-rendu de la réunion d'association du 16 décembre 2008

Annexe 7b

Compte-rendu de la réunion d'association du 19 mai 2009

Annexe 7c

Compte-rendu de la réunion du comité local d'information et de concertation du 17 décembre 2009

Annexe 7d

Avis de la société SEVEAL concernant le projet de PPRT

Annexe 7e

Avis de la ville de Ludres concernant le projet de PPRT

Annexe 7f

Avis de la Communauté Urbaine du Grand Nancy concernant le projet de PPRT

Annexe 7g

Rapport du commissaire enquêteur sur l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 mai au 30 juin 2010

moteur) est la meilleure solution pour permettre l'évacuation, en toute sécurité, des occupants de la future zone industrielle située à l'ouest de SEVEAL (cette création d'un deuxième accès ne relevant pas de la procédure du PPRT de SEVEAL n'a pas été reprise dans le règlement du PPRT).

La deuxième réunion d'association du 19 mai 2009 a permis de préciser les points de stratégie suivants :

- l'aménagement futur de la zone industrielle et notamment les contraintes liées à l'accessibilité et l'évacuation de la zone ne sont pas du ressort de la procédure du PPRT,
- la limitation de l'urbanisme figurant dans le projet de PPRT (interdiction de construire dans les deux zones R et r1 et limitation de la circulation à 2000 véhicules par jour de la rue Paul Sabatier, qui sont déjà prévues dans le PLU de Ludres, et l'interdiction du stationnement sur cette rue et sur le canal de jonction) ne rencontre pas d'objection des personnes associées.

Aussi le projet de PPRT (présenté au chapitre VIII) basé sur ces orientations ne bouleverse pas les contraintes actuelles de l'urbanisme sur ce secteur de Ludres.

VII. Bilan des consultations

A. Bilan de la concertation

A l'issue des différentes réunions des personnes et organismes associés qui ont conduit à l'élaboration d'une note de présentation et d'un projet de règlement associé à un plan de zonage du PPRT, une phase de concertation a été menée.

La concertation comporte des temps d'écoute, de dialogue et d'échanges directs avec toute personne intéressée par l'élaboration du PPRT.

Conformément aux modalités de la concertation fixées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT, du 18 novembre 2008, les documents élaborés au cours des réunions des personnes et organismes associés (notamment cartographie et règlement) ont été mis à la disposition des riverains dans la mairie de LUDRES (du 8 octobre au 9 novembre 2009) et à la CUGN (du 30 octobre au 30 novembre 2009) accompagnés d'un registre leur permettant d'y reporter leurs remarques.

Ce dispositif était complété par la mise à disposition sur le site Internet de la DIRE LORRAINE des comptes rendus des différentes réunions de la phase d'association. L'ensemble des documents consultables en mairie sont également disponibles sur ce même site internet.

La commune de LUDRES a communiqué à Monsieur le Préfet le 13 novembre 2009 « les observations formulées par la commune de Ludres sur les documents mis à disposition dans le cadre de la phase de concertation ».

La société VEOLIA lui a également adressé un courrier d'observations le 3 novembre 2009 après avoir pris connaissance par le biais de la mairie de Ludres de cette concertation.

Par ailleurs, aucune remarque n'a été inscrite sur les registres mis à disposition en mairie de Ludres et à la CUGN au cours de cette phase de concertation.

Les seules observations formulées par la commune de Ludres et par la société VEOLIA ainsi que les réponses apportées par les services instructeurs du PPRT sont listées ci-après :

i. Commune de Ludres

- Il n'est pas mentionné de manière claire que le volume maximum de stockage sur l'ensemble du site est limité à 3 000 T.

Effectivement la limitation à 3000 tonnes concerne exclusivement les produits visés sous les rubriques n°1155 et 1172 de la nomenclature des installations classées, à savoir les produits phytosanitaires toxiques ou nocifs pour l'homme ainsi que les produits dangereux pour l'environnement, très toxiques pour les organismes aquatiques. A ces 3000 tonnes s'ajoutent 2000 tonnes de produits dangereux pour l'environnement, toxiques pour les organismes aquatiques. Cette distinction est due à l'historique du site, à son antériorité par rapport à des évolutions de la réglementation. La capacité globale de l'entrepôt est de l'ordre de 5350 tonnes de matières dangereuses, en ajoutant les produits plus marginaux (engrais, produits comburants ou facilement inflammables). Il convient également d'ajouter les quantités de matières non dangereuses, que l'exploitant peut stocker à volonté (engrais non classés, semences, ...).

- P 19 : la carte d'alea tous types confondus présente trois trames de couleurs différentes, alors qu'il en est présenté six dans la légende.

La carte des aléas comporte bien 6 zones, autant que décrites dans la légende. Cependant 3 de ces zones concernent des surfaces extrêmement réduites, qui n'apparaissent pas distinctement à cette échelle, bien que réellement présentes. Ceci est dû au fait que la carte et sa légende sont élaborées automatiquement à partir d'éléments rentrés dans un logiciel informatique, le système d'information géographique.

- P 26 ii : Mesures physiques sur le bâti existant : « des mesures de protection du bâti sont obligatoires », pour zones d'alea de TF+ à M : quid du bâtiment de MORY TEAM, partiellement inclus dans la zone M (effets toxiques).

Effectivement le coin ouest du bâtiment (sur quelques mètres carrés) de MORY TEAM est situé en zone M+ (effets toxiques).

Il est prévu d'associer cette société au dispositif d'alerte en cas d'accident de SEVEAL , afin d'organiser au mieux les moyens de protection du personnel de MORY TEAM.

En conséquence, compte tenu de la vulnérabilité très limitée de ce bâtiment existant, il n'est pas prévu d'imposer des prescriptions réglementaires sur celui-ci, notamment de construire un local de confinement.

- P27 : La rédaction de l'alinéa portant sur la circulation des véhicules est absconse et ambivalente. La mention de la création d'un deuxième accès, disposition qui relève des mesures de sécurité, n'était-elle pas censée être ignorée par le règlement ?

L'alinéa concerné (page 27 de la note de présentation) indique simplement une observation soulevée lors la première réunion d'association.

« Suite à cette première réunion d'association, des travaux préparatoires inter-services ont précisé les points suivants :

- en cas d'incendie affectant SEVEAL, la rue Paul Sabatier serait vraisemblablement coupée pour des raisons d'intervention du personnel du SDIS (stationnement des véhicules, passage des tuyaux ,,,etc),
- compte tenu du blocage de la rue précitée, la création d'un accès supplémentaire à la zone (située hors des zones d'aléa et permettant la circulation des véhicules à moteur) est la meilleure solution pour permettre l'évacuation, en toute sécurité, des occupants de la future zone industrielle située à l'ouest de SEVEAL. »

Effectivement la création d'un deuxième accès ne relève pas de la procédure du PPRT de SEVEAL.

Ainsi le règlement du PPRT ne reprend pas cette disposition mais impose uniquement de restreindre la circulation de la rue Paul Sabatier. Le gestionnaire n'aura l'obligation de prendre des dispositions technique ou de création d'une autre voie de substitution que si la circulation de la voie précitée dépasse 2000 véhicules/jour, ce qui est, à ce jour, très improbable compte tenu de la nature de l'urbanisation envisagée dans cette zone située à l'ouest de SEVEAL.

L'article concerné du règlement est le suivant :

« De plus, afin de limiter la vulnérabilité de la voie d'accès à la zone située à l'ouest des installations de SEVEAL, il y a lieu de restreindre la circulation de la rue Paul SABATIER par la mesure suivante :

- la circulation de la rue Paul SABATIER sera limitée à 2000 véhicules/jour ou à défaut le gestionnaire de la voie de circulation prendra toutes les dispositions techniques permettant de ne pas augmenter la vulnérabilité des tiers exposés sur cette voie ou créera une autre voie de substitution, située hors des zones d'aléa, permettant un accès à la zone située à l'ouest des installations de SEVEAL ».

En conclusion, nous proposons de lever toute ambiguïté sur cet alinéa de la note de présentation en ajoutant la précision suivante au paragraphe concerné :

- « compte tenu du blocage de la rue précitée, la création d'un accès supplémentaire à la zone (située hors des zones d'aléa et permettant la circulation des véhicules à moteur) est la meilleure solution pour permettre l'évacuation, en toute sécurité, des occupants de la future zone industrielle située à l'ouest de SEVEAL. » **(cette création d'un deuxième accès ne relevant pas de la procédure du PPRT de SEVEAL n'a pas été reprise dans le règlement du PPRT).**

ii. Société VEOLIA

En tout premier lieu, nous ne pouvons que déplorer le fait de ne pas avoir été associé aux différentes étapes préalables, et notamment aux réunions des personnes et organismes associés mentionnés dans l'arrêté préfectoral en date du 18 novembre 2008 portant prescription du PPRT, visé en objet. En effet, nous considérons que nous sommes directement concernés en tant que riverains immédiats du site de SEVEAL.

En préambule il convient de rappeler que l'article 4 de l'arrêté de prescription du PPRT du 18 novembre 2008 prévoit comme personnes et organismes associés (POA) notamment le CLIC, qui est représenté en particulier par :

- l'association Dynapôle entreprises de Ludres et Fléville
- la société MORY TEAM
- l'aménageur de la zone industrielle (SOGAMEF)

La société VEOLIA, entreprise du Dynapôle, est propriétaire, depuis le 10 novembre 2006 de la parcelle n°AL 115 située juste au sud du site de SEVEAL (ci-dessous un plan parcellaire du site).

Compte tenu que cette parcelle est actuellement un terrain nu et que le projet de construction d'un bâtiment sur celle-ci n'a jamais été abordé lors des différents phases d'association du PPRT il n'a pas été jugé nécessaire de proposer à la société VEOLIA d'intégrer le CLIC.

Néanmoins le législateur a prévu à la suite de cette phase d'association la phase de concertation, qui a permis de recueillir les observations de VEOLIA en tant que riverain du site de SEVEAL.

Dans le cadre du développement de nos activités et pour répondre complémentirement aux besoins des collectivités, nous avons à l'étude actuellement l'implantation d'une nouvelle installation sur cette parcelle AL 115, qui se traduirait par une emprise bâtie de l'ordre de 4360 m², dont vous trouverez ci-joint une esquisse de positionnement. Ce projet fera d'ailleurs l'objet prochainement d'une présentation puis des demandes d'autorisation réglementaires nécessaires.

Notre terrain cadastré AL 115 est compris pour partie et contraint par le périmètre de la zone R1 du PPRT.

La parcelle d'implantation du bâtiment projeté est située **partiellement** en zone **r1** du projet de règlement qui interdit actuellement la construction de ce type de bâtiment industriel.

Compte tenu que la zone **r1** correspond aux zones d'aléa M+ et que cette parcelle en particulier est soumise en partie aux seuls effets toxiques, une inflexion du projet de règlement pour permettre le développement des activités de la société existante VEOLIA est envisageable.

En conséquence une modification des prescriptions de la **zone r1** a été proposée, afin de pouvoir autoriser l'implantation d'un bâtiment industriel, et discutée dans le cadre d'une réunion du CLIC, le 17 décembre 2009. Les modifications portaient sur l'autorisation de bâtiments à usage industriel ou artisanal uniquement, et sous réserve d'assurer une protection suffisante du personnel.

Cependant le CLIC a estimé que la rédaction initiale, basée sur un principe général d'interdiction, était préférable et a refusé cet ajustement.

En parallèle, et dans une optique d'optimisation et de rationalisation de nos activités, nous travaillons actuellement au regroupement de nos activités logistiques (75 personnes et 45 véhicules Poids Lourds, 50 véhicules légers) au plus près de nos exutoires présents sur cette même zone et donc au transfert de l'agence d'exploitation de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY.

A ce titre nous poursuivons nos discussions, initiées il y a deux ans, avec la Société SOGAMEF en vue d'une acquisition des terrains situés à l'arrière du site de SEVEAL et cadastrés AL 177 et AL 125 - lieu dit « Pré la Dame ». L'usage futur de ces terrains est directement conditionné par les éventuelles prescriptions concernant la rue Paul Sabatier.

Comme indiqué dans la réponse relative à la question du deuxième accès formulée par la commune de Ludres il convient de souligner les points suivants, qui ont été validés lors de la phase d'association du PPRT :

- les parcelles citées par VEOLIA (AL177 et AL125) pour une future acquisition sont situées, à l'exception d'une toute petite superficie (ci-dessous le plan de zonage avec les parcelles concernées) en dehors du zonage du PPRT,
- leur urbanisation ne relève pas de la procédure du PPRT de SEVEAL mais des autorisations au titre de l'urbanisme,
- compte tenu du blocage de la rue Paul Sabatier, la création d'un accès supplémentaire à la zone (située hors des zones d'aléa et permettant la circulation des véhicules à moteur) est la meilleure solution pour permettre l'évacuation, en toute sécurité, des occupants de la future zone industrielle située à l'ouest de SEVEAL. » **(cette création d'un deuxième accès ne relevant pas de la procédure du PPRT de SEVEAL n'a pas été reprise dans le règlement du PPRT),**
- la restriction de la circulation de la rue Paul SABATIER à 2000 véhicules/jour, reprise dans le règlement du PPRT, existe depuis 1998.



Annexe 1
au registre d'enquête JPM
ANNEXE A 8/16

Pôle Développement Urbain et Social
Direction de l'Urbanisme
SP/NT-260510

Nancy, le 15 JUIN 2010

Objet : Avis sur le P.P.R.T. du site SEVEAL à Ludres.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Nous avons l'honneur de vous adresser, sous ce pli, la délibération n°33 du conseil communautaire du 26 mars 2010 par laquelle nous vous signifions l'avis défavorable de la Communauté urbaine sur le projet de P.P.R.T., tel que l'Etat le propose à l'enquête publique.

Aussi, nous avons demandé à Monsieur le Préfet, par courrier en date du 24 mars 2010, d'avoir la bienveillance de reconsidérer certains points du règlement du P.P.R.T. afin d'assouplir le principe d'inconstructibilité totale en zone R1, tout en restant soumis à des contraintes strictes.

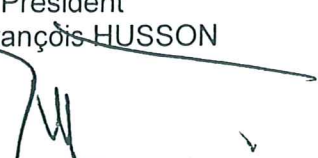
Nous tenons à vous préciser que cet avis défavorable ne remet nullement en cause la nécessité de maîtriser les risques par le biais de ce P.P.R.T., dont nous soulignons l'importance. En revanche, il nous apparaît essentiel de pouvoir concilier, sur ce site, les enjeux de prévention avec les enjeux urbains et industriels, dans le respect de la législation en vigueur.

Vous remerciant de votre diligence, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Président
Michel CANDAT


Vice-Président Délégué
à l'urbanisme

Pour le Président
Jean-François HUSSON


Vice-Président Délégué
à l'écologie urbaine

Monsieur Jean-Pierre MICHEL
Commissaire enquêteur
Mairie de Ludres
Hôtel de Ville
BP n°72
54714 LUDRES CEDEX

PJ : - délibération n°33 du 26 mars 2010
- plan correspondant

TOUTE CORRESPONDANCE EST À ADRESSER À :
GRAND NANCY COMMUNAUTÉ URBAINE
22-24 VIADUC KENNEDY - C.O. n°80036 - 54035 NANCY CEDEX
tél : 03.83.91.83.91 - fax : 03.83.91.83.96
www.grand-nancy.org





EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

POLITIQUE PUBLIQUE :
LA QUALITÉ URBAINE ET RÉSIDENTIELLE
AU SERVICE DE TOUS

SEANCE DU : 26 MARS 2010

DELIBERATION N° : 33

OBJET :
AVIS SUR LE PROJET DE PLAN DE
PRÉVENTION DES RISQUES
TECHNOLOGIQUES DU SITE SEVEAL À
LUDRES

RAPPORTEUR : M. HUSSON

EXPOSE DES MOTIFS

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a instauré le plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T.). Ce nouvel outil réglementaire de prévention des risques a pour finalité de maîtriser l'urbanisation autour des sites dits "Seveso AS (autorisation avec servitude) ou seuil haut".

Le P.P.R.T. a ainsi pour objectifs, de réduire les risques sur le site et de les diminuer pour les riverains en agissant sur l'urbanisation présente et future. Il définit des règles d'utilisation des sols, conciliant un objectif de protection avec l'activité de l'installation industrielle classée, les projets locaux de développement et les intérêts des riverains.

Dès son approbation, le P.P.R.T. est opposable aux tiers. Il crée une servitude d'utilité publique et doit être annexé aux documents d'urbanisme.

L'établissement SEVEAL à Ludres est un site industriel classé SEVESO "seuil haut" et fait l'objet, à ce titre, d'un P.P.R.T. prescrit par arrêté préfectoral en date du 18 novembre 2008. La société exploite un dépôt de produits agro-pharmaceutiques : graines, engrais et matériels pouvant être classés toxiques ou inflammables.

Les services de l'Etat, à savoir la D.D.T. de Meurthe-et-Moselle et la D.R.I.R.E. de Lorraine ont initié et mené les travaux de réflexion et les études préalables (étude de dangers, carte des aléas, carte des enjeux urbains, etc ...) nécessaires à l'élaboration du P.P.R.T. de ce site.

Sur la base des études de danger établies par l'industriel, un périmètre d'étude de 100 mètres ayant pour centre la sphère de stockage d'ammoniac a été retenu. Sous l'égide de la D.R.I.R.E., des cartes d'aléas sur les phénomènes dangereux ont été établies. Elles ont permis de définir les différentes zones d'exposition aux risques ou zones d'aléas, en tenant compte de leur nature (effets thermiques et toxiques) et de leur niveau de gravité.

Au terme de la phase d'élaboration et de concertation, le projet de P.P.R.T. (plan de zonage réglementaire, note de présentation et règlement) ont été présentés pour avis au 054-245400676-20100326-033-DE (Comité Local d'Information et de Concertation) réuni le 17 décembre 2009. Celui-ci a donné son avis favorable.

Date de réception : 02/04/2010

Préalablement à l'engagement de l'enquête publique, ce projet de P.P.R.T. doit être soumis à l'avis des personnes et organismes associés dont la Communauté urbaine fait partie au titre de sa compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme. Conformément à l'article R.515-43 du code de l'environnement, l'assemblée délibérante doit donner un avis motivé sur ce dossier dans un délai de deux mois à compter de la réception du dossier. A défaut, celui-ci sera réputé favorable.

Le projet, tel que transmis par Monsieur le Préfet le 10 février 2010, comporte deux zones d'aléas R (aléas Très Fort + et Fort) et R1 (aléa Moyen +) pour lesquelles un principe d'interdiction des constructions futures, à l'exception de bâtiments nécessaires à SEVEAL, a été retenu dans le cadre de l'élaboration du règlement du P.P.R.T. La zone périphérique R1 affecte partiellement une parcelle voisine (située au sud) du site industriel, n'appartenant pas à l'exploitant.

Or, la société VEOLIA envisage d'y implanter un bâtiment de 4 630 m² dans le cadre du développement de son activité, pour un pôle «Tri - Recyclage de Haute Qualité environnementale», sur la commune de Ludres. Considérant cet enjeu économique méconnu au début de la procédure et les contraintes techniques (topographie, préservation d'une capacité d'embranchement ferroviaire et surface nécessaire du bâtiment) les services de la D.R.I.R.E. et de la D.D.T avaient proposé d'assouplir cette règle d'inconstructibilité comme le permettent les éléments nationaux de cadrage de la procédure. En présence d'aléas de type «effets toxiques» de cette intensité, le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer souligne la possibilité d'autoriser la construction de bâtiments industriels, sous réserve de prescriptions constructives visant au confinement de la partie du bâtiment potentiellement exposée.

Malgré ces éléments et la demande formulée par le collège des collectivités composé de la Communauté urbaine et de la ville de Ludres, qui ont alors émis un avis défavorable, le C.L.I.C.a approuvé le projet de P.P.R.T. en l'état et n'a pas souhaité intégrer cet assouplissement dans le règlement du plan de prévention des risques.

DELIBERATION

En conséquence et après avis de la commission "Qualité de l'espace public et déplacements" réunie le 15 mars 2010 et de la commission "Qualité environnementale et écologie urbaine" réunie le 9 mars 2010, il vous est proposé :

- d'émettre un avis défavorable quant au projet de plan de prévention des risques technologiques de SEVEAL, tel que transmis pour avis par monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle. Cet avis est motivé par les prescriptions excessives du projet de règlement en matière d'inconstructibilité, cependant il ne remet pas en cause le bien fondé du P.P.R.T. et son objectif de maîtrise de risques,

- de demander à Monsieur le Préfet de bien vouloir modifier le projet de règlement du plan de prévention des risques technologiques de façon à assouplir le principe d'interdiction de construction en zone d'aléa d'intensité M+ (zone R1) et à permettre la construction de bâtiments industriels sous réserve du respect de prescriptions constructives à préciser,

- de mandater le Président ou son représentant pour adresser ces observations au commissaire enquêteur au moment de l'enquête publique.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

23 oppositions



Affaire n° 33 CONSEIL DE COMMUNAUTE DU vendredi 26 mars 2010

15 h

PRESIDENCE : André ROSSINOT

ANNEXE A

11/16

Annexe 1
au registre d'enquête4/5
JPMÉTAIENT PRÉSENTS

Mr ALLÉ	Paul	Vandoeuvre	Mr BAUDOT	Patrick	Nancy
Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville	Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy
Mr BERNARD	Jean-Paul	Vandoeuvre	Mr BERTAUD	Philippe	Nancy
Mr BOILEAU	Pierre	Ludres	Mr BOULANGER	Alain	Fléville
Mr BOULY	Serge	Laneuveville	Mr CALISESI	Jean-Claude	Saint-Max
Mme CARRARO	Chantal	Nancy	Mr CHANUT	Henri	Seichamps
Mme CHRISMENT	Carole	Laxou	Mme DATI	Malika	Nancy
Mr DESSEIN	Jean-Pierre	Art-sur-Meurthe	Mr DONATI	Patrice	Vandoeuvre
Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy	Mme EVROT	Florence	Vandoeuvre
Mr FRANOUX	Jean-Pierre	Malzéville	Mr GARCIA	Laurent	Laxou
Mme GAVRILOFF	Anne-Sophie	Saint-Max	Mme GAZIN	Mireille	Maxéville
Mr GERARDOT	Christophe	Laxou	Mme GRANDCLAUDE	Marie-Jeanne	Jarville
Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mme GUIDAT	Claudine	Nancy	Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy
Mr HABLOT	Stéphane	Vandoeuvre	Mr HÉNART	Laurent	Nancy
Mme HERMOUET-PAJOT	Jacqueline	Villers-lès-Nancy	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy	Mr JARRY	Daniel	Vandoeuvre
Mme KHIROUNI	Chaynesse	Nancy	Mr KLEIN	Mathieu	Nancy
Mr KLING	Bertrand	Malzéville	Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy
Mr LAURENCY	Jean-Pierre	Tomblaine	Mr LECA	Dominique	Laxou
Mme LEVY-JURIN	Valérie	Nancy	Mme MAIRE	Aline-Sophie	Nancy
Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy	Mr MASSON	Bertrand	Nancy
Mme MAYEUX	Sophie	Nancy	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr MOUGIN	Daniel	Villers-lès-Nancy	Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre
Mr PARRA	Christian	Nancy	Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre
Mr RONGEOT	Gérard	Nancy	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy	Mr SARTELET	Didier	Heillecourt
Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy	Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy
Mme TALLOT	Marie-Catherine	Nancy	Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy
Mme VALTON	Anne	Houdemont	Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt
Mr WEIBEL	Roland	Jarville	Mr WERNER	François	Villers-lès-Nancy
Mme ZABÉ	Renée	Nancy			

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mr MULLER François Vandoeuvre

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou	à	Mr GARCIA	Laurent	Laxou
Mr CANDAT	Michel	Saulxures	à	Mr BOILEAU	Pierre	Ludres
Mr CHENUT	Eric	Nancy	à	Mr KLEIN	Mathieu	Nancy
Mr COULOM	Thierry	Nancy	à	Mme GAZIN	Mireille	Maxéville
Mme CREUSOT	Nicole	Nancy	à	Mme ZABÉ	Renée	Nancy
Mr FAIQ	Abder Rahim	Vandoeuvre	à	Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	à	Mr LAURENCY	Jean-Pierre	Tomblaine
Mme GIUSSANI	Fanny	Nancy	à	Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy
Mr HATZIG	Patrick	Nancy	à	Mme KHIROUNI	Chaynesse	Nancy
Mr HURPEAU	Jean-Pierre	Jarville	à	Mr DESSEIN	Jean-Pierre	Art-sur-Meurthe
Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres	à	Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt
Mme LEROY	Marie-Christine	Dommartemont	à	Mr WEIBEL	Roland	Jarville
Mr MARCHAND-ARVIER	Jérôme	Nancy	à	Mr HÉNART	Laurent	Nancy
Mr MERGAUX	Olivier	Nancy	à	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max	à	Mme GAVRILOFF	Anne-Sophie	Saint-Max
Mr ROYER	Gérard	Pulnoy	à	Mr PARRA	Christian	Nancy

Le présent acte a été publié le :

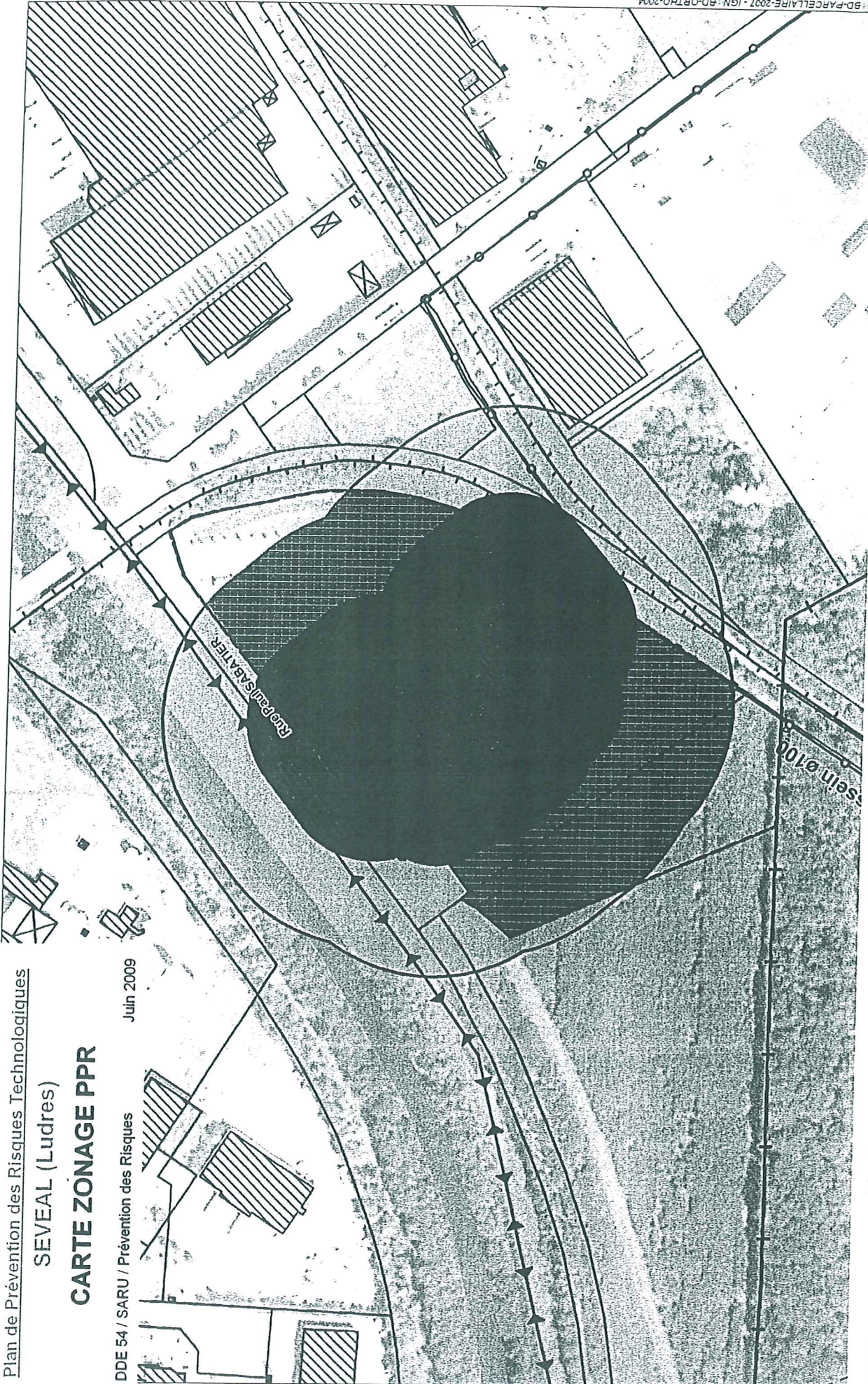
29 MARS 2010

Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :

CARTE ZONAGE PPR

DDE 54 / SARU / Prévention des Risques

Juin 2009



ville de **Ludres**

Ludres, le 28/06/2010 ANNEXE A
14/16

Monsieur Jean Pierre MICHEL
Commissaire enquêteur
Hôtel de Ville
Place Ferri de Ludre
BP 90072
54711 Ludres Cedex

Affaire suivie par : Raphaël Charpy

N/Réf. : XD/ RC/915

Objet : Avis PPRT SÉVÉAL

Monsieur le commissaire enquêteur,

Le projet de PPRT portant sur l'entreprise SÉVÉAL mis à l'enquête publique présente un contenu identique à celui qui avait été présenté à l'occasion de la séance du comité Locale d'Information et de Concertation du 17 décembre 2009.

Au cours de la phase de consultation des personnes publiques associées, le conseil municipal avait donné un avis défavorable sur cette version du projet, qui ne tient pas compte des amendements proposés par les services de l'Etat à l'occasion de la séance précitée.

Ceux-ci contenaient un assouplissement de la règle d'inconstructibilité en zone R1 ; mais ils n'avaient finalement pas été retenus à l'issue du vote du C.L.I.C.

Vous trouverez la copie de la délibération du 29 mars 2010 jointe au présent courrier.

Je tiens à vous préciser que la commune de Ludres est consciente de l'impératif de mettre en place des règles qui assurent la sécurité sur le site et à ses abords.

Néanmoins, elle considère que si l'application des textes réglementaires donne la possibilité au document de tenir compte des enjeux liés à l'aménagement sur les fonds voisins, il doit y répondre favorablement.

Dans l'attente de vous lire, je vous prie de recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Four le Maire,
L'adjoint délégué



Xavier DUSSAULX

PJ : 1 copie de délibération.

COMMUNE de LUDRES

Annexe 3 au
registre d'enquête 2/3
JPR

ANNEXE A
15/16

DEPARTEMENT
MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRONDISSEMENT
NANCY
CANTON
JARVILLE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL du 29 mars 2010

Nombre
de conseillers en exercice 29
de Présents 22
de Votants 27

OBJET

N° 2010/03-14

Avis sur le projet de plan de
prévention des risques
technologiques (P.P.R.T.) de
Sévéal.

L'an deux mille dix, le vingt-neuf mars, le Conseil Municipal de la commune de LUDRES étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Pierre BOILEAU, Maire.

Etaient présents: Mme RAVON - M. KIELISZEK - Mme THOMAS - M. DUSSAULX - Mme LENIZSKI - MM. DEFFOUN - LOMBARD - Mme QUEUCHE - MM. CLAUDOTTE LAMY - Mmes NAEGELLEN - PICARDAT - LAVAL - KOZEL - MARTIN - MAUSS - DEHOVE-ALOSI - M. PATRAS - Mme SURGET - MM. GAUZELIN - FRANOUX.

Pouvoirs: M. BORACE à Mme RAVON, M. BARATAUD à M. DUSSAULX, M. FOURMENT à M. PATRAS, M. NOEL à Mme MAUSS, Mme GRAILLOT à Mme SURGET.

Absents: Mme GUERBER, M. DAVILLERD.

Rapporteur : Monsieur Xavier DUSSAULX

Il a été procédé, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil : Monsieur Marcel GAUZELIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

NOTA. - Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 2 avril 2010 et que la convocation du Conseil avait été faite le 23 mars 2010.

Le Maire,



Le 27 octobre 2008, le conseil municipal de Ludres a délibéré sur l'arrêté de prescription proposé par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle du Plan de Prévention des Risques Technologiques (P.P.R.T.) de la société SÉVÉAL, sise rue Paul Sabatier.

La mise en œuvre de cette démarche répond à l'article R 515-39 du code de l'environnement, qui impose l'élaboration d'un tel document pour tout établissement classé SEVESO II AS (autorisation avec servitudes), catégorie qu'intègre la société SÉVÉAL.

L'activité de celle-ci consiste à stocker des produits agro-pharmaceutiques (graines, engrais et matériels pouvant être classés toxiques ou inflammables).

Le P.P.R.T. est un document formant servitude d'utilité publique et destiné à être annexé au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.). Il évalue les conséquences en matière de dangers liés à la présence d'un établissement industriel présentant des risques pour la sécurité ou la salubrité publique.

Son objectif est la limitation et la maîtrise des risques compte tenu de leur nature et de leur intensité à travers un règlement et un périmètre d'exposition aux dangers qui restreignent ou contraignent l'urbanisation existante et future.

Dans le cas de SÉVÉAL, le rayon des risques présente une longueur de 100 mètres à mesurer depuis le bâtiment, avec différents niveaux de gravité de nature thermique, toxique ou de surpression (une chaudière).

La procédure de validation du projet de P.P.R.T. prévue à l'article L 515-43 du code de l'environnement implique que les personnes et organismes associés à son élaboration donnent leur avis dans les deux mois de la transmission du projet, délai à respecter, sans quoi il sera réputé favorable.

.../...

Le projet de P.P.R.T. étant abouti, il a été présenté au Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.), qui a rendu un avis favorable le 17 décembre 2009.

Il a été reçu par la ville le 12 février 2010. Le règlement graphique présenté comporte deux zones d'aléas R (aléas Très Fort + et Fort) et R1 (aléa Moyen +). Celles-ci imposent un principe d'interdiction de construction pour les projets futurs hors du périmètre de SÉVÉAL.

La zone périphérique r1 affecte partiellement une parcelle voisine (située au sud) du site industriel, n'appartenant pas à l'exploitant.

La société VÉOLIA a pour projet d'y construire un bâtiment dans le cadre d'un recentrage géographique sur la commune de Ludres des locaux liés à son activité de pôle «Tri - Recyclage de Haute Qualité environnementale».

La zone r1 du règlement du P.P.R.T. empiète sur la frange nord de l'édifice projeté, dont la localisation ne peut être revue en raison de contraintes techniques.

Les services de la D.R.I.R.E et de la D.D.T ont pris en compte cette perspective qui n'était pas connue lors du lancement de la procédure. Ils ont proposé au cours de la réunion du C.L.I.C du 17 décembre 2009 de ne plus retenir le principe d'inconstructibilité en zone r1, et en contrepartie d'imposer à toute nouvelle implantation des prescriptions permettant d'assurer la sécurité des personnels (mesures de confinement). Par ailleurs, aucun poste fixe ne pourrait être localisé à l'intérieur du périmètre de danger.

Cette proposition était conforme aux éléments de cadrage donnés par le ministère compétent pour l'élaboration des P.P.R.T. : autorisation sous conditions en zone d'alea M+.

En dépit de cette proposition et de l'opposition des collectivités (commune de Ludres et CUGN), le C.L.I.C a adopté la version initiale du projet, sans prendre en compte ces assouplissements.

Vu l'avis de la commission d'urbanisme en date du 17 mars 2010,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide par 18 voix pour et 9 voix contre (groupe Ludres Autrement et Pour Tous et groupe Ludres Ensemble) :

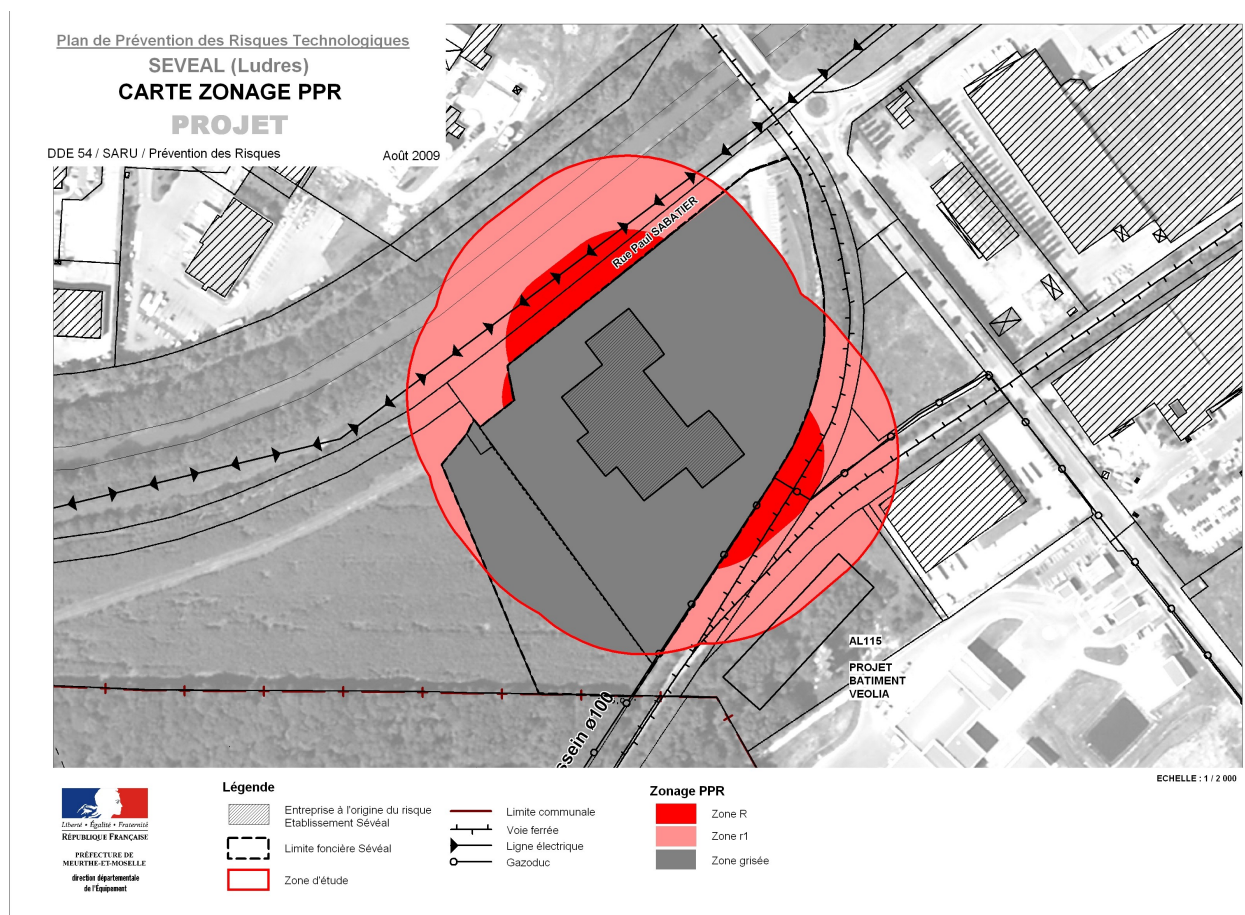
- de prononcer un avis défavorable sur le projet de plan de prévention des risques technologiques de SÉVÉAL, dans sa version transmise par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle à la commune le 12 février 2010, au regard des circonstances et des motivations exposées ci-dessus ;
- de demander à Monsieur le Préfet de bien vouloir modifier le projet de règlement du plan de prévention des risques technologiques en adoptant sa version alternative proposée par les services de la D.D.T et de la D.R.I.R.E : autorisation de nouvelles constructions en zone d'alea M+ sous réserve du respect de prescriptions à définir ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à transmettre ses observations au commissaire enquêteur lors de l'enquête publique préalable à l'approbation du P.P.R.T.

Fait et délibéré à LUDRES
Les jour, mois et an susdits,
Pour extrait conforme,

LE MAIRE



Pierre BOILEAU



Projet de zonage du PPRT SEVEAL avec les parcelles concernées par VEOLIA

B. Avis des personnes et organismes associés

Le comité local d'information et de concertation (CLIC) s'est réuni le 17 décembre 2009 et a délibéré sur le projet de PPRT. Il s'est prononcé, par 4 collèges contre 1, pour le maintien du projet de règlement en l'état, interdisant notamment l'implantation de bâtiments industriels dans la zone r1 (principe général d'interdiction).

Les autres personnes et organismes associés, à savoir la société SEVEAL, la commune de Ludres et la CUGN, ont été invités à faire part de leur avis sous 2 mois, par courrier du 8 février 2010.

La société SEVEAL a émis un avis favorable par courrier du 3 mars 2010. Elle souhaite toutefois préciser l'activité de son entrepôt, au chapitre « Présentation de l'établissement ». Ces modifications, marginales, ont été intégrées.

Le conseil de Communauté Urbaine du Grand Nancy, à l'occasion de sa session du 26 mars 2010, a formulé un avis défavorable par 56 voix contre 23. Il demande « à Monsieur le Préfet de bien vouloir modifier le projet de règlement du plan de prévention des risques technologiques de façon à assouplir le principe d'interdiction de construction en zone d'aléa M+ (zone r1) et à permettre la construction de bâtiments industriels sous réserve du respect de prescriptions constructives à préciser ». Il précise également que son opposition est uniquement due à des prescriptions qu'il considère comme

« excessives » mais qu'il ne « remet pas en cause le bien fondé du PPRT et son objectif de maîtrise des risques ».

Le conseil municipal de Ludres, à l'occasion de sa session du 29 mars 2010, a formulé un avis défavorable par 18 voix contre 9. Il demande « à Monsieur le Préfet de bien vouloir modifier le projet de règlement du plan de prévention des risques technologiques en adoptant sa version alternative proposée par les services de la DDT et de la DRIRE : autorisation de nouvelles constructions en zone d'aléa M+ sous réserve de prescriptions à définir ».

L'avis défavorable du conseil de Communauté Urbaine du Grand Nancy et celui du conseil municipal de Ludres sont similaires et mettent en avant le même argument, qui a été largement débattu dans le cadre de la réunion du CLIC du 17 décembre 2009. Le CLIC a rejeté dans sa majorité cette demande d'assouplissement du règlement d'urbanisme après avoir entendu ces demandes, et les arguments avancés ont été qu'il était préférable de conserver une règle simple et forte garantissant le niveau de sécurité auquel ont droit les personnes.

On peut également relever, sur la forme, que l'avis de la Communauté Urbaine du Grand Nancy évoque, dans l'exposé des motifs, l'existence d'une « sphère de stockage d'ammoniac » qui n'existe pas, n'a jamais existé, et n'est nulle part évoquée dans la présente note.

Dans la mesure où aucun argument nouveau n'a été avancé et que cette considération a déjà été repoussée par le CLIC, la demande d'assouplissement du projet de règlement d'urbanisme formulée par le conseil de Communauté Urbaine du Grand Nancy et le conseil municipal de Ludres n'a pas été retenue.

C. Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 31 mai au 30 juin 2010 inclus.

Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable dans son rapport du 6 juillet 2010.

Il fait état de deux contributions favorables au projet de PPRT présenté en enquête publique et de deux contributions défavorables.

Les deux contributions défavorables émanent :

- de la ville de Ludres, le courrier du 28 juin 2010 signé d'un adjoint au maire de Ludres transmet la délibération du 29 mars 2010 formulée à l'occasion de la saisine des personnes et organismes associés, déjà analysée ci dessus
- de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, l'envoi du 15 juin 2010 signé de deux vice présidents de la communauté urbaine transmet la délibération du 26 mars 2010 formulée à l'occasion de la saisine des personnes et organismes associés, déjà analysée ci dessus

Ces deux correspondances demandent un assouplissement du projet de PPRT afin de permettre certaines constructions, même sous des « contraintes strictes », afin de « concilier les enjeux de prévention avec les enjeux urbains et industriels ». Il s'agit bien, dans les deux cas, de permettre l'implantation par la société VEOLIA d'un bâtiment de tri de déchets en partie dans le périmètre d'effets en cas d'accident au sein de

ENQUÊTE PUBLIQUE

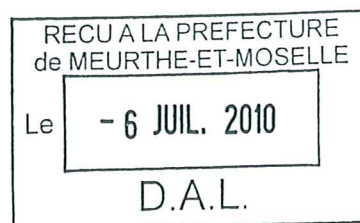
Projet d'établissement du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site SEVEAL commune de LUDRES 54

Rapport du Commissaire-Enquêteur

Désigné par le Président du Tribunal Administratif de Nancy
ORDONNANCE N° E10000053/54 du 9 avril 2010

DESTINATAIRES :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nancy



Toul, le 6 juillet 2010

Jean-Pierre MICHEL
184, avenue Cardinal Tisserant
54200 TOUL
Tél. : 03.83.64.51.20

SOMMAIRE DU RAPPORT (pages 1 à 6)

I. GENERALITES CONCERNANT L'OBJET DE L'ENQUÊTE

II. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

III. EXAMEN DES OBSERVATIONS RECUEILLIES

ANNEXES :

- A. Copie du registre d'enquête (avec 4 courriers dont 3 en annexes)
- B. Circulaire BRTICP/2007-482/LMA du 26/02/08 relative à la maîtrise de l'urbanisme autour des stockages de produits agro pharmaceutiques soumis à autorisation
- C. Certificat d'affichage
- D. Copies des avis publiés dans la presse
- E. Ordonnance en date du 9 avril 2010 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nancy portant nomination du commissaire-enquêteur
- F. Arrêté préfectoral en date du 6 mai 2010 portant ouverture de l'enquête publique

AVIS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR (transmis séparé)

I. GENERALITES CONCERNANT L'OBJET DE L'ENQUÊTE

Par arrêté préfectoral du 6 mai 2010 (cf. annexe F), une enquête publique a été prescrite pendant une période de 31 jours, du 31 mai au 30 juin 2010 inclus, concernant le projet d'établissement du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) du site SEVEAL implanté sur la commune de Ludres.

11. Rappel de la procédure d'élaboration du PPRT

Les modalités d'élaboration du PPRT sont définies par le Code de l'Environnement (articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50) ainsi que par un guide méthodologique élaboré par le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM).

Conformément à l'article R. 515-40 du Code de l'Environnement, l'élaboration du PPRT autour du site de la société SEVEAL a été prescrite par arrêté préfectoral le 18 novembre 2008. Le PPRT doit être approuvé dans les 18 mois suivant l'intervention de l'arrêté de prescription. Ce délai a été prorogé pour une durée de 6 mois par arrêté préfectoral du 10 mai 2010.

Durant toute la période d'élaboration du projet de plan, l'ensemble des personnes concernées (exploitant, collectivités locales, État, associations...) a été informé et consulté via les modalités d'association et de concertation définies dans l'arrêté préfectoral de prescription.

Un bilan de la concertation a été réalisé et envoyé aux personnes et organismes associés. Ces derniers ont été consultés sur le projet de PPRT.

Le projet de plan modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les organismes associés est ensuite soumis à cette enquête publique.

12. Raisons de la prescription du PPRT

Conformément à l'article L. 515-15 du code de l'environnement, l'État doit élaborer et mettre en œuvre un PPRT pour chaque établissement soumis à autorisation avec servitudes, susceptible d'engendrer des phénomènes dangereux ayant des effets à l'extérieur des limites du site.

La société SEVEAL exploite dans la zone industrielle de Ludres, au parc d'activités du Bois la Dame, un entrepôt de produits agro pharmaceutiques soumis à autorisation avec servitudes (AS) au titre de la législation sur les installations classées. En cas d'accident majeur sur le site de SEVEAL, des personnes pourraient être blessées voire mortellement touchées. Un PPRT doit donc être élaboré autour de l'établissement de cette société.

L'étude des enjeux autour du site de SEVEAL permet d'indiquer :

- qu'aucun bâtiment ne se situe dans les zones d'aléa TF+, F+, F;
- le coin d'un bâtiment riverain, propriété de la société MORY TEAM se trouve en zone d'aléa M+, pour une surface de l'ordre de 80 m², en limite basse d'intensité sur cette zone;
- la rue Paul Sabatier, actuellement une impasse destinée à devenir l'accès unique de l'extension future de la zone industrielle, se trouve en zone d'aléa TF+ sur une distance de l'ordre de 90 m, en zone d'aléa F+ sur une distance de l'ordre de 130 m, en zone d'aléa M+ sur une distance de l'ordre de 200 m;

- le canal de jonction entre le canal de l'Est et le canal de la Marne au Rhin se situe en zone d'aléa M+ sur une distance de l'ordre de 180 m;
- il n'y a aucune habitation dans le périmètre d'étude. Le nombre de personnes potentiellement exposées comprend environ une vingtaine de personnes dont les salariés travaillant sur le site à l'origine du risque soit 16 personnes de l'entreprise SEVEAL.

Ces enjeux sont bien cernés dans le dossier.

13. Composition du dossier soumis à l'enquête publique

La composition du dossier soumis à l'enquête publique contenait les pièces suivantes:

- le registre d'enquête,
- l'arrêté de mise à l'enquête
- l'ordonnance du Tribunal Administratif,
- et le dossier du projet de PPRT conforme à l'article R515-44 du code de l'environnement comprenant :
 - une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques. Les documents établis à l'issue de la concertation et les avis émis par les personnes et organismes associés ont été intégrés dans cette note de présentation,
 - un document graphique faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs du PPRT,
 - un règlement comportant notamment pour chaque zone ou secteur :
 - . Les mesures d'interdiction et les prescriptions,
 - . Les servitudes d'utilité publique et autres servitudes,
 - . Les mesures de protection des populations.

II. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.1. Organisation de l'enquête

Après avoir été désigné par ordonnance du 9 avril 2010 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nancy (cf. annexe E), j'ai pris contact par téléphone avec Monsieur PIEKARSKI du Bureau des Procédures Environnementales de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle pour définir avec lui les modalités pratiques d'organisation de l'enquête.

Le 19 mai 2010 matin, j'ai rencontré à Ludres Monsieur ANDRY responsable qualité sécurité environnement de la société SEVEAL pour une visite des installations concernées par l'enquête et pour évoquer avec lui certains points particuliers du dossier. Je me suis rendu ensuite en Mairie de Ludres afin d'émarger les différentes pièces du dossier, coter et parapher le registre d'enquête.

Le 30 juin 2010, dernier jour de l'enquête, j'ai remis le registre d'enquête au service urbanisme de la Mairie de Ludres pour que Monsieur le Maire procède à la clôture de ce document.

Le 6 juillet 2010 matin, j'ai reçu à mon domicile un envoi de la Mairie de Ludres contenant le registre d'enquête et le certificat d'affichage.

Le 6 juillet 2010 après-midi, je me suis rendu à la préfecture de Meurthe et Moselle à Nancy pour remettre le dossier d'enquête, mon rapport et mes conclusions.

2.2. Déroulement des procédures

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 31 mai 2010 au mercredi 30 juin 2010. Le dossier était mis à la disposition du public à la mairie de la commune de Ludres aux heures habituelles d'ouverture au public.

2.2.1. Publicité et information du public

- Par voie de presse :

Conformément à l'arrêté préfectoral, l'enquête a été annoncée au moins dans les quinze jours précédant son ouverture par les soins du préfet, et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux (cf. annexe D):

JOURNAL	1 ^{er} AVIS	2 ^{ème} AVIS	Périodicité Diffusion
EST REPUBLICAIN	13/05/2010	07/06/2010	quotidien régional
REPUBLICAIN LORRAIN	13/05/2010	04/06/2010	quotidien régional

- Par voie d'affichage :

- L'arrêté préfectoral concernant cette enquête publique a été affiché sur le panneau d'information situé à l'extérieur de la Mairie (cf. certificat d'affichage en annexe C).

Contrôle de cet affichage a été fait par le commissaire-enquêteur avant chaque permanence.

2.2.2. Permanences

Conformément à l'arrêté préfectoral, je me suis tenu à la disposition du public 3 heures par semaine à la mairie de Ludres :

- lundi 31 mai de 8h00 à 11h00,
- mercredi 9 juin de 8h00 à 11h00,
- samedi 19 juin de 9h00 à 12h00
- mardi 22 juin de 8h00 à 11h00,
- et mercredi 30 juin de 14h30 à 17h30.

III. EXAMEN DES OBSERVATIONS RECUEILLIES

31 Observations du public pendant l'enquête

Je n'ai reçu aucun visiteur au cours de mes quatre premières permanences. Lors de ma dernière permanence, j'ai eu la visite de quatre personnes. Aucune réclamation n'a été formulée par écrit sur le registre, mais j'ai reçu quatre courriers : le premier de la Communauté Urbaine du Grand Nancy daté du 15 juin 2010 et annexé au registre lors de ma quatrième permanence (annexe 1 du registre d'enquête), le second de « la Gauche du Grand Nancy » trouvé collé en page 3 du registre au début de ma dernière permanence, le troisième du groupe « pour Ludres Ensemble » remis par Messieurs Marcel GAUZELIN et Philippe FRANOUX

conseillers municipaux à Ludres lors de ma dernière permanence (annexe 2), et le quatrième courrier remis par Monsieur le Maire de Ludres avant la fin d'enquête (annexe 3 du registre).

Monsieur CHARPY du service urbanisme de la ville de Ludres m'a rendu visite à chaque permanence.

32 Courrier de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (annexe 1 du registre d'enquête)

Dans un courrier daté du 15 juin 2010, la Communauté Urbaine du Grand Nancy (C.U.G.N.) a transmis au Commissaire-enquêteur son avis sur le PPRT du site SEVEAL de Ludres.

Les raisons de cet avis défavorable figurent dans la délibération N° 33 du conseil communautaire du 26 mars 2010 joint à cet envoi et figurant déjà dans le dossier d'enquête (annexe 6f de la note de présentation).

Si dans son avis défavorable la C.U.G.N. ne remet nullement en cause la nécessité de maîtriser les risques par le biais du PPRT, dont elle souligne l'importance, elle demande cependant de reconsidérer certains points du règlement du PPRT afin d'assouplir le principe d'inconstructibilité totale en zone R1 (aléa Moyen +), tout en restant soumis à des contraintes strictes.

En effet, cette zone R1 affecte partiellement une parcelle voisine (située au sud) du site de SEVEAL, appartenant à la société VEOLIA qui envisage d'y implanter un bâtiment dans le cadre du développement de son activité, pour un pôle « Tri - Recyclage de Haute Qualité environnementale ».

Considérant cet enjeu économique méconnu au début de la procédure et les contraintes techniques (topographie, préservation d'une capacité d'embranchement ferroviaire et surface nécessaire du bâtiment) il avait été proposé, lors de la réunion du Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.) du 17 décembre 2009, d'assouplir cette règle d'inconstructibilité.

La C.U.G.N. s'appuie sur le guide méthodologique du Ministère de l'Écologie de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer qui, en présence d'aléas de type « effets toxiques » de cette intensité, souligne la possibilité d'autoriser la construction de bâtiments industriels, sous réserve de prescriptions constructives visant au confinement de la partie du bâtiment potentiellement exposée. (Paragraphe 4.3.1.1.2. du guide : « Modalités d'urbanisation dans les zones autorisées » - tableau N°30).

33 Courrier de la Mairie de Ludres (annexe 3 du registre d'enquête)

Dans un courrier daté du 28 juin 2010, la commune de Ludres a transmis également son avis défavorable avec la copie de la délibération du conseil municipal que l'on trouve aussi dans le dossier d'enquête en annexe 6e de la note de présentation.

Comme la Communauté Urbaine du Grand Nancy, la commune de Ludres est consciente de l'impératif de mettre en place des règles qui assurent la sécurité sur le site de SEVEAL et à ses abords. Mais elle demande également de répondre favorablement à la demande d'assouplissement de la règle d'inconstructibilité en zone R1 si l'application des textes réglementaires le permet, ce qui permettrait la construction du bâtiment de Véolia prévu en partie dans cette zone.

34 Courrier du Groupe « la Gauche du Grand Nancy » (collé en page 3 du registre d'enquête)

Dans son courrier daté du 30 juin 2010, le Groupe « la Gauche du Grand Nancy » émet un avis favorable au projet de PPRT.

Il souligne en particulier la dangerosité potentielle de l'activité de SEVEAL, site industriel SEVESO « Seuil Haut » et rappelle l'incident survenu le 6 août 1996 dans les établissements SEVEAL, alors implantés à Heillecourt sous leur ancienne dénomination « S.A.N.E. ». D'après le rapport du Service Départemental d'Incendie et de Secours, ce sinistre s'était développé malgré un dispositif de sécurité récent mais qui s'était révélé, dans les faits, insuffisant par rapport aux risques.

Pour éviter toute catastrophe de ce type, et afin de protéger les riverains et les personnes travaillant sur et autour du site, le Groupe « la Gauche du Grand Nancy » est favorable au projet de PPRT.

35 Courrier du Groupe « Pour Ludres Ensemble » (annexe 2 du registre d'enquête)

Dans leur courrier daté du 30 juin 2010, les conseillers municipaux du Groupe « Pour Ludres Ensemble » estiment que « ce projet de PPRT paraît protecteur dans son périmètre au regard des risques en cas de danger liés à l'exploitation de SEVEAL » et « que le périmètre d'inconstructibilité autour de ce type d'entreprise ne doit souffrir aucune dérogation ».

Ils « soutiennent donc le projet de PPRT dans sa version actuelle non assouplie ».

Aucune autre remarque n'a été formulée.

Le commissaire-enquêteur soussigné constate que l'enquête s'est déroulée dans les conditions fixées par l'arrêté précité du 6 mai 2010.

Ses conclusions et son avis sont transmis dans un courrier séparé.



PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

COMMUNE d. Leudres

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relatif à la mise en place d'un plan de prévention
des risques technologiques du site Sireaf
de Leudres.

ENQUÊTE RELATIVE

ANNEXE A 2/16

A

au Plan de prévention des risques technologiques
du site Seneval de Lucches

En exécution de l'arrêté du 6 Mai 2010 de Monsieur le Préfet
de Meurthe-et-Moselle je, soussigné, M. Michel Jean-Pierre Commissaire Enquêteur

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, contenant 8 feuillets, pour recevoir pendant

31 jours consécutifs (sauf les dimanches et jours fériés) de heures
à heures et de heures à heures
horaires d'ouverture au public de la Mairie de Lucches

les observations du public.

A Lucches, le 31 mai 2010



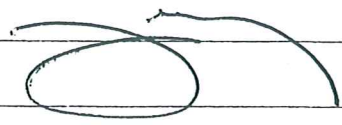
Première journée :

Le 31 mai 2010 de 8 heures 00 à 11 heures 00

1° Observations de M.

Fin de la permanence à 11h00.

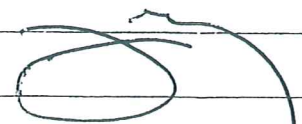
Pas de visiteur - Pas de courrier reçu.



Deuxième permanence le 9 JUIN 2010 de 8h00 à 11h00

Fin de la permanence à 11h00.

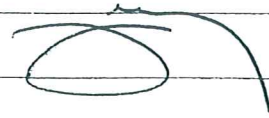
Pas de visiteur - Pas de courrier reçu.



Troisième permanence le 19 juin 2010 de 9^h00 à 12^h00

Fin de la permanence à 12^h00.

Pas de visiteurs. Pas de courrier reçu



Quatrième permanence le 22 juin 2010 de 8^h00 à 11^h00

Reçu un envoi de la Communauté Urbaine du Grand Nancy daté du 15 juin 2010 et annexé à ce registre d'enquête (annexe 1). Cet envoi comprend :

- Une lettre d'explication avec avis sur le P.P.R.I.T
- l'extract de la délibération n°33 du conseil communautaire du 26 mars 2010 concernant cet avis (à noter que ce document figure en annexe 6 F page 43 de la note de présentation du dossier d'enquête)
- la carte de zonage du PPR (figurant également dans le dossier d'enquête)

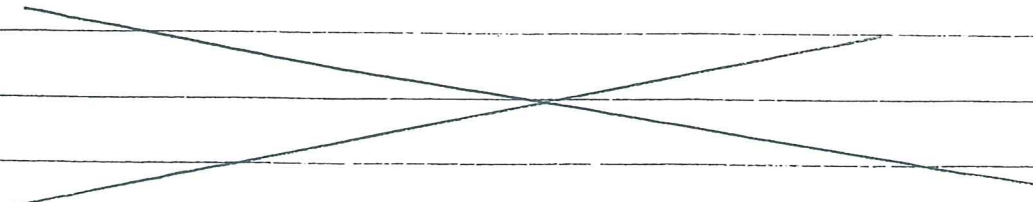
Fin de la permanence à 11^h00.

Pas de visiteurs.



Cinquième et dernière permanence le 30 juin 2010
de 14^h30 à 17^h30

Une lettre reçue de "la Garche du Grand Nancy" datée du 30 juin 2010 et collée entre les 4^{ème} et 5^{ème} permanences, sur la page 3 du registre d'enquête.





Paul ALLE
Jean-Paul BERNARD
Henri CHANUT
Eric CHENUT
Nicole CREUSOT
Manu DONATI
Florence EVROT
Rahim FAIQ
Hervé FERON

Jean-Pierre FRANOUX
Christophe GERARDOT
Stéphane HABLOT
Patrick HATZIG
Jacqueline HERMOUET PAJOT
Pascal JACQUEMIN
Daniel JARRY
Chaynesse KHIROUNI
Mathieu KLEIN

Bertrand KLING
Jean-Pierre LAURENCY
Marie-Christine MARNIER
Bertrand MASSON
Jean-Paul MONIN
Daniel MOUGIN
Philippe PONCELET
Christine SIMONNET
Renée ZABE

Ludres, le 30 juin 2010

Nous souhaitons rappeler à l'occasion de cette enquête publique en mairie de Ludres, notre avis favorable quant au projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques (P.P.R.T) sur le site Seveal. Nous avons ainsi voté contre la délibération présentée lors de la séance du Conseil de Communauté Urbaine du Grand Nancy du 26 mars dernier et visant à autoriser l'implantation d'un bâtiment de 4630 m2 en assouplissant le règlement du P.P.R.T validé par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

En effet, l'établissement Seveal à Ludres est un site industriel SEVESO « Seuil Haut », classement motivé par la dangerosité potentielle de son activité ; la société exploitant un dépôt de produits agro-pharmaceutiques (graines, engrais et matériels) pouvant être toxiques ou inflammables. Sur la base des études de dangers établies par l'industriel, différentes zones d'exposition aux risques ou zones d'aléas ont été définies en tenant compte de leur nature (effets thermiques et toxiques) et de leur niveau de gravité.

Nous sommes conscients des enjeux économiques liés à la construction du bâtiment destiné au tri et au recyclage des déchets mais la santé des personnes pouvant y travailler est notre priorité. Sans aucune certitude quant à l'absence totale d'exposition aux risques, aucune modification du travail réalisé par les services compétents de l'Etat ne peut être acceptée.

Rappelons également qu'un incident était déjà survenu le 6 août 1996 dans les établissements Seveal, alors implanté à Heillecourt sous leur ancienne dénomination « S.A.N.E ». D'après le rapport du Service Départemental d'Incendie et de Secours, « ce sinistre (explosion suivie d'une incendie), considéré comme le plus important dans le département depuis près de 10 ans, s'est développé malgré un dispositif de sécurité récent mais qui s'est révélé, dans les faits, insuffisant par rapport aux risques. La pollution a atteint la Meurthe et une mortalité d'environ une tonne de poissons a été enregistrée. Ce sinistre a fait l'objet d'un contentieux au pénal et au civil pour stockage illégal de produits dangereux et pour atteinte à l'environnement ». **Pour éviter toute catastrophe de ce type, et afin de protéger les riverains et les personnes travaillant sur et autour du site, nous sommes favorables au projet de P.P.R.T.**

D. MOUGIN

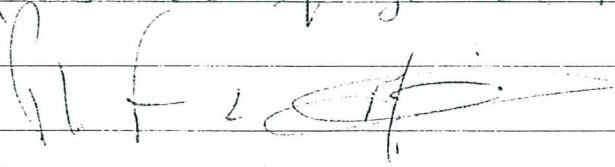
P. JACQUEMIN

Pour le Groupe,
Président,

Pascal JACQUEMIN

le 30 juin 2010

Monsieur Marcel Gaudeluc et Philippe
Framont, conseillers municipaux à l'urbanisme, ont
déposé ce jour une note concernant leurs
remarques au projet de PPR T.



Cette note a été placée en annexe N°2 de ce
registre d'enquête.



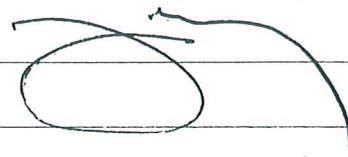
Reçu en cours de permanence une lettre de la
ville de WYRÈS avec la copie de la délibération
du 29 mars 2010, placées en annexe N°3 de
ce registre d'enquête.

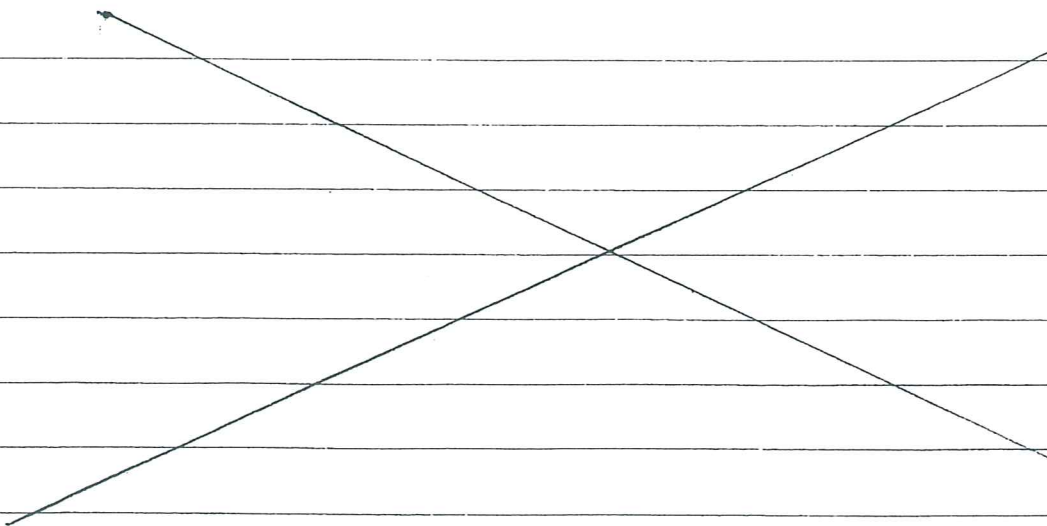


Fin de la permanence à 17h30
4 visiteurs.

Pages 5 à 11 et 13, 14, 16 annulées.

Formules de clôture de l'enquête en page 12 et
de transmission du registre et du dossier en page 15.





Le 30 juin 2010 à 17 heures 30

Le délai d'enquête étant expiré,

je, soussigné Pierre BOILEAU, Maire de Ludres déclare clos le présent registre
qui a été mis à la disposition du public pendant 31 jours consécutifs du
31 mai 2010 au 30 juin 2010

de Pendant heures à heures
et de les heures d'ouverture de la Mairie de Ludres
heures au public.

(sauf les dimanches et jours fériés).

Les observations ont été consignées au registre par 0 personnes (pages N°
à).

En outre, j'ai reçu 4 lettres ou notes écrites qui sont annexées au présent registre :

1° Lettre en date du 15 juin 2010 de M. le Président de la
Communauté Urbaine du Grand Nancy (annexe 1)

2° Lettre en date du 30 juin 2010 de M. le Président du Groupe
" la Gauche du Grand Nancy " (collée en page 3)

3° Lettre en date du 28 juin 2010 de M. le Maire de la ville
de Ludres (annexe 3)

4° lettre en date du 30 juin 2010 des conseillers municipaux
du groupe " Ludres Ensemble " (annexe 2)

Le 1^{er} juillet 2010



Le Maire,

P. BOILEAU

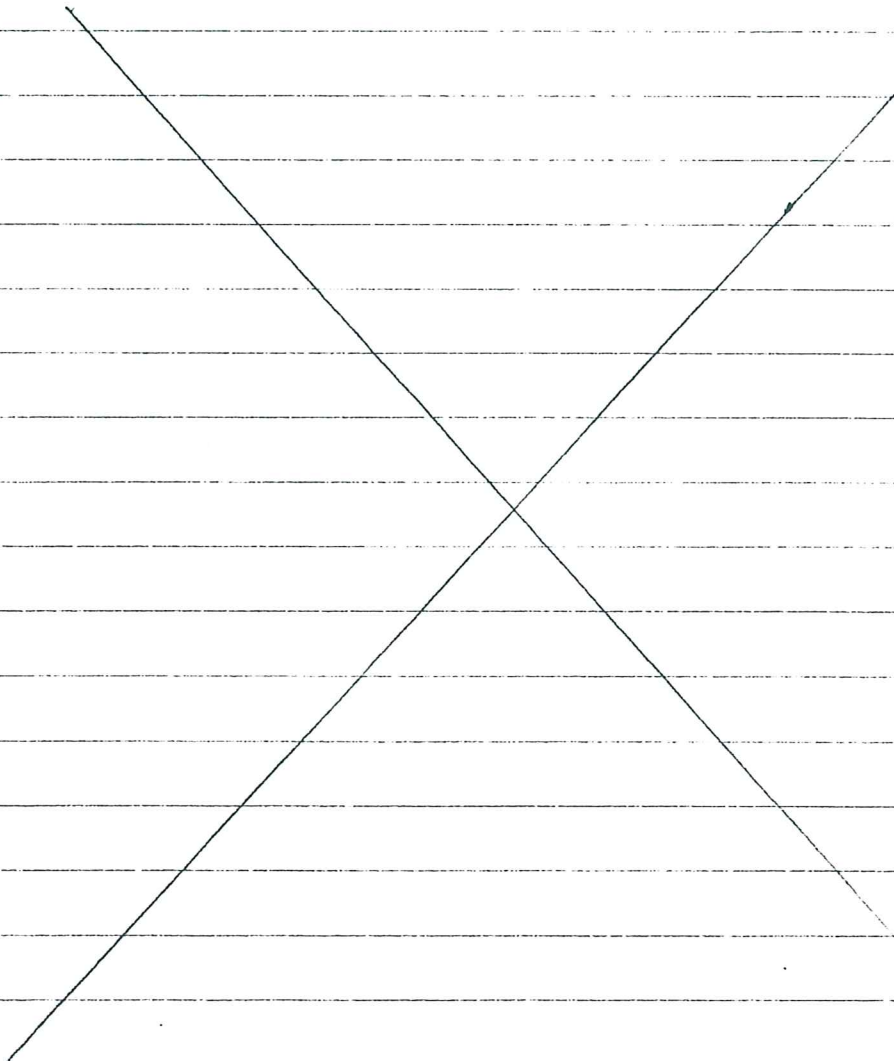
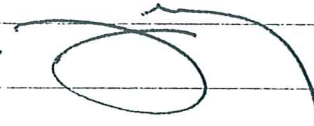
Le présent registre ainsi que les Quatre pièces
qui y sont annexées et le dossier d'enquête sont adressés par mes soins, le 1er juillet 2010
à M. Jean Pierre MICHEL

(Voir mention de clôture en page 12)

CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTEUR :

Conclusions adressées avec le rapport
d'enquête du commissaire enquêteur.

Jean Pierre MICHEL



Nancy, le 15 JUIN 2010

Objet : Avis sur le P.P.R.T. du site SEVEAL à Ludres.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Nous avons l'honneur de vous adresser, sous ce pli, la délibération n°33 du conseil communautaire du 26 mars 2010 par laquelle nous vous signifions l'avis défavorable de la Communauté urbaine sur le projet de P.P.R.T., tel que l'Etat le propose à l'enquête publique.

Aussi, nous avons demandé à Monsieur le Préfet, par courrier en date du 24 mars 2010, d'avoir la bienveillance de reconsidérer certains points du règlement du P.P.R.T. afin d'assouplir le principe d'inconstructibilité totale en zone R1, tout en restant soumis à des contraintes strictes.

Nous tenons à vous préciser que cet avis défavorable ne remet nullement en cause la nécessité de maîtriser les risques par le biais de ce P.P.R.T., dont nous soulignons l'importance. En revanche, il nous apparaît essentiel de pouvoir concilier, sur ce site, les enjeux de prévention avec les enjeux urbains et industriels, dans le respect de la législation en vigueur.

Vous remerciant de votre diligence, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Président
Michel CANDAT

Vice-Président Délégué
à l'urbanisme

Pour le Président
Jean-François HUSSON

Vice-Président Délégué
à l'écologie urbaine

Monsieur Jean-Pierre MICHEL
Commissaire enquêteur
Mairie de Ludres
Hôtel de Ville
BP n°72
54714 LUDRES CEDEX

34 Courrier du Groupe « la Gauche du Grand Nancy » (collé en page 3 du registre d'enquête)

Dans son courrier daté du 30 juin 2010, le Groupe « la Gauche du Grand Nancy » émet un avis favorable au projet de PPRT.

Il souligne en particulier la dangerosité potentielle de l'activité de SEVEAL, site industriel SEVESO « Seuil Haut » et rappelle l'incident survenu le 6 août 1996 dans les établissements SEVEAL, alors implantés à Heillecourt sous leur ancienne dénomination « S.A.N.E. ». D'après le rapport du Service Départemental d'Incendie et de Secours, ce sinistre s'était développé malgré un dispositif de sécurité récent mais qui s'était révélé, dans les faits, insuffisant par rapport aux risques.

Pour éviter toute catastrophe de ce type, et afin de protéger les riverains et les personnes travaillant sur et autour du site, le Groupe « la Gauche du Grand Nancy » est favorable au projet de PPRT.

35 Courrier du Groupe « Pour Ludres Ensemble » (annexe 2 du registre d'enquête)

Dans leur courrier daté du 30 juin 2010, les conseillers municipaux du Groupe « Pour Ludres Ensemble » estiment que « ce projet de PPRT paraît protecteur dans son périmètre au regard des risques en cas de danger liés à l'exploitation de SEVEAL » et « que le périmètre d'inconstructibilité autour de ce type d'entreprise ne doit souffrir aucune dérogation ».

Ils « soutiennent donc le projet de PPRT dans sa version actuelle non assouplie ».

Aucune autre remarque n'a été formulée.

Le commissaire-enquêteur soussigné constate que l'enquête s'est déroulée dans les conditions fixées par l'arrêté précité du 6 mai 2010.

Ses conclusions et son avis sont transmis dans un courrier séparé.



PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

COMMUNE d.c. Leudres

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relatif à la mise en place d'un plan de prévention
des risques technologiques du site Sireaf
de Leudres.

ENQUÊTE RELATIVE

ANNEXE A 2/16

A

au Plan de prévention des risques technologiques
du site Seneval de Lucches

En exécution de l'arrêté du 6 Mai 2010 de Monsieur le Préfet
de Meurthe-et-Moselle je, soussigné, M. Michel Jean-Pierre Commissaire Enquêteur

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, contenant 8 feuillets, pour recevoir pendant

31 jours consécutifs (sauf les dimanches et jours fériés) de heures
à heures et de heures à heures
horaires d'ouverture au public de la Mairie de Lucches

les observations du public.

A Lucches, le 31 mai 2010



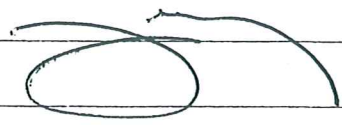
Première journée :

Le 31 mai 2010 de 8 heures 00 à 11 heures 00

1° Observations de M.

Fin de la permanence à 11h00.

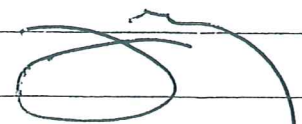
Pas de visiteur - Pas de courrier reçu.



Deuxième permanence le 9 JUIN 2010 de 8h00 à 11h00

Fin de la permanence à 11h00.

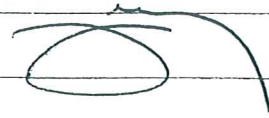
Pas de visiteur - Pas de courrier reçu.



Troisième permanence le 19 juin 2010 de 9^h00 à 12^h00

Fin de la permanence à 12^h00.

Pas de visiteurs. Pas de courrier reçu



Quatrième permanence le 22 juin 2010 de 8^h00 à 11^h00

Reçu un envoi de la Communauté Urbaine du Grand Nancy daté du 15 juin 2010 et annexé à ce registre d'enquête (annexe 1). Cet envoi comprend :

- Une lettre d'explication avec avis sur le P.P.R.I.T
- l'extract de la délibération n°33 du conseil communautaire du 26 mars 2010 concernant cet avis (à noter que ce document figure en annexe 6 F page 43 de la note de présentation du dossier d'enquête)
- la carte de zonage du PPR (figurant également dans le dossier d'enquête)

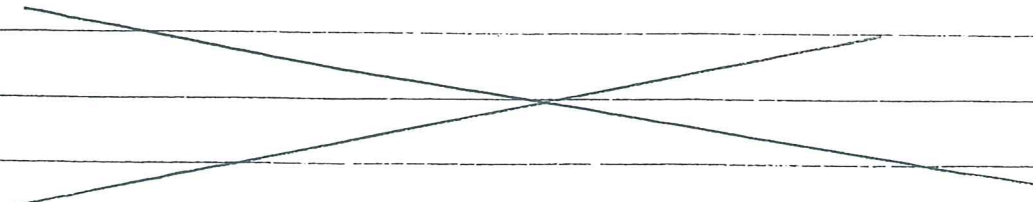
Fin de la permanence à 11^h00.

Pas de visiteurs.



Cinquième et dernière permanence le 30 juin 2010
de 14^h30 à 17^h30

Une lettre reçue de "la Garche du Grand Nancy" datée du 30 juin 2010 et collée entre les 4^{ème} et 5^{ème} permanences, sur la page 3 du registre d'enquête.





Paul ALLE
Jean-Paul BERNARD
Henri CHANUT
Eric CHENUT
Nicole CREUSOT
Manu DONATI
Florence EVROT
Rahim FAIQ
Hervé FERON

Jean-Pierre FRANOUX
Christophe GERARDOT
Stéphane HABLOT
Patrick HATZIG
Jacqueline HERMOUET PAJOT
Pascal JACQUEMIN
Daniel JARRY
Chaynesse KHIROUNI
Mathieu KLEIN

Bertrand KLING
Jean-Pierre LAURENCY
Marie-Christine MARNIER
Bertrand MASSON
Jean-Paul MONIN
Daniel MOUGIN
Philippe PONCELET
Christine SIMONNET
Renée ZABE

Ludres, le 30 juin 2010

Nous souhaitons rappeler à l'occasion de cette enquête publique en mairie de Ludres, notre avis favorable quant au projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques (P.P.R.T) sur le site Seveal. Nous avons ainsi voté contre la délibération présentée lors de la séance du Conseil de Communauté Urbaine du Grand Nancy du 26 mars dernier et visant à autoriser l'implantation d'un bâtiment de 4630 m2 en assouplissant le règlement du P.P.R.T validé par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

En effet, l'établissement Seveal à Ludres est un site industriel SEVESO « Seuil Haut », classement motivé par la dangerosité potentielle de son activité ; la société exploitant un dépôt de produits agro-pharmaceutiques (graines, engrais et matériels) pouvant être toxiques ou inflammables. Sur la base des études de dangers établies par l'industriel, différentes zones d'exposition aux risques ou zones d'aléas ont été définies en tenant compte de leur nature (effets thermiques et toxiques) et de leur niveau de gravité.

Nous sommes conscients des enjeux économiques liés à la construction du bâtiment destiné au tri et au recyclage des déchets mais la santé des personnes pouvant y travailler est notre priorité. Sans aucune certitude quant à l'absence totale d'exposition aux risques, aucune modification du travail réalisé par les services compétents de l'Etat ne peut être acceptée.

Rappelons également qu'un incident était déjà survenu le 6 août 1996 dans les établissements Seveal, alors implanté à Heillecourt sous leur ancienne dénomination « S.A.N.E ». D'après le rapport du Service Départemental d'Incendie et de Secours, « ce sinistre (explosion suivie d'une incendie), considéré comme le plus important dans le département depuis près de 10 ans, s'est développé malgré un dispositif de sécurité récent mais qui s'est révélé, dans les faits, insuffisant par rapport aux risques. La pollution a atteint la Meurthe et une mortalité d'environ une tonne de poissons a été enregistrée. Ce sinistre a fait l'objet d'un contentieux au pénal et au civil pour stockage illégal de produits dangereux et pour atteinte à l'environnement ». **Pour éviter toute catastrophe de ce type, et afin de protéger les riverains et les personnes travaillant sur et autour du site, nous sommes favorables au projet de P.P.R.T.**

D. MOUGIN

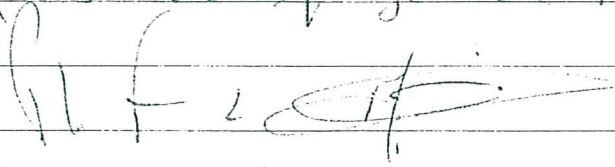
P. JACQUEMIN

Pour le Groupe,
Président,


Pascal JACQUEMIN

le 30 juin 2010

Monsieur Marcel Gaudelin et Philippe
Framont, conseillers municipaux à l'urbanisme, ont
déposé ce jour une note concernant leurs
remarques au projet de PPR.T.



Cette note a été placée en annexe N°2 de ce
registre d'enquête.



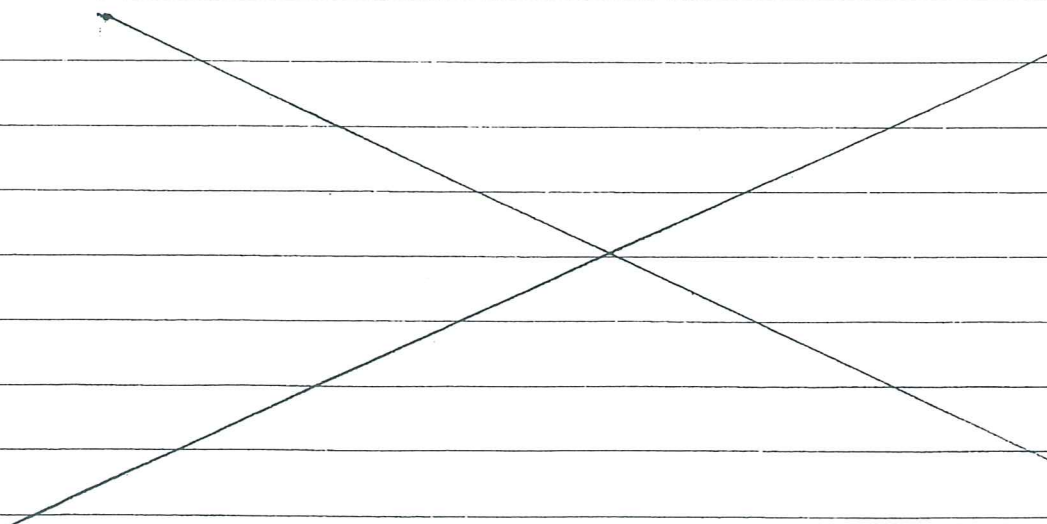
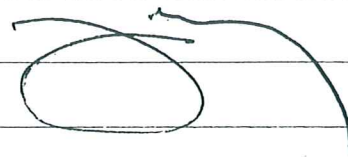
Reçu en cours de permanence une lettre de la
ville de WYRÈS avec la copie de la délibération
du 29 mars 2010, placées en annexe N°3 de
ce registre d'enquête.



Fin de la permanence à 17h30
4 visiteurs.

Pages 5 à 11 et 13, 14, 16 annulées.

Formules de clôture de l'enquête en page 12 et
de transmission du registre et du dossier en page 15.



Le 30 juin 2010 à 17 heures 30

Le délai d'enquête étant expiré,

je, soussigné Pierre BOILEAU, Maire de Ludres déclare clos le présent registre
qui a été mis à la disposition du public pendant 31 jours consécutifs du
31 mai 2010 au 30 juin 2010

de Pendant heures à heures
et de les heures d'ouverture de la Mairie de Ludres
heures au public.

(sauf les dimanches et jours fériés).

Les observations ont été consignées au registre par 0 personnes (pages N°
à).

En outre, j'ai reçu 4 lettres ou notes écrites qui sont annexées au présent registre :

1° Lettre en date du 15 juin 2010 de M. le Président de la
Communauté Urbaine du Grand Nancy (annexe 1)

2° Lettre en date du 30 juin 2010 de M. le Président du Groupe
"la Gauche du Grand Nancy" (collée en page 3)

3° Lettre en date du 28 juin 2010 de M. le Maire de la ville
de Ludres (annexe 3)

4° lettre en date du 30 juin 2010 des conseillers municipaux
du groupe "Ludres Ensemble" (annexe 2)

Le 1^{er} juillet 2010



Le Maire,

P. BOILEAU

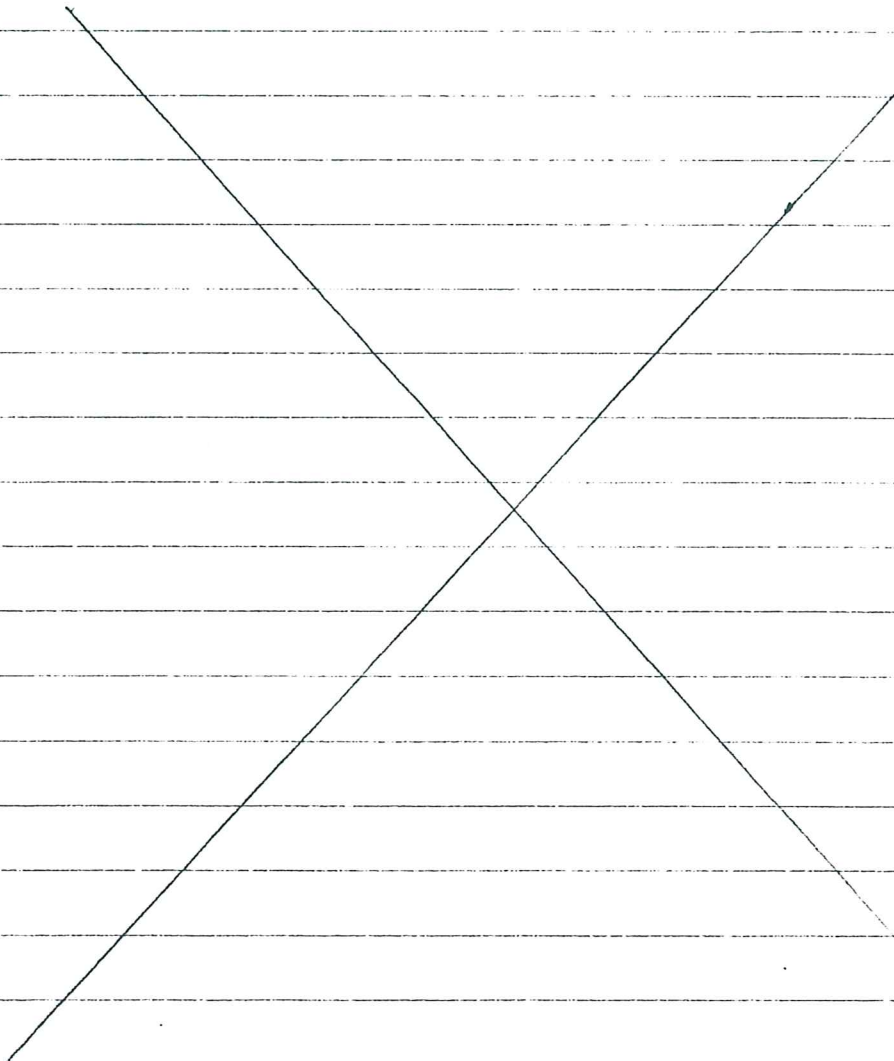
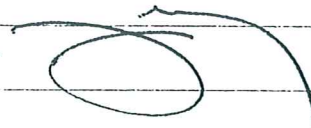
Le présent registre ainsi que les Quatre pièces
qui y sont annexées et le dossier d'enquête sont adressés par mes soins, le 1er juillet 2010
à M. Jean Pierre MICHEL

(Voir mention de clôture en page 12)

CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTEUR :

Conclusions adressées avec le rapport
d'enquête du commissaire enquêteur.

Jean Pierre MICHEL



Nancy, le 15 JUIN 2010

Objet : Avis sur le P.P.R.T. du site SEVEAL à Ludres.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Nous avons l'honneur de vous adresser, sous ce pli, la délibération n°33 du conseil communautaire du 26 mars 2010 par laquelle nous vous signifions l'avis défavorable de la Communauté urbaine sur le projet de P.P.R.T., tel que l'Etat le propose à l'enquête publique.

Aussi, nous avons demandé à Monsieur le Préfet, par courrier en date du 24 mars 2010, d'avoir la bienveillance de reconsidérer certains points du règlement du P.P.R.T. afin d'assouplir le principe d'inconstructibilité totale en zone R1, tout en restant soumis à des contraintes strictes.

Nous tenons à vous préciser que cet avis défavorable ne remet nullement en cause la nécessité de maîtriser les risques par le biais de ce P.P.R.T., dont nous soulignons l'importance. En revanche, il nous apparaît essentiel de pouvoir concilier, sur ce site, les enjeux de prévention avec les enjeux urbains et industriels, dans le respect de la législation en vigueur.

Vous remerciant de votre diligence, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Président
Michel CANDAT

Vice-Président Délégué
à l'urbanisme

Pour le Président
Jean-François HUSSON

Vice-Président Délégué
à l'écologie urbaine

Monsieur Jean-Pierre MICHEL
Commissaire enquêteur
Mairie de Ludres
Hôtel de Ville
BP n°72
54714 LUDRES CEDEX



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

POLITIQUE PUBLIQUE :
LA QUALITÉ URBAINE ET RÉSIDENTIELLE
AU SERVICE DE TOUS

SEANCE DU : 26 MARS 2010

DELIBERATION N° : 33

OBJET :
AVIS SUR LE PROJET DE PLAN DE
PRÉVENTION DES RISQUES
TECHNOLOGIQUES DU SITE SEVEAL À
LUDRES

RAPPORTEUR : M. HUSSON

EXPOSE DES MOTIFS

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a instauré le plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T.). Ce nouvel outil réglementaire de prévention des risques a pour finalité de maîtriser l'urbanisation autour des sites dits "Seveso AS (autorisation avec servitude) ou seuil haut".

Le P.P.R.T. a ainsi pour objectifs, de réduire les risques sur le site et de les diminuer pour les riverains en agissant sur l'urbanisation présente et future. Il définit des règles d'utilisation des sols, conciliant un objectif de protection avec l'activité de l'installation industrielle classée, les projets locaux de développement et les intérêts des riverains.

Dès son approbation, le P.P.R.T. est opposable aux tiers. Il crée une servitude d'utilité publique et doit être annexé aux documents d'urbanisme.

L'établissement SEVEAL à Ludres est un site industriel classé SEVESO "seuil haut" et fait l'objet, à ce titre, d'un P.P.R.T. prescrit par arrêté préfectoral en date du 18 novembre 2008. La société exploite un dépôt de produits agro-pharmaceutiques : graines, engrais et matériels pouvant être classés toxiques ou inflammables.

Les services de l'Etat, à savoir la D.D.T. de Meurthe-et-Moselle et la D.R.I.R.E. de Lorraine ont initié et mené les travaux de réflexion et les études préalables (étude de dangers, carte des aléas, carte des enjeux urbains, etc ...) nécessaires à l'élaboration du P.P.R.T. de ce site.

Sur la base des études de danger établies par l'industriel, un périmètre d'étude de 100 mètres ayant pour centre la sphère de stockage d'ammoniac a été retenu. Sous l'égide de la D.R.I.R.E., des cartes d'aléas sur les phénomènes dangereux ont été établies. Elles ont permis de définir les différentes zones d'exposition aux risques ou zones d'aléas, en tenant compte de leur nature (effets thermiques et toxiques) et de leur niveau de gravité.

Au terme de la phase d'élaboration et de concertation, le projet de P.P.R.T. (plan de zonage réglementaire, note de présentation et règlement) ont été présentés pour avis au 054-245406676-20100326-038-DE (Comité Local d'Information et de Concertation) réuni le 17 décembre 2009. Celui-ci a émis un avis favorable.
Date de réception : 02/04/2010

Préalablement à l'engagement de l'enquête publique, ce projet de P.P.R.T. doit être soumis à l'avis des personnes et organismes associés dont la Communauté urbaine fait partie au titre de sa compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme. Conformément à l'article R.515-43 du code de l'environnement, l'assemblée délibérante doit donner un avis motivé sur ce dossier dans un délai de deux mois à compter de la réception du dossier. A défaut, celui-ci sera réputé favorable.

Le projet, tel que transmis par Monsieur le Préfet le 10 février 2010, comporte deux zones d'aléas R (aléas Très Fort + et Fort) et R1 (aléa Moyen +) pour lesquelles un principe d'interdiction des constructions futures, à l'exception de bâtiments nécessaires à SEVEAL, a été retenu dans le cadre de l'élaboration du règlement du P.P.R.T. La zone périphérique R1 affecte partiellement une parcelle voisine (située au sud) du site industriel, n'appartenant pas à l'exploitant.

Or, la société VEOLIA envisage d'y implanter un bâtiment de 4 630 m² dans le cadre du développement de son activité, pour un pôle «Tri - Recyclage de Haute Qualité environnementale», sur la commune de Ludres. Considérant cet enjeu économique méconnu au début de la procédure et les contraintes techniques (topographie, préservation d'une capacité d'embranchement ferroviaire et surface nécessaire du bâtiment) les services de la D.R.I.R.E. et de la D.D.T avaient proposé d'assouplir cette règle d'inconstructibilité comme le permettent les éléments nationaux de cadrage de la procédure. En présence d'aléas de type «effets toxiques» de cette intensité, le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer souligne la possibilité d'autoriser la construction de bâtiments industriels, sous réserve de prescriptions constructives visant au confinement de la partie du bâtiment potentiellement exposée.

Malgré ces éléments et la demande formulée par le collège des collectivités composé de la Communauté urbaine et de la ville de Ludres, qui ont alors émis un avis défavorable, le C.L.I.C.a approuvé le projet de P.P.R.T. en l'état et n'a pas souhaité intégrer cet assouplissement dans le règlement du plan de prévention des risques.

DELIBERATION

En conséquence et après avis de la commission "Qualité de l'espace public et déplacements" réunie le 15 mars 2010 et de la commission "Qualité environnementale et écologie urbaine" réunie le 9 mars 2010, il vous est proposé :

- d'émettre un avis défavorable quant au projet de plan de prévention des risques technologiques de SEVEAL, tel que transmis pour avis par monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle. Cet avis est motivé par les prescriptions excessives du projet de règlement en matière d'inconstructibilité, cependant il ne remet pas en cause le bien fondé du P.P.R.T et son objectif de maîtrise de risques,

- de demander à Monsieur le Préfet de bien vouloir modifier le projet de règlement du plan de prévention des risques technologiques de façon à assouplir le principe d'interdiction de construction en zone d'aléa d'intensité M+ (zone R1) et à permettre la construction de bâtiments industriels sous réserve du respect de prescriptions constructives à préciser,

- de mandater le Président ou son représentant pour adresser ces observations au commissaire enquêteur au moment de l'enquête publique.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

23 oppositions



Affaire n° 33 CONSEIL DE COMMUNAUTE DU vendredi 26 mars 2010

15 h

PRESIDENCE : André ROSSINOT

ANNEXE A

11/16

Annexe 1
au registre d'enquête4/5
JPMÉTAIENT PRÉSENTS :

Mr ALLÉ	Paul	Vandoeuvre	Mr BAUDOT	Patrick	Nancy
Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville	Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy
Mr BERNARD	Jean-Paul	Vandoeuvre	Mr BERTAUD	Philippe	Nancy
Mr BOILEAU	Pierre	Ludres	Mr BOULANGER	Alain	Fléville
Mr BOULY	Serge	Laneuveville	Mr CALISESI	Jean-Claude	Saint-Max
Mme CARRARO	Chantal	Nancy	Mr CHANUT	Henri	Seichamps
Mme CHRISMENT	Carole	Laxou	Mme DATI	Malika	Nancy
Mr DESSEIN	Jean-Pierre	Art-sur-Meurthe	Mr DONATI	Patrice	Vandoeuvre
Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy	Mme EVROT	Florence	Vandoeuvre
Mr FRANOUX	Jean-Pierre	Malzéville	Mr GARCIA	Laurent	Laxou
Mme GAVRILOFF	Anne-Sophie	Saint-Max	Mme GAZIN	Mireille	Maxéville
Mr GERARDOT	Christophe	Laxou	Mme GRANDCLAUDE	Marie-Jeanne	Jarville
Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mme GUIDAT	Claudine	Nancy	Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy
Mr HABLOT	Stéphane	Vandoeuvre	Mr HÉNART	Laurent	Nancy
Mme HERMOUET-PAJOT	Jacqueline	Villers-lès-Nancy	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy	Mr JARRY	Daniel	Vandoeuvre
Mme KHIROUNI	Chaynesse	Nancy	Mr KLEIN	Mathieu	Nancy
Mr KLING	Bertrand	Malzéville	Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy
Mr LAURENCY	Jean-Pierre	Tomblaine	Mr LECA	Dominique	Laxou
Mme LEVY-JURIN	Valérie	Nancy	Mme MAIRE	Aline-Sophie	Nancy
Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy	Mr MASSON	Bertrand	Nancy
Mme MAYEUX	Sophie	Nancy	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr MOUGIN	Daniel	Villers-lès-Nancy	Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre
Mr PARRA	Christian	Nancy	Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre
Mr RONGEOT	Gérard	Nancy	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy	Mr SARTELET	Didier	Heillecourt
Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy	Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy
Mme TALLOT	Marie-Catherine	Nancy	Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy
Mme VALTON	Anne	Houdemont	Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt
Mr WEIBEL	Roland	Jarville	Mr WERNER	François	Villers-lès-Nancy
Mme ZABÉ	Renée	Nancy			

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mr MULLER	François	Vandoeuvre
-----------	----------	------------

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou	à	Mr GARCIA	Laurent	Laxou
Mr CANDAT	Michel	Saulxures	à	Mr BOILEAU	Pierre	Ludres
Mr CHENUT	Eric	Nancy	à	Mr KLEIN	Mathieu	Nancy
Mr COULOM	Thierry	Nancy	à	Mme GAZIN	Mireille	Maxéville
Mme CREUSOT	Nicole	Nancy	à	Mme ZABÉ	Renée	Nancy
Mr FAIQ	Abder Rahim	Vandoeuvre	à	Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	à	Mr LAURENCY	Jean-Pierre	Tomblaine
Mme GIUSSANI	Fanny	Nancy	à	Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy
Mr HATZIG	Patrick	Nancy	à	Mme KHIROUNI	Chaynesse	Nancy
Mr HURPEAU	Jean-Pierre	Jarville	à	Mr DESSEIN	Jean-Pierre	Art-sur-Meurthe
Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres	à	Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt
Mme LEROY	Marie-Christine	Dommartemont	à	Mr WEIBEL	Roland	Jarville
Mr MARCHAND-ARVIER	Jérôme	Nancy	à	Mr HÉNART	Laurent	Nancy
Mr MERGAUX	Olivier	Nancy	à	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max	à	Mme GAVRILOFF	Anne-Sophie	Saint-Max
Mr ROYER	Gérard	Pulnoy	à	Mr PARRA	Christian	Nancy

le présent acte a été publié le :

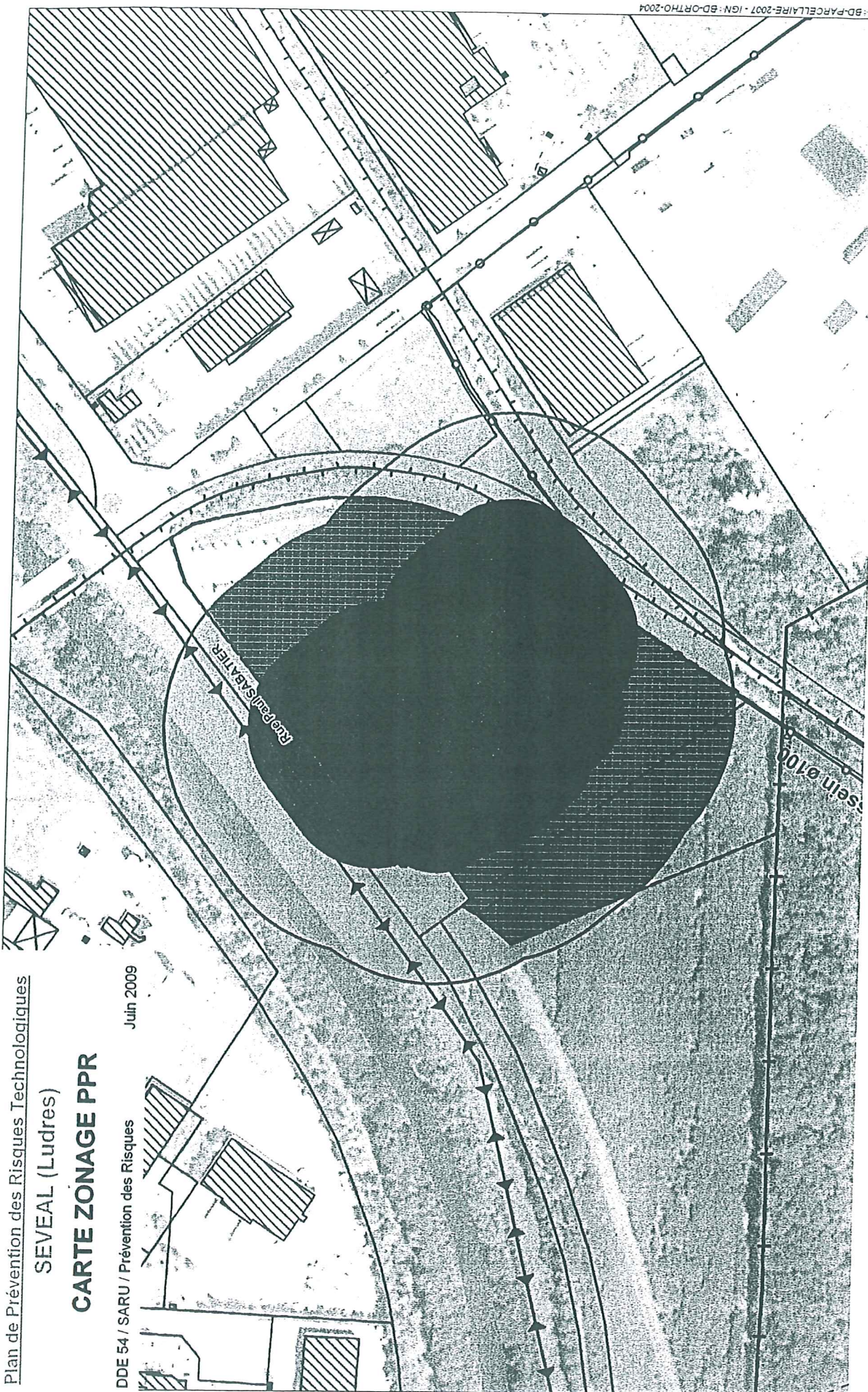
29 MARS 2010

Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :

CARTE ZONAGE PPR

DDE 54 / SARU / Prévention des Risques

Juin 2009



IGN: BD-PARCELLAIRE-2007 - IGN: BD-ORTHO-2004

ECHELLE : 1 / 2 000

ANNEXE A
12/16

Légende

- Entrepise à l'origine du risque
- Etablissement Sévéal
- Limite foncière Sévéal
- Zone d'étude

- Limite communale
- Voie ferrée
- Ligne électrique
- Gazoduc
- Canal de jonction

Zonage PPR

- Zone R
- Zone R1
- Zone grisée

~~Le 4 juillet 2010~~

Le 30 juin 2010

Annexe 2
au registre d'enquête

1/1
JPV

Pour Ludres Ensemble, Marcel Gauzelin et Philippe Franoux, Conseillers Municipaux

ANNEXE A

13/16

Le 2 février 2009, le Conseil Municipal de Ludres avait délibéré sur la modification par SEVEAL classé SEVESO 2 (autorisation avec servitude) du stockage de ses produits et de leur répartition. A cet effet une enquête publique avait été diligentée par les services préfectoraux du 5 janvier 2009 au 5 février 2009. Nous avons transmis à Monsieur le Maire nos regrets de ne pas avoir communiqué au Conseil, pour information, les conclusions de cette enquête.

Dans la délibération de 2009 la note d'accompagnement servant à l'enquête publique stipulait dans son paragraphe « fonctionnement du site » que le danger était limité à 72m autour du bâtiment et désormais il est indiqué que le rayon de risques est passé à 100m. Nous devons en conclure qu'il y a augmentation substantielle du périmètre de danger dans ce qui est appelé Aléas très forts et forts ; ceci a donc une incidence accrue sur le périmètre plus large pour lequel le principe d'inconstructibilité doit être affirmé.

L'objet de l'enquête actuelle repose sur le projet de PPRT (plan de prévention aux risques technologiques) qui sera annexé au PLU de la commune. Ce projet émanant des services préfectoraux a reçu un avis favorable du CLIC ; en conséquence ce projet nous paraît protecteur dans son périmètre au regard des risques en cas de danger liés à l'exploitation de SEVEAL. Les mesures d'assouplissement de ce périmètre souhaitées par la mairie de Ludres et la CUGN pour permettre la construction d'un bâtiment par la société VEOLIA sont inquiétantes. Sans remettre en cause la compétence des services de la DRIRE et de la DDT nous soutenons que le périmètre de sécurité d'inconstructibilité autour de ce type d'entreprise ne doit souffrir aucune dérogation. Pour mémoire SEVEAL c'était la SANE à Heillecourt qui a explosé et puis il y a eu AZF, puis les récentes inondations en Vendée où des permis de construire ont été accordés sur des zones à risques.... et dernièrement (le 9 juin 2010) l'incendie violent de l'entreprise Véolia.

Tous ces événements nous amènent à une réflexion responsable.

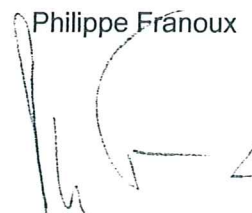
Le projet de PPRT transmis à la commune par le Préfet en date du 12 février 2010 nous rassure dans son élaboration. Pour Ludres Ensemble, nous refusons toute mesure d'assouplissement qui dans l'avenir serait susceptible de faire école réduisant ainsi le périmètre d'inconstructibilité.

Nous soutenons donc le projet de PPRT dans sa version actuelle non assouplie et nous nous félicitons que ces mesures d'assouplissement aient été rejetées par le CLIC comme nous l'avions explicitement souhaité en séance du Conseil municipal du 29 mars 2010. Nous regrettons à ce sujet que l'extrait de procès-verbal des délibérations proposées à ce conseil et joint au dossier ne mentionne ni notre intervention et ni son contenu.

Marcel Gauzelin



Philippe Franoux



ville de **Ludres**

Ludres, le 28/06/2010 ANNEXE A

14/16

Monsieur Jean Pierre MICHEL
Commissaire enquêteur
Hôtel de Ville
Place Ferri de Ludre
BP 90072
54711 Ludres Cedex

Affaire suivie par : Raphaël Charpy

N/Réf. : XD/ RC/915

Objet : Avis PPRT SÉVÉAL

Monsieur le commissaire enquêteur,

Le projet de PPRT portant sur l'entreprise SÉVÉAL mis à l'enquête publique présente un contenu identique à celui qui avait été présenté à l'occasion de la séance du comité Locale d'Information et de Concertation du 17 décembre 2009.

Au cours de la phase de consultation des personnes publiques associées, le conseil municipal avait donné un avis défavorable sur cette version du projet, qui ne tient pas compte des amendements proposés par les services de l'Etat à l'occasion de la séance précitée.

Ceux-ci contenaient un assouplissement de la règle d'inconstructibilité en zone R1 ; mais ils n'avaient finalement pas été retenus à l'issue du vote du C.L.I.C.

Vous trouverez la copie de la délibération du 29 mars 2010 jointe au présent courrier.

Je tiens à vous préciser que la commune de Ludres est consciente de l'impératif de mettre en place des règles qui assurent la sécurité sur le site et à ses abords.

Néanmoins, elle considère que si l'application des textes réglementaires donne la possibilité au document de tenir compte des enjeux liés à l'aménagement sur les fonds voisins, il doit y répondre favorablement.

Dans l'attente de vous lire, je vous prie de recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Maire,
L'adjoint délégué



Xavier DUSSAULX

PJ : 1 copie de délibération.

COMMUNE de LUDRES

Annexe 3 au
registre d'enquête 2/3
JPR

ANNEXE A

15/16

DEPARTEMENT
MEURTHE-ET-MOSELLE
ARRONDISSEMENT
NANCY
CANTON
JARVILLE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL du 29 mars 2010

Nombre
de conseillers en exercice 29
de Présents 22
de Votants 27

OBJET

N° 2010/03-14

Avis sur le projet de plan de
prévention des risques
technologiques (P.P.R.T.) de
Sévéal.

L'an deux mille dix, le vingt-neuf mars, le Conseil Municipal de la commune de LUDRES étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Pierre BOILEAU, Maire.

Etaient présents: Mme RAVON - M. KIELISZEK - Mme THOMAS - M. DUSSAULX - Mme LENIZSKI - MM. DEFFOUN - LOMBARD - Mme QUEUCHE - MM. CLAUDOTTE LAMY - Mmes NAEGELLEN - PICARDAT - LAVAL - KOZEL - MARTIN - MAUSS - DEHOVE-ALOSI - M. PATRAS - Mme SURGET - MM. GAUZELIN - FRANOUX.

Pouvoirs: M. BORACE à Mme RAVON, M. BARATAUD à M. DUSSAULX, M. FOURMENT à M. PATRAS, M. NOEL à Mme MAUSS, Mme GRILLOT à Mme SURGET.

Absents: Mme GUERBER, M. DAVILLERD.

Rapporteur : Monsieur Xavier DUSSAULX

Il a été procédé, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil : Monsieur Marcel GAUZELIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le 27 octobre 2008, le conseil municipal de Ludres a délibéré sur l'arrêté de prescription proposé par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle du Plan de Prévention des Risques Technologiques (P.P.R.T.) de la société SÉVÉAL, sise rue Paul Sabatier.

La mise en œuvre de cette démarche répond à l'article R 515-39 du code de l'environnement, qui impose l'élaboration d'un tel document pour tout établissement classé SEVESO II AS (autorisation avec servitudes), catégorie qu'intègre la société SÉVÉAL.

L'activité de celle-ci consiste à stocker des produits agro-pharmaceutiques (graines, engrais et matériels pouvant être classés toxiques ou inflammables).

Le P.P.R.T. est un document formant servitude d'utilité publique et destiné à être annexé au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.). Il évalue les conséquences en matière de dangers liés à la présence d'un établissement industriel présentant des risques pour la sécurité ou la salubrité publique.

Son objectif est la limitation et la maîtrise des risques compte tenu de leur nature et de leur intensité à travers un règlement et un périmètre d'exposition aux dangers qui restreignent ou contraignent l'urbanisation existante et future.

Dans le cas de SÉVÉAL, le rayon des risques présente une longueur de 100 mètres à mesurer depuis le bâtiment, avec différents niveaux de gravité de nature thermique, toxique ou de surpression (une chaudière).

La procédure de validation du projet de P.P.R.T. prévue à l'article L 515-43 du code de l'environnement implique que les personnes et organismes associés à son élaboration donnent leur avis dans les deux mois de la transmission du projet, délai à respecter, sans quoi il sera réputé favorable.

Le Maire,



.../...

Le projet de P.P.R.T. étant abouti, il a été présenté au Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.), qui a rendu un avis favorable le 17 décembre 2009.

Il a été reçu par la ville le 12 février 2010. Le règlement graphique présenté comporte deux zones d'aléas R (aléas Très Fort + et Fort) et R1 (aléa Moyen +). Celles-ci imposent un principe d'interdiction de construction pour les projets futurs hors du périmètre de SÉVÉAL.

La zone périphérique r1 affecte partiellement une parcelle voisine (située au sud) du site industriel, n'appartenant pas à l'exploitant.

La société VÉOLIA a pour projet d'y construire un bâtiment dans le cadre d'un recentrage géographique sur la commune de Ludres des locaux liés à son activité de pôle «Tri - Recyclage de Haute Qualité environnementale».

La zone r1 du règlement du P.P.R.T. empiète sur la frange nord de l'édifice projeté, dont la localisation ne peut être revue en raison de contraintes techniques.

Les services de la D.R.I.R.E et de la D.D.T ont pris en compte cette perspective qui n'était pas connue lors du lancement de la procédure. Ils ont proposé au cours de la réunion du C.L.I.C du 17 décembre 2009 de ne plus retenir le principe d'inconstructibilité en zone r1, et en contrepartie d'imposer à toute nouvelle implantation des prescriptions permettant d'assurer la sécurité des personnels (mesures de confinement). Par ailleurs, aucun poste fixe ne pourrait être localisé à l'intérieur du périmètre de danger.

Cette proposition était conforme aux éléments de cadrage donnés par le ministère compétent pour l'élaboration des P.P.R.T. : autorisation sous conditions en zone d'alea M+.

En dépit de cette proposition et de l'opposition des collectivités (commune de Ludres et CUGN), le C.L.I.C a adopté la version initiale du projet, sans prendre en compte ces assouplissements.

Vu l'avis de la commission d'urbanisme en date du 17 mars 2010,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide par 18 voix pour et 9 voix contre (groupe Ludres Autrement et Pour Tous et groupe Ludres Ensemble) :

- de prononcer un avis défavorable sur le projet de plan de prévention des risques technologiques de SÉVÉAL, dans sa version transmise par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle à la commune le 12 février 2010, au regard des circonstances et des motivations exposées ci-dessus ;
- de demander à Monsieur le Préfet de bien vouloir modifier le projet de règlement du plan de prévention des risques technologiques en adoptant sa version alternative proposée par les services de la D.D.T et de la D.R.I.R.E : autorisation de nouvelles constructions en zone d'alea M+ sous réserve du respect de prescriptions à définir ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à transmettre ses observations au commissaire enquêteur lors de l'enquête publique préalable à l'approbation du P.P.R.T.

Fait et délibéré à LUDRES
Les jour, mois et an susdits,
Pour extrait conforme,

LE MAIRE



Pierre BOILEAU

Circulaire BRTICP/2007-482/LMA du 26/02/08 relative à la maîtrise de l'urbanisme autour des stockages de produits agro pharmaceutiques soumis à autorisation
(BO du MEEDDAT n° 08-2008 du 30 avril 2008)

Le Ministre d'État, ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables
à

Mmes et MM les Préfets de départements

Par circulaire en date du 27 mars 1991, je vous invitais à prendre un certain nombre de dispositions, notamment en matière de maîtrise de l'urbanisation, suite à des incendies marquants de dépôts de produits agro pharmaceutiques dans les années 1980 en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique.

Pour mémoire, je vous rappelle que les produits agro pharmaceutiques sont actuellement classables sous la rubrique 1155, mais que certains d'entre eux relèvent des rubriques 1111, 1150, 1172, 1173 et 1430 (pour les liquides inflammables de catégorie A).

Précédemment à cette circulaire de 1991, j'avais fait réaliser, en concertation avec la profession représentée par l'Union des Industries pour la Protection des Plantes (UIPP) plusieurs essais d'incendies à grande échelle qui avaient montré :

- d'une part la grande variété des substances toxiques émises durant un incendie (acide cyanhydrique, acide chlorhydrique, oxyde de carbone, isocyanate de méthyle, ...)
- d'autre part la nécessité de préserver l'urbanisation dans des zones immédiatement environnantes des sites industriels, deux rayons de 100 et 200 mètres étant définis selon la vulnérabilité des constructions et des usages prévus.

Depuis ces instructions, les connaissances scientifiques ont continué à évoluer. J'ai fait réaliser une synthèse de ces nouvelles connaissances au cours de l'année 2007, et parallèlement la profession a continué ses actions de collecte d'informations sur l'évaluation des risques.

Si la nature des polluants émis lors de l'incendie reste évidemment la même, il apparaît que c'est a priori sur une distance de l'ordre de 100 mètres que les phénomènes les plus délicats à modéliser se produisent, notamment en terme de dispersion des polluants, aussi bien pendant l'incendie que lors de ses phases transitoires (démarrage, feu couvant, extinction). Ainsi, des dangers significatifs pour la vie humaine, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005, sont à considérer en deçà de cette distance lors de l'élaboration de l'étude de dangers.

Après échanges avec la profession, je vous demande donc, de façon similaire à mes instructions de 1991, de continuer à exercer une maîtrise de l'urbanisation future stricte dans un rayon de 100 mètres autour des stockages, cette zone de contrôle se concrétisera dans le porter à connaissance lorsque vous serez appelés à procéder à son élaboration.

En ce qui concerne les établissements existants soumis au régime de l'autorisation avec servitudes (établissements Seveso seuil haut), un dispositif nouveau a été créé par la loi du 30 juillet 2003, il s'agit du plan de prévention des risques technologiques (PPRT).

Dans les études de dangers, la classe de probabilité affectée à l'incendie de cellule est en général supérieure ou égale à "D", la combinaison avec ces effets irréversibles vous conduira à retenir un aléa de niveau M, a minima, pour les effets toxiques pour l'élaboration du PPRT. Lors de la phase de stratégie du PPRT, si la cartographie des aléas ne présentait pas un niveau d'aléa plus élevé, lié à d'autres phénomènes dangereux, et en application du principe de la non aggravation du risque existant, je vous demande d'inciter les personnes et organismes associés à demander le maintien, de façon similaire aux prescriptions de 1991, d'une interdiction des constructions futures dans ce rayon des 100 mètres.

Vous pourrez inviter les pétitionnaires et exploitants qui, lors de l'élaboration de leur étude de dangers, n'auraient pas fait apparaître ce rayon, à compléter leur étude en ce sens.

Les présentes instructions abrogent et remplacent ma circulaire du 27 mars 1991. Je vous remercie de me faire part, sous le présent timbre, des éventuelles difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application des présentes instructions.

Pour le Ministre et par délégation,

Le directeur de la prévention des pollutions et des risques,
délégué aux risques majeurs Laurent MICHEL

Arrondissement de

Commune de

CERTIFICAT d'AFFICHAGE

Le maire de la commune de

CERTIFIE

que l'avis prescrivant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois sur le projet de plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de Ludres, a été affiché à compter du 14 MAI 2010 et pendant toute la durée de l'enquête :

1) Aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs

2) à

(Lieux publics et tous endroits où l'attention des intéressés peut être facilement attirée)

3) à

(au voisinage de l'installation)

A LUDRES, le 01 Juillet 2010

le Maire,



Le Maire,


P. BOILEAU

ANNONCES LEGALES

1^{ère} INSERTIONEST REPUBLICAIN
13/05/2010REPUBLICAIN LORRAIN
13/05/2010

AVIS

Ouverture d'une enquête publique

Plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de Ludres

Par arrêté préfectoral, une enquête publique d'une durée d'un mois a été prescrite sur le projet de plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de Ludres.

Le périmètre du projet de plan concerne le territoire de la commune de Ludres.

L'enquête publique aura lieu du 31 mai au 30 juin 2010 inclusivement.

Le projet de plan sera déposé dans la mairie précitée où les personnes intéressées pourront en prendre connaissance et formuler, le cas échéant, leurs observations.

M. Jean-Pierre MICHEL, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra les déclarations des tiers comme suit :

- le lundi 31 mai 2010, de 8 h à 11 h ;
- le mercredi 9 juin 2010, de 8 h à 11 h ;
- le samedi 19 juin 2010, de 9 h à 12 h ;
- le mardi 22 juin 2010, de 8 h à 11 h ;
- le mercredi 30 juin 2010, de 14 h 30 à 17 h 30.

A l'issue de l'enquête publique, toute personne intéressée pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur à la mairie de Ludres et à la préfecture, DAL, bureau des procédures environnementales.

Avis au public

OUVERTURE
D'UNE ENQUÊTE
PUBLIQUEPlan de prévention
des risques technologiques
du site Sévéal de Ludres

Par arrêté préfectoral, une enquête publique d'une durée d'un mois a été prescrite sur le projet de plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de Ludres.

Le périmètre du projet de plan concerne le territoire de la commune de Ludres.

L'enquête publique aura lieu du 31 mai au 30 juin 2010 inclusivement.

Le projet de plan sera déposé dans la mairie précitée où les personnes intéressées pourront en prendre connaissance et formuler, le cas échéant, leurs observations.

tions.

M. Jean-Pierre Michel, désigné en qualité de commissaire-enquêteur, recevra les déclarations des tiers comme suit :

- A la mairie de Ludres :
- le lundi 31 mai 2010, de 8 h à 11 h
 - le mercredi 9 mai 2010, de 8 h à 11 h
 - le samedi 19 mai 2010, de 9 h à 12 h
 - le mardi 22 mai 2010, de 8 h à 11 h
 - le mercredi 30 juin 2010, de 14 h 30 à 17 h 30

A l'issue de l'enquête publique, toute personne intéressée pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur, à la mairie de Ludres et à la préfecture, DAL, bureau des procédures environnementales.

RAC1300619

2^{ème} INSERTIONEST REPUBLICAIN
07/06/2010REPUBLICAIN LORRAIN
04/06/2010

AVIS

Enquête publique

Plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de Ludres

Il est rappelé que par arrêté préfectoral, une enquête publique d'une durée d'un mois a été prescrite sur le projet de plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de Ludres.

Le périmètre du projet de plan concerne le territoire de la commune de Ludres.

L'enquête publique aura lieu du 31 mai au 30 juin 2010 inclusivement.

Le projet de plan sera déposé dans la mairie précitée où les personnes intéressées pourront en prendre connaissance et formuler, le cas échéant, leurs observations.

M. Jean-Pierre MICHEL, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra les déclarations des tiers comme suit :

À la mairie de Ludres, les :

- lundi 31 mai 2010, de 8 h à 11 h ;
- mercredi 9 juin 2010, de 8 h à 11 h ;
- samedi 19 juin 2010, de 9 h à 12 h ;
- mardi 22 juin 2010, de 8 h à 11 h ;
- mercredi 30 juin 2010, de 14 h 30 à 17 h 30.

À l'issue de l'enquête publique, toute personne intéressée pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur à la mairie de Ludres et à la préfecture, DAL, bureau des procédures environnementales.

Avis au public

ENQUÊTE PUBLIQUE

Plan de prévention
des risques technologiques
du site Sévéal de Ludres

Il est rappelé que par arrêté préfectoral, une enquête publique d'une durée d'un mois a été prescrite sur le projet de plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de Ludres.

Le périmètre du projet de plan concerne le territoire de la commune de Ludres.

L'enquête publique aura lieu du 31 mai au 30 juin 2010 inclusivement.

Le projet de plan sera déposé dans la mairie précitée où les personnes intéressées pourront en prendre connaissance et formuler, le cas échéant, leurs observations.

M. Jean-Pierre Michel, désigné en qualité de commissaire-enquêteur, recevra les déclarations des tiers comme suit :

- À la mairie de Ludres :
- le lundi 31 mai 2010, de 8 h à 11 h,
 - le mercredi 9 mai 2010, de 8 h à 11 h,
 - le samedi 19 mai 2010, de 9 h à 12 h,
 - le mardi 22 mai 2010, de 8 h à 11 h,
 - le mercredi 30 juin 2010, de 14 h 30 à 17 h 30.

À l'issue de l'enquête publique, toute personne intéressée pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur à la mairie de Ludres et à la préfecture, DAL, bureau des procédures environnementales.

RAC1302623

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE NANCY

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° E10000053/54

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Ordonnance du 9 avril 2010

Le Président du Tribunal administratif de Nancy

Vu enregistrée le 08 avril 2010, la lettre par laquelle la Préfecture de Meurthe-et-Moselle demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet:

le projet d'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques pour le site de l'entreprise SEVEAL à Ludres (54) ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 ;

Vu l'arrêté du 25 avril 1995, modifié ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Pierre MICHEL, retraité, demeurant 184, avenue Cardinal Tisserant TOUL (54200), est désigné(e) en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au préfet de Meurthe-et-Moselle, à la société SEVEAL, en qualité de maître d'ouvrage et à Monsieur Jean-Pierre MICHEL.

Le Président,



Daniel RICHER

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE
Bureau des Procédures Environnementales

Arrêté préfectoral portant ouverture d'une enquête publique relative au
plan de prévention des risques technologiques
du site Sévéal de Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8 et L.515-15 à L. 515.25 et L.123-1 à L.123-16, R. 515-39 à R.515-50 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.211, L.230.1 et L.300-2 et R.126-1 et R.126-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements.

Vu l'arrêté préfectoral n° 1998-101 du 28 janvier 1999 modifié autorisant l'exploitation régulière des installations Multi Appros à Ludres ;

Vu l'arrêté n° 2006-609 du 18 novembre 2008 autorisant la société Sévéal à se substituer à la société Multi-Appros pour l'exploitation des installations de Ludres ;

Vu l'arrêté n° 2007-635 du 1^{er} juillet 2009 autorisant la société Sévéal à poursuivre l'exploitation du dépôt de produits agro-pharmaceutiques à Ludres ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PPRT 2008-001 du 18 novembre 2008 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Sévéal à Ludres ;

Vu les avis émis par les membres associés consultés ;

Vu la décision N° E 10000063/53 du 9 avril 2010 par laquelle M. le président du tribunal administratif de Nancy a désigné M. Jean-Pierre Michel, retraité, en qualité de commissaire-enquêteur ;

Vu le dossier soumis à enquête publique ;

Considérant que le dépôt de produits agropharmaceutiques exploité à Ludres par la société Sévéal appartient à la liste prévue au IV de l'article L.515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers de la société Sévéal à Ludres et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er - Il sera procédé à une enquête publique du 31 mai au 30 juin 2010 inclus sur le projet d'établissement du plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal implanté sur la commune de Ludres.

ARTICLE 2 - Le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public dans la mairie de la commune de Ludres.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne pourra prendre connaissance sur place des pièces ainsi déposées, chaque jour, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Les informations complémentaires peuvent également être demandées en tant que de besoin à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle et de Meuse : 03-83-36-55-12) ou à la Direction Départementale des Territoires (M. Guzzo : 03-83-91-41-17).

Un registre d'enquête destiné à recevoir les observations auxquelles le plan peut donner lieu seront déposés dans la mairie précitée.

Toutes les observations destinées au commissaire enquêteur pourront être également adressées à la mairie de Ludres, siège de l'enquête publique.

ARTICLE 3 - L'enquête sera annoncée au moins dans les quinze jours précédant son ouverture par les soins du préfet, et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux paraissant dans le département.

Un avis relatif à cette enquête sera également affiché quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête, aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs dans la mairie concernée.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié à l'issue de l'enquête par le maire.

ARTICLE 4 - M. Jean-Pierre Michel, retraité, assurera les fonctions de commissaire-enquêteur.

A cet effet, il sera présent, pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations des personnes intéressées, comme suit.

A la mairie de Ludres

- ☐ Le lundi 31 mai 2010 de 8 heures à 11 heures
- ☐ Le mercredi 9 juin 2010 de 8 heures à 11 heures
- ☐ Le samedi 19 juin 2010 de 9 heures à 12 heures
- ☐ Le mardi 22 juin 2010 de 8 heures à 11 heures
- ☐ Le mercredi 30 juin 2010 de 14 heures 30 à 17 heures 30

ARTICLE 5 -

A l'expiration du délai d'enquête, soit le 30 juin 2010 :

Le registre déposé dans la mairie de Ludres sera clos et signé par le maire et transmis au commissaire-enquêteur dans les mêmes délais.

Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour rédiger son rapport et ses conclusions motivées et les adresser au préfet de Meurthe-et-Moselle.

Le préfet enverra, dès réception du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur, une copie de ces documents au maire de la commune concernée.

Ces documents seront tenus à disposition du public et pourront également être consultés à la préfecture de la Meurthe-et-Moselle (Direction de l'Action Locale - Bureau des Procédures Environnementales).

A l'issue de cette enquête, le plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de Ludres, éventuellement modifié, sera arrêté par le préfet de Meurthe-et-Moselle.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, M. le directeur départemental des territoires et M. le maire de Ludres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le maire de Ludres,
- M. le commissaire-enquêteur,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. le directeur départemental des territoires,

et dont une copie sera adressée à :

- M. le président du tribunal administratif de Nancy,

NANCY, le 06 MAI 2010

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

François MALHANOË